Points de Repères

Equipes Populaires

N° 51 - Juin 2022 - 15 €

Les potagers collectifs

© Valérie Linder

Comment être mieux dans son assiette planétaire

Avec le soutien de l'AB-REOC

Laurence Delperdange

Les potagers collectifs

Comment être mieux dans son assiette planétaire

Laurence Delperdange
Chargée de projets aux Equipes Populaires

Avec le soutien de

AB-REOC
BV-OECO

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Editeur responsable : Guillaume Lohest, rue du Lombard, 8/2 - 5000 Namur
Mise en page H. Govahian
Achevé d'imprimer en juin 2022 - Dépôt légal D/2022/5622/1

Préambule

Novembre 2021. Le mois de la COP26[1] et de sa décevante déclaration finale, le Pacte de Glasgow pour le climat. Le mois du vote européen définissant les nouvelles règles de la PAC (Politique agricole commune) qui guideront la politique agricole européenne pour les années 2023 à 2027 ; peu de temps après un été assombri par des inondations meurtrières chez nous en Wallonie et chez nos voisins allemands, par des incendies dans de nombreuses régions du globe. Pendant ce temps, le Brésil poursuit la dévastation de la forêt amazonienne et les gaz à effet de serre (GES) asphyxient toujours l'atmosphère après que la pandémie et le confinement imposé y aient mis un frein. Quant aux dirigeants qui s'étaient réunis aussi bien à la COP qu'à l'Europe, ils ne semblaient pas avoir pris suffisamment conscience des menaces pesant lourdement sur la planète.

Février 2022 : invasion de l'Ukraine par son voisin russe. Nous découvrons que l'Ukraine et la Russie sont des greniers à grains dont l'industrie alimentaire, dans de nombreux pays, est fortement dépendante. Se posent alors de nouvelles questions : une pénurie est-elle à craindre ? Cela oblige l'Europe à revoir sa politique agricole… Celle-ci risque bien d'être moins verte qu'annoncée… Comment cette situation impactera-t-elle l'agriculture au niveau mondial ? Quelles seront les réponses apportées ?

Dans le même temps, un peu partout, des citoyens s'organisent, semant des projets rassembleurs autour de ce qui reste de terre non bétonnée, dans les villes et les campagnes, plantant ainsi des jalons vers d'autres manières de cultiver. Un peu partout fleurissent des parcelles, des projets préfigurant ce que pourrait être un avenir différent de celui qui se profile. Un avenir où chacun reprendrait, à côté d'une agriculture durable, possession à son échelle, de l'espace vert pour y planter de quoi garnir son assiette ; un avenir où se développeraient de plus en plus de filières maraîchères plus respectueuses de l'humain et de l'environnement. Le confinement obligé durant les vagues successives de la pandémie a amené de nouvelles prises de conscience, de nouveaux comportements : en témoignent ces épisodes de rupture de stock sur les poulaillers et les poules, multiplications des semis dans les petits jardins derrière chez soi, virées chez les producteurs locaux. Toutefois, quelques mois plus tard, les producteurs locaux déplorent déjà une baisse de 20% de leurs ventes…

A New York, Paris, Bruxelles… sur les toits, sur des terrains en friche, au détour d'un quartier d'habitations sociales, sur les berges des rivières, sur des terrains non encore convoités par les promoteurs bétonneurs immobiliers, poussent des légumes, bourdonnent des abeilles, s'épanouissent des fruits. De petites oasis émergent çà et là sur le front de la résistance à l'agrobusiness. Le monde associatif, coopératif, les citoyens soucieux de manger mieux, de manger bon sèment peu à peu des lueurs vertes d'espoir. Si cela ne suffira jamais à renverser la tendance lourde de l'agriculture intensive, cela témoigne néanmoins d'une volonté de renouer avec un savoir-faire et une alimentation dont on connaît l'origine. Portés par toutes les couches de la population, ces projets contribuent certes à poser un regard nouveau, avisé et critique, sur ce que nous font avaler les géants de l'agro-industrie. Ils amènent, peut-on espérer, à modifier nos pratiques en y intégrant des objectifs de santé, de budget, de respect de l'environnement. Ils témoignent en tous cas d'une volonté de se nourrir autrement. Ils questionnent un système agricole qui devra trouver un équilibre entre la production, d'une part, l'écologie et l'inclusion sociale, d'autre part.
En rencontrant celles et ceux qui participent aujourd'hui à des projets de potagers collectifs (à Mouscron, Baudour, Verviers, Charleroi, Bruxelles…) et à des « cuisines collectives » (Tables d'autres à Court-St-Etienne et Charleroi), nous avons voulu découvrir où, pourquoi et comment ces initiatives plantent leurs racines.

1. La conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Glasgow et a réuni 120 dirigeants mondiaux et plus de 40.000 participants. https://www.un.org/fr/climatechange/cop26

Introduction

La thématique de la consommation durable fait depuis longtemps partie des préoccupations des Equipes Populaires. Elle est de plus en plus au cœur de nos activités au sein des groupes locaux qui composent notre association en Wallonie et à Bruxelles. Travailler cette thématique poursuit deux objectifs : favoriser l'accès de tous à une consommation durable et de qualité, mieux cerner les enjeux liés aux excès et aux dérives de notre société de surconsommation. Les questions climatiques et environnementales s'invitent également de plus en plus dans les préoccupations et dans l'action de nos groupes. Et le lien est de plus en plus évident entre modes de consommation (et de production) et enjeux écologiques. En tant que mouvement d'éducation permanente/ populaire, nous avons également dans nos missions l'émancipation individuelle et collective des personnes issues des milieux populaires (au sens large).

Qu'entend-on par « Milieux populaires » ?

En 2012, les Equipes Populaires publiaient une recherche qui interrogeait la pertinence aujourd'hui de l'appellation « milieux populaires* ». Alors qu'en 1976, le décret sur l'éducation permanente parlait 'd'associations adressant leur travail par priorité au public du milieu populaire', dans le nouveau décret de 2003, il est question des activités « *devant être réalisées 'notamment avec des publics issus de milieux populaires'* ». Muriel Vanderborght, l'auteure de l'étude, s'appuyant sur le travail de sociologues (Zygmunt Bauman, Christian Maurel, Louis Chauvel, Olivier Schwartz) concluait que le public avec lequel nous travaillons est populaire. « *Un peuple complexe, multiforme, insaisissable… Des gens, travailleurs avec ou sans emploi, habitants de villes, de cités ou de campagnes, familles aux revenus parfois très corrects, parfois beaucoup plus modestes, diplômés ou non, qui nous racontent leurs vies et les événements qu'ils subissent parfois mais aussi leurs espoirs et leurs envies de changement… Les cadres de référence qui étaient pourvoyeurs d'identité se délitent. La mobilité et la flexibilité sont devenues les baromètres d'une certaine réussite. Est valorisé celui qui est capable de bouger, de s'adapter, de prendre des risques… Les formes de reconnaissance collective ont pratiquement disparu.* » Pour Olivier Schwartz** cité dans l'étude, « *les milieux populaires ne sont pas nécessairement pauvres et opprimés. Mais une caractéristique commune aux personnes de milieux populaires est sans doute une certaine vulnérabilité des conditions d'existence, qui n'est pas nécessairement la misère mais qui signifie assurément l'exposition au manque de ressources ou à l'insécurité* ».

* Vous avez dit « *Milieux populaires* » ?, Muriel Vanderborght, Points de repères, n°40, Déc. 2012.
** Olivier Schwartz, « Peut-on parler des classes populaires ? », dans *La vie des idées*, publié sur www.laviedesidees.fr, 13 septembre 2011.

Nous sommes très attentifs à cette dimension de notre action, en particulier dans ces projets et initiatives « de transition » qui jusqu'à présent sont le plus souvent le fait d'un public aisé et/ou instruit. Nous pensons que la transition écologique ne pourra se faire qu'avec l'adhésion très large du public, et dans un souci de réduction des inégalités socio-économiques (notamment en matière de consommation).

Si ces objectifs sont bien au cœur de notre démarche, dans quelle mesure celle-ci peut-elle, outre les changements en matière de consommation individuelle, amener à construire un modèle économique et écologique soutenable et moins inégalitaire en matière d'alimentation. En d'autres mots, en quoi ces initiatives représentent-elles des « actes politiques » ?

Nous tenterons de répondre aux questions suivantes :

- Quelles sont les conditions indispensables pour qu'un projet autour d'une alternative de consommation réponde à des objectifs d'éducation permanente ? Partir du vécu des gens ? Libérer une parole ? Faire émerger une analyse critique. Tout cela inscrit dans une trajectoire collective ?
- Quelles sont les motivations des participants à « faire ensemble », en groupe ?
- Le fait de « faire ensemble » représente-t-il un plus en termes de développement durable ?

Cette analyse nous permettra de mieux cerner dans quelle mesure des personnes issues de milieux populaires sont parties prenantes de nos projets. Et si elles en sont absentes, quelles en sont les raisons et comment créer les conditions indispensables pour qu'un projet autour d'une alternative se réalise avec ce public ?

A partir des initiatives de terrain et sur base d'exemples en France, aux Etats-Unis, au Canada, en Angleterre, nous tenterons de définir ce qui donne à ces projets une dimension politique ; cela dans chaque étape du processus. Nous répondrons aux questions : Y a-t-il des moments ou des lieux de débat sur les solutions collectives ? Y a-t-il apprentissage et approfondissement démocratique ? Y a-t-il des revendications vis-à-vis des pouvoirs publics ?

Dans la dernière partie de ce travail, nous proposerons des pistes pour aller plus loin dans la prise en compte, par les pouvoirs publics, de la volonté des citoyens de bien se nourrir.

« *La nourriture n'est pas un bien de consommation comme les autres. Car, en dépit de son aspect ordinaire, elle place quotidiennement le mangeur dans un paradoxe fondamental : manger est nécessaire pour vivre, mais implique de prendre des risques.* » (Claude Fischler, 1990).

PARTIE I

Le système alimentaire mondial et la place du consommateur dans celui-ci

Chapitre 1

Comment les gens ont perdu leur lien avec l'agriculture

« *Il était un jardin qu'on appelait la terre* », chantait Georges Moustaki. *« Il y avait un jardin grand comme une vallée. On pouvait s'y nourrir à toutes les saisons, sur la terre brûlante ou sur l'herbe gelée - Il était assez grand pour des milliers d'enfants. Il était habité jadis par nos grands-pères. Qui le tenaient eux-mêmes de leurs grands-parents. »*

C'était en 1971… Cinquante années plus tard, des terriens tentent de réanimer çà et là le grand jardin saccagé. Que s'est-il passé et depuis quand ?

Alors que l'agriculture occupait autrefois une place centrale dans la vie des citoyens (comme en témoignent les scènes agricoles des tableaux du peintre Breughel au 16e siècle), elle ne fait plus partie aujourd'hui de la vie quotidienne de la plupart d'entre nous. Le lien direct entre citoyens et agriculture a aujourd'hui presque disparu. Au 15e siècle, en Europe occidentale (France, Pays-Bas et Angleterre), environ 60 à 70% des personnes travaillaient dans l'agriculture, alors qu'elles n'étaient plus que 2% en 2012[2].

Et pourtant, depuis la révolution industrielle et surtout après la Seconde Guerre mondiale, la production agricole des pays occidentaux a considérablement augmenté. Entre 1850 et 1950, on a assisté à l'extension massive de l'agriculture à grande échelle surtout en Amérique du Nord et dans le sud et l'est de la Russie et l'Union soviétique. Et ces 50 dernières années, vers les tropiques en Amérique latine, en Asie du Sud-Est, en Afrique.

Cette forte augmentation de la productivité a forcément amené une diminution du nombre de travailleurs dans le secteur alors que jadis, la production agricole était principalement obtenue par l'expansion - une augmentation de la superficie des terres à cultiver obtenue

2. Ritchie H., *Yields vs. Land Use: How the Green Revolution enabled us to feed a growing population*, OWID, 2017.

par défrichement, l'innovation et la mécanisation pour augmenter la production par surface agricole. Dans l'après-guerre, l'agriculture intensive a introduit l'usage d'intrants chimiques coûteux (engrais et pesticides) dans ses pratiques ainsi que l'exploitation sans limite des ressources non renouvelables. Au départ, l'obsession de la productivité et du rendement ne visait nullement à améliorer les conditions sociales dans les campagnes. Il s'agissait surtout de réduire le nombre d'agriculteurs pour libérer des bras bien nécessaires à la poursuite du processus d'industrialisation.
Les milieux agricoles constituent aujourd'hui plus d'un tiers des terres libres de glace.

L'impact de cette intensification sur les terres ne peut être sous-estimé. Depuis 1960, la quantité de terres économisées par ces techniques de rendement dans le secteur céréalier est d'environ 1,48 milliard d'hectares[3]. La monoculture intensive a gagné du terrain au détriment des cultures alimentaires locales et des espaces naturels. Toutes ces pratiques ont appauvri les terres et donné un coup fatal à de nombreuses espèces vivantes. La biodiversité, le tissu vivant, perd peu à peu de son… vivant. Les nappes phréatiques sont polluées, la fertilité des sols est en diminution, l'air que nous respirons est chargé de carbone ; l'agriculture intensive en est responsable pour un tiers. Les coûts sociaux et environnementaux sont énormes. On assiste à une déstructuration du tissu social dans les campagnes. Les cultivateurs s'endettent et l'accès à la terre est presque impossible pour un jeune qui souhaiterait se lancer dans l'agriculture. En France aujourd'hui, un grand nombre de terres sont vendues par des paysans surendettés qui partent à la retraite, à des grands groupes industriels.

Dans leur *Atlas de l'anthropocène* (une période où « *les changements de la terre sont le reflet des changements dans les sociétés humaines* »), François Gemenne et Aleksandar Rankovic[4] rappellent que le développement massif de l'agriculture intensive sur l'ensemble de la planète a des effets d'une ampleur difficile à concevoir sur l'environnement. Le cycle de l'azote notamment a été si profondément modifié qu'il est devenu l'un des principaux marqueurs de l'anthropocène.

L'agriculture contemporaine, on le voit, est aujourd'hui à la croisée des chemins. Les techniques utilisées ont eu un impact négatif sur l'environnement : érosion et pollution des sols, pollution et eutrophisation de l'eau, pollution de l'air et émissions de gaz à effet de serre (pour 30% selon IPCC[5]), et déclin de la richesse des espèces. Le secteur est aussi responsable de 70% de la déforestation actuelle et utilise 70% de l'eau douce actuelle.

3. Idem.
4. *Atlas de l'anthropocène*, François Gemenne et Aleksandar Rankovic et atelier de cartographie de Sciences Po, éd. Sciences Po, Les presses, Paris, 2019.
5. IPCC, In Climate change and Land : an IPCC special report on climate change, land degradation, sustainable land management, food security and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems, 2019, https://doi.org/10.1002/9781118786352.wbieg0538

1.1. Vers une nouvelle agriculture plus durable

Un nouvel élan est nécessaire pour rendre la production agricole durable face à une population croissante, pour appliquer les principes sociaux et écologiques à la conception et à la gestion d'agro-écosystèmes durables. L'agriculture européenne est donc confrontée à un nouveau défi. Pour nourrir 9,1 milliards de personnes en 2050, il faudra 30 à 60% de nourriture supplémentaire[6]. Cela nécessite d'augmenter la production, tout en limitant au maximum les impacts environnementaux, sociaux et économiques négatifs[7]. Les formes d'agriculture conventionnelle, biologique et mixte devront s'adapter pour nourrir le monde.

L'agroécologie

On désigne par ce terme une production agricole en accord avec l'écologie d'un environnement. Elle comprend 6 principes :

- L'augmentation du recyclage de la biomasse (en optimisant la décomposition de la matière organique et le recyclage des nutriments) ;
- Le renforcement du « système immunitaire » des systèmes agricoles en augmentant la biodiversité fonctionnelle et l'utilisation d'ennemis naturels ;
- La santé des sols en permettant l'apport de matière organique et la vie biologique du sol ;
- La minimisation des pertes d'énergie, d'eau, de nutriments et de matériel génétique par la conservation et la régénération des sols, de l'eau et de l'agrobiodiversité ;
- La diversification de la richesse des espèces dans le temps et l'espace ;
- Le renforcement des interactions biologiques et des synergies entre les composantes de l'agrobiodiversité*.

* AFSA, Agroecology : *The Bold Future of Farming in Africa*, In Alliance for Food Sovereignty in Africa (AFSA) and Tanzania Organic Agriculture Movement (TOAM), 2016, http://pelum.net/wp-content/uploads/2010/05/Agroecology-the-bold-future-of-farming-in-Africa-ebook1.pdf

L'agroécologie est une réponse à la double crise environnementale et alimentaire. Elle mise sur un modèle durable, performant et socialement juste. Associée au concept de souveraineté alimentaire, elle intègre une dimension sociale et politique. Elle s'appuie sur des savoirs transmis par des générations d'agriculteurs sous-tendus par des principes écologiques tels que le recyclage des éléments nutritifs et de l'énergie sur place plutôt que l'utilisation d'intrants, sur la diversification des espèces, sur l'intégration des cultures et de l'élevage. Elle vise les circuits courts ainsi qu'une faible dépendance aux énergies fossiles.

En 2009, une recherche internationale (Rapport de *Agriculture at a Crossroads* de l'IAASTD), commanditée par les principaux organismes impliqués dans le développement (FAO[8], PNUE[9], Banque Mondiale…) a montré que certains systèmes agricoles traditionnels et les pratiques agroécologiques sont tout aussi productifs, sinon davantage, sur le plan de la

6. Da Silva J. G., *Feeding the world. UN Chronicle*,2021, https://www.un.org/en/chronicle/article/feeding-world-sustainably
7. Wezel A., Casagrande M., Celette F., Vian J. F., Ferrer A. & Peigné J., *Agroecological practices for sustainable agriculture. A review*, Agronomy for Sustainable Development, 34(1), 1-20, 2014, https://doi.org/10.1007/s13593-013-0180-7
8. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
9. Programme des Nations Unies pour l'environnement.

production alimentaire, que l'agriculture conventionnelle. L'agroécologie pourrait doubler la production d'ici 2050 et nourrir plus de douze milliards de personnes ; cela sans injection de capitaux et de biotechnologies coûteuses, sans défrichage de nouvelles terres, y compris dans les régions peu productives et vulnérables. Cela amènerait une hausse des rendements agricoles et donc l'amélioration de la situation nutritionnelle des ménages. Ainsi, le droit à l'alimentation serait enfin une réalité pour tous, misant sur l'optimisation des ressources locales. A mesure que le changement climatique devient plus évident, la population est de plus en plus consciente des effets profonds de l'agriculture et redécouvre le métier d'agriculteur. Il est important que les citoyens se fassent également entendre, afin d'imposer des mesures et des directives encore plus décisives pour la Belgique et le monde.

On peut se réjouir que l'agriculture biologique wallonne gagne du terrain. En 2017, la Wallonie comptait plus de 1.600 fermes bio, ce qui représente plus d'une ferme sur dix (13%). Ce nombre croît de manière constante depuis une dizaine d'années. Il a plus que doublé en 8 ans. La superficie sous contrôle bio en 2017 atteignait 76.072 hectares, soit plus de 10% de la surface agricole utile en Wallonie. Les surfaces bio ont également doublé en 8 ans et 91% des surfaces bio belges se situent en Wallonie[10].

1.2. Trouver son lien avec l'agriculture

Cela témoigne des préoccupations grandissantes des citoyens pour le climat et l'agriculture. Alors qu'au XX^{e} siècle, l'agriculture se caractérisait par un désintérêt croissant et une reconversion, on commence à se rendre compte que, dans ce monde, l'agriculture joue un rôle central dans l'environnement naturel et la socio-économie. Le passage à une agriculture plus verte nécessite une révision fondamentale des pratiques qui ont guidé le développement agricole dans le passé. Nous savons que l'augmentation de la productivité et la maximisation des profits ne peuvent plus aller à l'encontre des recommandations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), sinon nous serons tous entraînés dans une symphonie pastorale aux airs de requiem.

L'augmentation du nombre de jardins familiaux ou partagés, de jeunes maraîchers n'hésitant pas, malgré les difficultés, à se lancer dans la culture de fruits et de légumes montrent que les citoyens retrouvent le chemin des champs[11] [12]) et privilégient une production naturelle conforme aux pratiques écologiques et socio-économiques. Les initiatives et l'engagement des citoyens suffiront-ils à provoquer un changement à grande échelle ? C'est la question que nous nous sommes posée.

10. www.filagri.be
11. Coremans S., *Volkstuinen zijn populairder dan ooit : « De kinderen van de buurt groeien hier samen op »*, VRT NWS, 9-11, 2021, https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2021/04/02/volkstuinen-zijn-populairder-dan-ooit-de-kinderen-van-de-buurt/
12. VILT, *Tien jaar wachten op een volkstuin*, VILT Vzw, 2021, https://vilt.be/nl/nieuws/tien-jaar-wachten-op-een-volkstuin

1.3. Inverser le rapport de force

« *Des changements profonds sont possibles grâce à la participation populaire* », souligne Olivier De Schutter[13], qui a succédé à Jean Ziegler en tant que rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, de 2008 à 2014. « *Je croyais en l'omnipotence de l'Etat. Je crois maintenant à l'omnipotence de la démocratie. Je ne crois plus que nous devions attendre passivement que les gouvernements agissent de leur propre chef. Il y a trop d'obstacles à franchir. La pression qui pèse sur eux est trop réelle et les acteurs qui font obstacle au changement sont trop puissants. La balle est donc aussi dans le camp des acteurs qui se battent pour un autre modèle de production et de consommation.* »

« *Il est urgent d'établir un véritable rapport de force afin de changer les règles du jeu »,* déclare Laurent Delcourt, historien et sociologue, dans son éditorial[14]. « *De nouvelles synergies nationales et internationales sont nécessaires entre les mouvements paysans et les autres agents de changement : mouvements indigènes, ONG environnementales, de femmes, de jeunes et de travailleurs, partis politiques, organisations, organismes scientifiques et simples consommateurs. Cela se fait dans le domaine de l'action politique et des pratiques concrètes.* »

Il semble que ce ne soit pas vers cela que l'on se dirige aujourd'hui…

Pourtant, la révolution verte ne pourra se faire en continuant à miser sur les investissements et sur les technologies reposant sur le secteur privé ! Pas plus qu'en continuant à libéraliser les échanges internationaux de produits agricoles en réduisant les obstacles au commerce. Ces politiques sont à l'origine de distorsions des marchés depuis la crise de 2008.

Au niveau des constats, on produit aujourd'hui trop de céréales en raison de l'industrialisation des processus de production pour répondre aux besoins de la population mondiale. Néanmoins, près de 842 millions de personnes dans le monde souffrent toujours de la faim. « *Oui, la faim, la misère, l'écrasement des pauvres sont plus effroyables que jamais* », peut-on lire dans *L'Empire de la honte*[15], un ouvrage de Jean Ziegler. « *Les sociétés transcontinentales de l'agroalimentaire, les banques internationales, les sociétés transcontinentales des services, de l'industrie et du commerce contrôlent aujourd'hui de vastes secteurs des économies des pays du sud.* » La faim ne serait pas avant tout un problème quantitatif, mais un problème de démocratie, de pauvreté et de (re)distribution. « *Les gens ont faim parce qu'ils sont trop pauvres, parce qu'ils n'ont pas les moyens ou ne sont pas en conditions de se procurer des aliments*[16]. »

13. *Un système alimentaire à transformer*, Points de vue du Sud, Alternatives Sud, Cetri, 4, 2021.
14. Idem.
15. Jean Ziegler, *L'empire de la honte*, Ed. Fayard, 2005.
16. *Un système alimentaire à transformer*, op. cit.

1.4. Surmonter les obstacles

Olivier De Schutter dresse la liste de ces obstacles. Ils sont :

1. D'ordre technologique : la modernisation de l'agriculture mondiale s'est faite uniquement selon un modèle productiviste ;
2. D'ordre socio-économique : de grands acteurs dominent le marché (intrants, industries de transformation) ;
3. Liés à la difficulté de créer des alternatives… ;
4. D'ordre culturel : nos modes de vie pressés dépendant d'une alimentation transformée et facile à préparer ;
5. D'ordre politique : les gouvernements sont sensibles aux intérêts de leurs grandes entreprises agroalimentaires qui se trouvent de fait disposer d'un droit de veto sur les transformations d'ensemble (*Le Monde*, 29 avril 2014) ;
6. Soumis à l'aval et l'aide des pouvoirs publics qui ont, au cours des trois dernières décennies, conféré un énorme pouvoir aux grandes entreprises du secteur. Celles-ci pèsent pleinement sur la définition des politiques agricoles d'Etats souvent désargentés.

Quelques années après les déclarations d'Olivier De Schutter, on se heurte toujours aux mêmes obstacles.

En septembre 2021 devait avoir lieu un sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, appelant à la mise en place de « systèmes plus sains, plus durables et équitables ». Plusieurs fois reporté, ce sommet a finalement été boycotté. Se voulant au départ un sommet du peuple intégrant largement les associations et organisations de la société civile, il s'est avéré qu'un accord signé en 2019 instaurait un partenariat stratégique entre Nations Unies et Forum économique mondial. La FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) en était exclue. On assiste aujourd'hui à des pratiques de greenwashing menées par les multinationales de l'agrobusiness qui encouragent une vision technoproductiviste de l'agriculture. On nous annonce de nouvelles semences à haut rendement, résistantes aux aléas climatiques, des technologies numériques de pointe pour gérer les fermes, l'incorporation des petits producteurs… Inventer de nouveaux aliments ultratransformés, inventer de nouveaux aliments… seraient des réponses qui séduisent les décideurs politiques. L'agriculture conventionnelle est le modèle dominant même s'il a montré ses limites avec les déséquilibres qu'il fait peser sur la biodiversité, sur la santé de la terre et des humains. Mais bouleverser les intérêts de l'industrie chimique qui fournit les intrants et des firmes qui les importent nécessite de modifier le rapport de force.

La PAC (politique agricole commune européenne)

La PAC est la politique agricole commune de l'Union européenne (UE) et fixe les règles de base des politiques agricoles des Etats membres de l'UE. Le 2 décembre 2021, la nouvelle PAC a été officiellement adoptée par l'UE. En 2022, les Etats membres doivent adopter des plans stratégiques pour la PAC afin de définir leurs politiques pour la période 2023-2027. Ces plans sont spécifiques aux Etats membres et doivent contenir toute une série d'interventions pour traduire la politique de l'Europe en actions. En Belgique, la Flandre et la Wallonie publient leurs plans stratégiques séparément.

Les plans de la PAC contribuent à la réalisation de quatre objectifs :

1) soutenir l'agriculture en tant que secteur économique,
2) assurer l'approvisionnement alimentaire des Etats membres,
3) assurer le rôle social et le soutien des agriculteurs,
4) assurer la durabilité du climat et de la nature.

La PAC se compose de deux piliers principaux ; le pilier 1 comprend l'aide directe au revenu des agriculteurs, le pilier 2 comprend le soutien et les mesures en faveur du développement rural. Seuls les agriculteurs actifs dont l'exploitation constitue un revenu peuvent bénéficier d'une aide directe au revenu dans le cadre du premier pilier. Les instituts de recherche, les jardins expérimentaux et les jardins familiaux ne relèvent pas de la réglementation de la PAC.

La PAC (politique agricole commune européenne) renouvelée pour 2023-2027 a été lancée le 25 juin 2021 et sera mise en œuvre à partir du 1er janvier 2023[17] (nouvelle PAC). Cette PAC vise à être plus verte, plus équitable et plus compétitive, et aborde plusieurs dimensions, de la biodiversité, de l'environnement en passant par les dimensions économiques et sociales. Cette PAC renouvelée a également été élaborée en tenant compte de la Deal verte européenne, de la stratégie « de la ferme à la fourchette » (F2F) et de la stratégie en faveur de la biodiversité. Ainsi, 40% du budget total de la PAC est réservé aux actions en faveur du climat, suivant la tendance mondiale et la demande d'un avenir plus vert. Mais on peut se demander si la nouvelle PAC est aussi verte et socialement inclusive qu'elle le prétend.

Les nouveautés de la PAC pour la Flandre et la Wallonie 2023-2027 sont les « écorégimes », qui font partie des paiements directs. Ces écorégimes sont des paiements (annuels) aux agriculteurs qui contribuent, sans obligation, à un environnement et une agriculture plus durables. Les agriculteurs peuvent être indemnisés pour leurs efforts visant à améliorer la biodiversité et le paysage, ce qui peut entraîner des pertes de productivité. Des exemples d'écoréglementations : les subventions pour la construction de bandes tampons, l'agriculture de précision, le contrôle de l'érosion, la rotation des cultures, les prairies gérées écologiquement, le contrôle mécanique des mauvaises herbes.

La Wallonie utilisera 26% des aides directes au revenu pour les écorégimes. La Flandre utilisera environ 25% de l'aide directe au revenu pour les écoprogrammes. Le projet flamand du plan stratégique de la PAC est actuellement en phase d'examen public et sera soumis pour approbation à la fin de 2022.

17. European Commission, *The new common agricultural policy : 2023-27*, Common Agricultural Policy, 2021, https://ec.europa.eu/info/food-farming-fisheries/key-policies/common-agricultural-policy/new-cap-2023-27_en

Cependant, le 10 septembre 2021, 5 pré-écorégions ont déjà été approuvées comme mesures transitoires en 2022.

Le domaine de l'agriculture biologique fait également l'objet d'une attention accrue. L'UE vise 25% des terres agricoles en agriculture biologique d'ici 2030. La Wallonie vise même 30% des terres agricoles en agriculture biologique. En raison du vieillissement de la population agricole, des ressources sont également mises à disposition pour rendre l'agriculture plus attrayante pour les jeunes agriculteurs.

Sources

En Flandre

VLM: wat weten we al over de beheerovereenkomsten in het nieuwe GLB?
https://lv.vlaanderen.be/nl/beleid/landbouwbeleid-eu/gemeenschappelijk-landbouwbeleid-glb
Overgangsmaatregelen GLB 2021-2022
https://lv.vlaanderen.be/nl/beleid/landbouwbeleid-eu/gemeenschappelijk-landbouwbeleid-glb/overgangsmaatregelen-glb-2021-2022

En Wallonie

RTBF: Nouvelle PAC : le gouvernement wallon favorise les écorégimes
https://www.wallonie.be/fr/actualites/politique-agricole-commune-2023-2027-la-region-defini-ses-orientations-strategiques
RTBF Auvio, La question Déclic, Politique agricole commune pour les nuls

1.5. Le droit à l'alimentation

Le 12e objectif de développement durable des Nations Unies « Consommation et production durables » met[18] en avant la nécessité et une certaine urgence à transformer en profondeur les systèmes alimentaires en matière d'approvisionnement, de modes de production mais aussi d'habitudes de consommation.

Dans le dernier Rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde[19], on constate que les efforts pour atteindre les 17 objectifs de développement durable pour éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition d'ici 2030 ont affiché un recul. Le Covid-19 a eu un impact dévastateur sur l'économie et la sécurité alimentaire de millions de personnes s'est détériorée. Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont été fortement impactées par la pandémie. En 2020, 2,38 milliards de personnes n'avaient pas accès à une nourriture adéquate. Chez nous, de plus en plus de citoyens ont recours à l'aide alimentaire et les épiceries sociales se multiplient. S'il y a suffisamment de nourriture pour tous, y accéder est le plus souvent lié aux revenus. Cela témoigne de l'incapacité de nos Etats à apporter des réponses structurelles à une réalité qui met en lumière les inégalités qui ne cessent de s'accentuer dans nos pays qui ne souffrent pourtant pas de pénurie.

18. https://www.un.org
19. https://fao.org

1.6. Des politiques redistributives

Aujourd'hui, les avancées possibles des Nations Unies sont neutralisées par les initiatives affichées comme vertueuses des transnationales de l'agroalimentaire.
Or, le droit à l'alimentation reconnu par le droit international postule que chaque être humain a le droit de se nourrir dans la dignité, que ce soit en produisant lui-même son alimentation ou en l'achetant. Olivier De Schutter définit ce droit comme celui « *d'avoir accès régulier, permanent et non restrictif, soit directement ou au moyen d'achats financiers à une alimentation quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante correspondant aux traditions culturelles du peuple auquel le consommateur appartient et qui lui procure une vie physique et mentale, individuelle et collective, épanouissante et exempte de peur* ». Il s'agit bien d'un enjeu démocratique : l'accès à une alimentation durable pour tous.

« *La nourriture est considérée comme un atout stratégique, une nouvelle vague d'accaparement des terres, des océans et des ressources se profile, et les goulets d'étranglement du commerce international deviennent de plus en plus militarisés. Les Accords de libre-échange des années 2020-2030 servent principalement à sécuriser l'accès aux ressources, à protéger les droits d'exploitation des données par les entreprises et à geler les réglementations favorables* » peut-on lire dans une note de l'IPES-Food et l'ETC Group[20].

Ce groupe en appelle aussi à la société civile pour inverser le cours des choses. Il faut dévoiler les rapports de pouvoir incrustés au cœur des systèmes alimentaires et s'opposer activement et radicalement aux nouvelles logiques d'accumulation. Des pistes d'actions existent[21].
Le tout local ne suffira pas, certaines cultures nécessitent en effet des surfaces très vastes et des terres arables. Il faudra continuer à importer. Les grandes monocultures et les marchés internationaux seront toujours une source indispensable. Mais un changement radical des habitudes de consommation devra s'opérer dans le sens : davantage de fruits frais, de fruits secs et de légumes et diminution de 50% de la consommation de sucre et surtout de viande car actuellement, 70 à 80% des terres agricoles dans le monde sont dédiées à la production d'aliments pour animaux ou utilisées comme terrains de pâture.

Il est urgent de mettre en place des politiques redistributives car, rappelons-le, si les gens ont faim ou souffrent de carences nutritionnelles, c'est parce qu'ils sont trop pauvres pour se nourrir et non parce que la nourriture manque. Ils cultivent des terres trop pauvres ou des surfaces trop petites pour assurer leur survie[22]. La construction de « filets » sociaux est nécessaire pour reconstruire des systèmes justes, durables et résilients[23].

20. Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables dont fait partie Olivier De Schutter, http://www.ipes-food.org/
21. Un système alimentaire à transformer, Points de vue du Sud, Alternatives Sud, Cetri, 4, 2021.
22. Idem.
23. Edito de Laurent Delcourt, historien et sociologue, chargé d'Etudes au CETRI dans *L'agroécologie, Enjeux et perspectives*, Alternatives Sud, Centre tricontinental, Volume 21-2014/3.

Deux documentaires : Elles racontent leur agroécologie*

Un exemple au Sénégal...

Le documentaire que nous avons réalisé en 2017 au Sénégal, en partenariat avec *Le Monde selon les Femmes* et *Enda Pronat***, une association située à Dakar, active dans le domaine de l'agriculture, en témoigne. Dans cette région à la frontière de la Mauritanie, l'agriculture à l'échelle familiale se confronte à l'agro-industrie et la concurrence pour la terre a lieu aussi bien pour les produits alimentaires que pour les produits non consommables comme les agrocarburants. Au Sénégal comme ailleurs, la gestion de la terre et des ressources naturelles fait face à des changements sociétaux liés à la privatisation, à la pression et à la spéculation foncières. Les femmes qui ont participé à l'atelier de création d'histoires digitales (de courts montages associant commentaire personnel et images) que nous avons animé dans la région de Guédé, sont toutes engagées dans l'agroécologie. Elles se regroupent en association pour accéder plus facilement à une terre située sur leur territoire. Elles expliquent que les hommes qui participaient au projet au départ ont peu à peu délaissé celui-ci pour travailler dans les grosses exploitations agricoles. La modernisation agricole semble avoir aggravé le problème de la faim dans certaines régions, rurales en particulier ; cela en contribuant à faire chuter les prix et les petites exploitations paysannes en pratiquant des prix bas, insuffisants pour assurer leurs moyens de subsistance.

* *Elles racontent leur agroécologie*,
Les Equipes Populaires et Le monde selon les femmes,
documentaire : https://youtu.be/7QW8mqN_pdU
** www.endapronat.org

... et en Wallonie

* *Elles racontent leur agroécologie*,
Les Equipes Populaires et Le monde selon les femmes,
documentaire : https://youtu.be/WbQnJHS1UdU

Chapitre II

Quels ingrédients pour un changement ?

« *Tous les jours, notre alimentation nous relie au monde.*[24] »

Nous l'avons vu, changer notre système alimentaire nécessite que se conjuguent les pratiques des consommateurs, les initiatives citoyennes et la prise en compte par le monde de l'entreprise des enjeux sociaux et environnementaux. Tout cela doit être accompagné par des politiques publiques qui amènent peu à peu de réels changements structurels. Ces pouvoirs publics se situent à différents niveaux : local, régional, fédéral mais aussi européen.

Mais il est nécessaire qu'une transversalité existe entre ces différents acteurs et niveaux de pouvoir. La nouvelle PAC qui dessine l'agriculture de demain joue donc un rôle essentiel.

2.1. En milieu urbain

Si les initiatives voient le jour aussi bien en milieu rural, semi-urbain que dans les grandes villes, les études font davantage référence aux projets menés dans les villes.

« *Le secteur de l'alimentation représente une formidable opportunité pour les villes de renouer un lien parfois perdu avec leur environnement productif et nourricier*[25] ». Par exemple : relocaliser l'alimentation dans les villes nécessite la protection du foncier agricole, les appels d'offre pour l'approvisionnement en restauration collective, l'urbanisme commercial et la gestion des infrastructures, la mise en place de dispositifs de gouvernance, d'actions de solidarité avec les plus démunis… Pour s'engager dans la transformation des systèmes alimentaires, il faut aussi, comme le préconise le philosophe Baptiste Morizot[26], que l'engagement perdure dans le temps grâce à la conjonction de deux sentiments a priori

24. *Une écologie de l'alimentation*, ouvrage anniversaire de la Chaire de l'Unesco Alimentations du monde, sous la dir. de Nicolas Bricas, Damien Conaré et Marie Walser, Editions Quæ, 2021, p. 23.
25. Idem, p. 288.
26. Baptiste Morizot, *Manières d'être vivant*, Actes Sud, 2020.

antagonistes : l'injustice et l'enthousiasme.

L'augmentation du coût des denrées alimentaires à laquelle nous assistons aujourd'hui pourrait agir comme un levier supplémentaire à s'engager dans une démarche plus politique. Au vu de la multiplication des initiatives citoyennes en matière d'alimentation, on assiste à une sorte d'activisme alimentaire : mouvements militants tels que Slow Food, Via Campesina…), réflexions autour des cantines scolaires, épiceries coopératives, recours au circuit court, aux producteurs locaux, pétitions contre certains grands groupes agroalimentaires, réflexions menées autour de projets de jardins partagés témoignent bien de la remise en question du système alimentaire aujourd'hui. Elles montrent qu'il est possible d'organiser autrement le système alimentaire. Elles répondent, la plupart du temps, aux objectifs suivants : respect de tous les savoirs, participation inclusive, émancipation, pouvoir d'agir des personnes vulnérables[27]. C'est aussi le cas aux Equipes Populaires. Mais comment aller au-delà pour envisager ces projets non comme une fin en soi mais pour les inscrire dans une dynamique allant vers un réel changement.

2.2. Petit tour du monde des initiatives transformatrices

Le travail réalisé par la Chaire de l'Unesco Alimentations du monde fournit de nombreux exemples d'initiatives menées un peu partout dans le monde. Par exemple, on découvre que certaines villes se sont dotées de conseils locaux de l'alimentation pour promouvoir la démocratisation alimentaire. Ces initiatives regroupent des activistes communautaires, des politiques, des universitaires, des syndicats et des représentants du secteur agricole et du milieu des affaires. On trouve des exemples au Brésil, au Canada, au Mexique, en Colombie, en Argentine, au Kenya, au Ghana, au Sri Lanka. Pourquoi pas chez nous, au moment où le prix des denrées alimentaires explose et où le recours à l'aide alimentaire gagne du terrain ? En 2015, le Pacte de Milan pour des politiques alimentaires urbaines a été signé. Il regroupe aujourd'hui 211 municipalités qui s'engagent volontairement « *pour le développement de systèmes alimentaires durables et la promotion de régimes alimentaires sains* » en adoptant des actions en matière de gouvernance, d'équité sociale, de soutien à la production, d'approvisionnement, de lutte contre le gaspillage… Cette initiative permet de renforcer la légitimité de ces actions à l'échelle locale.

En France et au Canada, des maisons solidaires de l'alimentation gérées par les habitants des quartiers organisent des ateliers de cuisine, de pratiques du jardinage, des groupements d'achats, d'épicerie solidaires et de restauration à l'accès facilité.
L'idée d'une sécurité sociale de l'alimentation fait son chemin. Elle permettrait l'accès à des produits de manière démocratique et financés par des cotisations sociales (voir encadré : *Pour une sécurité sociale de l'animation*, Paturel et Ndiaye). L'aide alimentaire serait alors réservée à des situations d'urgence.

27. Chiffoleau Y., Paturel D., 2016, *Les circuits courts alimentaires pour « tous », outils d'analyse de l'innovation sociale*, Innovations, 50(2), p. 191-210, 2016
https://www.academia.edu/27036467/Les_circuits_courts_alimentaires_pour_tous_outils_danalyse_de_linnovation_sociale

Pour une sécurité sociale de l'alimentation

Selon Paturel et Ndiaye*, en s'appuyant sur la conception de la « démocratie alimentaire », nous ne pouvons que constater que l'accès à une alimentation libre d'une part et à une alimentation produite plus sainement d'autre part est d'une inégalité flagrante. Les caractéristiques de ces inégalités d'accès sont banalisées et rendent opaques les rapports de classe. Elles deviennent visibles dès que nous faisons un pas de côté en adoptant la position de « mangeur », position qui nous est commune. En outre, les politiques sociales et sanitaires généralisent ces inégalités par la désignation d'une population dite « vulnérable » et à laquelle on destine des dispositifs d'assistance. Le présupposé repose sur une conception libérale de la solidarité fondée sur une approche néopaternaliste. La proposition d'une réponse fondée sur notre modèle de protection sociale est une piste intéressante : il s'agit de reprendre la main sur le ou les systèmes alimentaires par l'ensemble des habitants en France et d'être dans les conditions pour le faire.

La réponse ne peut pas venir que du seul côté des citoyens « éclairés » ou militants. Le modèle du régime général de la sécurité sociale leur semble donc le bon cadre pour avancer.

Deux points d'appui sont aux fondements de la sécurité sociale de l'alimentation :

- L'un est fondé sur l'effectivité d'une démocratie sociale dont le droit à l'alimentation durable est la pierre angulaire. L'organisation basée sur le déploiement de caisses locales d'alimentation durable doit se réfléchir à l'aune de la remise en question des formes classiques de la démocratie (notamment la démocratie représentative) ;
- L'autre est fondé sur une démocratie économique dont la cotisation sociale et le conventionnement avec les acteurs du système alimentaire sont centraux.

Dans ce cadre, tous les outils de politique publique existant en matière d'accès à l'alimentation (la restauration collective, les différents plans alimentaires et la création d'une allocation à l'ensemble de la population pour accéder à des produits frais sur le modèle des allocations familiales, etc.) doivent être mis au service de cette approche politique systémique.

La sécurité sociale de l'alimentation doit donc s'appuyer sur l'ensemble de ces éléments pour asseoir sa légitimité. Elle devient alors l'outil majeur pour actionner la transition et la transformation alimentaires, et réduire le poids de l'alimentation dans les enjeux de changements climatiques.

* Paturel D. et Ndiaye P., *Le droit à l'alimentation durable en démocratie*, Champ social éditions, Coll. Acteurs sociaux, 2020.

Les auteurs de l'ouvrage *Une écologie de l'alimentation*[28] proposent trois cadres conceptuels qui peuvent amener cet effet transformateur. Partant du constat que les transitions résultent d'interactions entre « *un paysage sociotechnique, un régime de règles et des niches d'innovations, ce sont dans ces dernières que se situent les initiatives citoyennes et autres innovations sociales qui se saisissent des opportunités créées par la contestation et la déstabilisation du régime de règles pour finir par le faire changer et aboutir à un nouveau régime écologique et social* ».

28. *Une écologie de l'alimentation*, ouvrage anniversaire de la Chaire de l'Unesco Alimentations du monde, sous la dir. de Nicolas Bricas, Damien Conaré et Marie Walser, Editions Quæ, 2021.

Certain.e.s chercheur.e.s[29] soulignent, de leur côté, que les innovations sociales représentent une force critique qui cherche à déligitimer le régime dominant. Et que cela amène à la création d'une offre de produits dotés « *de nouveaux attributs environnementaux et sociaux, au travers de leur certification et de leur signalisation, sans véritablement se remettre en cause. Cela ne dit rien du potentiel de changement d'échelle des initiatives alternatives* ».

« *Sommes-nous face à des trajectoires alternatives ou réformatrices* », s'interrogent les chercheurs de la Chaire de l'Unesco Alimentations du monde.

2.3. De la nécessité du changement d'échelle

Pour ces chercheur.e.s, une trajectoire alternative se situe dans une tentative de construire localement un système s'appuyant « *sur des valeurs radicalement différentes et en rupture avec le modèle dominant capitaliste, voire marchand. Elle propose des réponses aux différents enjeux environnementaux, sociaux et sanitaires, culturels et de gouvernance des systèmes alimentaires par des initiatives multidimensionnelles* ». La permaculture en est un exemple. Un système remplaçant l'autre. La question du changement d'échelle ne se pose donc pas forcément, n'étant pas une priorité. Les porteurs de ces initiatives peuvent même craindre une institutionnalisation des innovations. Ainsi, certaines trajectoires que l'on pourrait croire « réformatrices » du système dominant ne sont parfois que des entreprises de greenwashing, le système dominant se montrant à l'écoute des critiques qui leur sont adressées. Par exemple, les alternatives telles que le commerce équitable et l'agriculture bio agissent en parallèle, tentant de réformer le système dominant de l'intérieur poursuivant des objectifs de préservation de l'environnement ou d'équité sociale. Il s'agit des labels bio et équitable. Les critères de gouvernance et sanitaires en sont absents.

C'est là que se situe le réel enjeu qui est aussi au cœur de notre questionnement : comment, à partir d'initiatives éparpillées, modifier le rapport de force pour qu'au final, le droit à une alimentation saine pour tous soit une réalité ? Travail digne pour les agriculteur.rice.s, respect de la santé et de l'environnement et production alimentaire de qualité sous-tendant aussi, bien sûr, la nécessité d'un changement.

Une étude de 2015 distinguait trois types de changement d'échelle[30] :

- L'augmentation du nombre de personnes ou de structures impactées (duplication de l'initiative dans d'autres territoires - ce à quoi nous travaillons aux Equipes Populaires - ou par ce qu'ils appellent la « fertilisation », c'est-à-dire la diffusion de principes ou de savoir-faire, notamment au travers de cahiers des charges ou de labels). Il s'agit de « penser global mais d'agir local ».
- L'institutionnalisation des initiatives en les inscrivant dans des politiques publiques ou des réglementations. L'agriculture biologique fait partie de ce modèle.

29. Friedmann H. et Mc Michael Ph., *Agriculture and the state system. The rise and decline of national agricultures, 1870 to the present*, Sociologia Ruralis, p. 93-117, 1989.
30. Moore M.-L., Riddell D., Vocisano D., *Scaling out, scaling up, scaling deep : strategies of non-profits in advancing systemic social innovation*, The Journal of Corporate Citizenship, 58, 67-84, 2015.

- Un changement profond des valeurs culturelles et des croyances. C'est entre autres le cas aujourd'hui avec l'attachement aux produits locaux qui semble gagner du terrain chez nous.

- Un quatrième type de changement d'échelle est celui qui se réfère à la diversification qui se traduit par exemple par des dynamiques collectives de coopération. C'est le cas d'initiatives ancrées dans un territoire qui amènent des partenariats entre acteurs sociaux et acteurs de la production agricole, par exemple pour des paniers solidaires…

« *Pérenniser ces initiatives ne peut se faire sans le soutien des politiques publiques pour créer des environnements favorables pour l'accès aux services financiers, aux formations, aux recherches… Les politiques doivent s'appuyer sur ces initiatives, accompagner la réflexion et déployer l'action au-delà d'actions circonscrites. L'enjeu est de travailler sur l'effet d'entraînement d'une initiative sur le reste du système alimentaire.* »

La question est aussi de se demander si les alternatives sont susceptibles d'inclure tous les publics, question au cœur du présent ouvrage.

« *Le meilleur lieu de la mixité sociale dans la ville, c'est le supermarché* », a fait remarquer une personne interrogée dans le cadre d'une enquête de terrain. Les personnes qui disposent de revenus faibles, de peu de temps et d'espace adhèrent parfois difficilement à ces projets alternatifs, souvent menés par des personnes déjà sensibilisées à la problématique de l'alimentation durable.

D'où le rôle important de l'éducation permanente dans ce type de projets.

Comme le soulignent Christian Boucq et Marc Maesschalck[31], sortir de l'entre-soi doit se construire dès la conception des projets si l'on veut cheminer vers un changement d'échelle. « *Il faut aussi,* poursuivent-ils, *aller au-delà des échanges de bonnes pratiques et d'expériences pour se constituer comme des interlocuteurs capables de négocier comme les acteurs dominants ».*

2.4. Sur le terrain : des idées, des projets

Une idée pourrait faire l'objet d'une réflexion dans nos groupes, celle d'investiguer dans la connaissance des flux alimentaires qui traversent les villes. Ce serait une manière de mieux cerner comment les villes font partie d'un système alimentaire vaste pour ensuite répondre davantage aux enjeux que cela soulève[32].

Chez nos voisins

Une expérience menée en 2020 en Région Occitanie en **France**, qui avait pour objectifs d'améliorer le bien-être individuel et collectif, de réduire les fractures sociales et territoriales et de retrouver une confiance dans la société et les institutions. Cette expérience a montré que la question de l'alimentation occupait une large place dans les discussions.

31. « Du savoir-faire au faire pouvoir », *Faire soi-même est-il un acte politique ?*, Contrastes n°202, janvier-février 2021, p. 3 à 5.
32. Gaspard A., *Ce que le document d'orientation de votre politique alimentaire dit de vous*, Urban Food Futures, 2020.

L'expérience montrait aussi que face aux discours des experts alertant sur les risques, des militants proposant de nouvelles normes de conduite et celui des consommateurs aisés, une grande partie de la population pouvait se sentir en décalage sur ces questions liées à l'alimentation. Elle pouvait se sentir stigmatisée, incapable de répondre aux recommandations par manque de ressources. « Le parlement des invisibles » dont parle le sociologue Pierre Rosanvallon. Dans ce processus enclenché de transformation des systèmes alimentaires, il est donc essentiel de prendre en compte mixité sociale, générationnelle et culturelle.

Au Brésil, un secrétariat municipal pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

La ville de Belo Horizonte (2,5 millions d'habitants) développe depuis 1993, une politique intégrée de lutte contre l'insécurité alimentaire. Celle-ci est coordonnée par un secrétariat municipal pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Parmi les initiatives figurant dans ce programme : le financement de restaurants populaires servant jusqu'à 20.000 repas par jour à prix subventionnés, programmes de cantine scolaire, soutiens à des épiceries pour vendre fruits et légumes à prix réduits, établissements de marchés paysans en ville pour les agriculteurs périurbains, programmes d'éducation à l'alimentation, etc. Le coût de cette opération n'excède pas 1 à 2% du budget municipal pour une population ciblée de 800.000 habitants.

Sous la présidence de Lula, ce programme a été repris au niveau national et a permis de rayer le Brésil de la carte de la faim avec moins de 5% de la population considérée en sous-alimentation.

La démarche misait aussi sur le soutien aux petits agriculteurs familiaux. Une démarche identique a vu le jour au Canada. En France, en 2014, ont été lancés les projets alimentaires territoriaux visant à construire un « *diagnostic partagé de la production agricole locale et du besoin alimentaire dans un bassin de vie ou de consommation* ». Cela a permis d'initier des actions locales autour de l'agriculture et de l'alimentation. Ces types de projets portés par le politique ont engendré des partenariats inédits entre collectivités urbaines, acteurs de l'action sociale et de l'agriculture. Cela a été notamment très utile pour répondre à des urgences lors du confinement.

Au niveau européen également, les préoccupations des consommateurs et des collectivités territoriales doivent être prises en compte pour définir les politiques agricoles.

Il est essentiel, nous l'avons dit, que la société civile développe des collaborations plus profondes, plus larges, plus efficaces, comme le préconise la Chaire de l'Unesco « Alimentations du Monde »[33].

Les recommandations de la Chaire sont les suivantes :

- Ancrer les systèmes alimentaires dans la diversité, l'agroécologie et les droits humains ;
- Transformer les structures de gouvernance ;
- Réorienter les flux financiers (financements de la recherche, subventions aux produits de base, externalités et revenus non taxés des entreprises) ;
- Repenser les modalités de collaboration de la société civile.

33. IPES-Food & ETC Group, 2021, *Un mouvement visionnaire pour une alimentation durable : Transformer les systèmes alimentaires d'ici 2045*, https://www.ipes-food.org/_img/upload/files/LFMExecSummaryFR.pdf

Cela ne sera sans doute pas suffisant face aux défis du changement climatique, de la perte de la biodiversité, du déclin de la fertilité des sols. Des consultations citoyennes (par tirage au sort des participants pour garantir une réelle mixité sociale) pourraient être organisées. Certes, l'influence des lobbies pèsera toujours de tout son poids pour maintenir le système actuel mais néanmoins, la visibilité accrue des citoyens dans le débat devra être prise en compte.

« *L'alimentation est redevenue une question éminemment politique qui doit s'inscrire résolument dans un rééquilibrage des rapports de force »,* souligne le rapport de la Chaire de l'Unesco. « *Ne pourrions-nous repenser le monde à partir de ce besoin que nous avons tous : se nourrir ? L'alimentation ne serait-elle pas une porte d'entrée pour repenser nos relations à nous-mêmes, aux autres et à l'environnement ?* »

Qu'en est-il chez nous ? Quelles sont les instances qui répondent aujourd'hui à ces enjeux alimentaires territoriaux en intégrant leurs dimensions sociales, culturelles, environnementales ?

Dans le domaine de la production, de l'alimentation et de la consommation durables, de nombreuses initiatives ont été prises à différents niveaux.

Et en Belgique

Au niveau fédéral

L'Institut fédéral pour le développement durable (IFDD) travaille sur l'alimentation durable. Il travaille actuellement à une stratégie fédérale pour des chaînes d'importation alimentaire durables, intitulées « Beyond Food ». En outre, l'IFDD a produit un guide de l'alimentation durable en 2015.

Le SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement a également une politique nutritionnelle fédérale qui promeut une alimentation et des habitudes de vie saines afin de réduire l'incidence des maladies liées à une mauvaise alimentation et à un mode de vie sédentaire. Le Conseil supérieur de la santé a également publié en 2019 ses « directives diététiques basées sur l'alimentation ».

En Flandre

Le Département Landbouw & Visserij (Agriculture et pêche) travaille sur la « Vlaamse kost voedselstrategie » (Stratégie flamande en matière d'alimentation), une stratégie alimentaire durable, en collaboration avec un groupe d'une vingtaine de partenaires. Les composantes du plan impliquent diverses parties du système alimentaire, notamment l'économie alimentaire circulaire, la perte de nourriture, la stratégie protéique.

Un autre projet est le « Green Deal Eiwitshift op ons bord » auquel participent plus de 50 partenaires et qui a été initié, entre autres, par le ministère de l'environnement, l'agence pour les soins et la santé, le Département Landbouw & Visserij. L'objectif de ce Green Deal Protein Shift est d'améliorer le rapport entre les protéines animales et végétales dans la consommation flamande, en vue d'atteindre un rapport de 40/60 entre les protéines animales et végétales d'ici 2030. En outre, ils veulent parvenir à une réduction de l'apport total en protéines pour éviter une surconsommation.

Flanders' FOOD est la plateforme d'innovation pour l'industrie agroalimentaire flamande. A cette fin, elle gère de nombreux programmes liés à différents domaines de la chaîne alimentaire : adaptabilité et durabilité des systèmes agroalimentaires, régimes alimentaires personnalisés et sains, production alimentaire de classe mondiale et utilisation de ressources nouvelles et changeantes telles que la transition protéique et les flux secondaires.

L'Institut flamand pour une vie saine (Vlaams Instituut Gezond Leven) apporte des conseils et des informations sur la manière de vivre sainement. Leur triangle alimentaire comprend des recommandations pour une alimentation saine et respectueuse de l'environnement. De même, le NICE, un centre d'information sur les denrées alimentaires placé sous la supervision d'un conseil consultatif scientifique, fournit des informations scientifiquement fondées sur les aspects nutritionnels et sanitaires des produits de notre agriculture, de notre horticulture et de notre pêche.

Un aperçu des initiatives du gouvernement flamand en matière d'alimentation durable et les 5 principes de l'alimentation durable sont disponibles sur https://do.vlaanderen.be/voeding.

En Wallonie

De multiples initiatives sont menées en Wallonie, par différents acteurs et à différentes échelles sur le thème de la durabilité.

La volonté du Gouvernement wallon d'amplifier et de mieux coordonner ces initiatives se manifeste dans les documents stratégiques suivants : Stratégie wallonne de Développement durable, Stratégie spécifique à la transition du système alimentaire « Manger Demain » et Plan d'actions « Cantines durables ».

Biowallonie est une organisation spécifiquement concernée par l'agriculture biologique en Wallonie.

En Région de Bruxelles-Capitale

La Région de Bruxelles-Capitale est également impliquée dans de nombreuses initiatives en matière d'alimentation durable.

Bruxelles Environnement est le service public de l'environnement et de l'énergie de la Région de Bruxelles-Capitale depuis 1989. Ses domaines d'activité couvrent l'environnement au sens large, y compris des projets sur des sujets tels que l'alimentation, la consommation durable, le bien-être animal, le sol, la qualité de l'air, l'eau et la gestion des déchets.

Dans le cadre d'un système alimentaire durable, notamment synthétisé dans Brussels Good Food, la Région a pris un certain nombre de mesures, telles que des projets visant à promouvoir une bonne agriculture urbaine, des campagnes d'information sur l'alimentation saine et durable, et des projets visant à rendre les écoles ou les cuisines institutionnelles plus saines et plus durables.

Sources

Fédéral

- Federaal Instituut voor Duurzame Ontwikkeling (FIDO) werkt ook rond duurzame voeding en heeft oa in 2015 een gids voor duurzame voeding gemaakt
- Het nutritioneel beleid van de FOD Volksgezondheid
- Food based dietarty guidelines' van de Hoge Gezondheidraad

Flandre

- Een overzicht van de initiatieven rond duurzame voeding van de Vlaamse overheid vind je op https://do.vlaanderen.be/voeding
- Departement Landbouw & Visserij : De Vlaamse voedselstrategie, https://lv.vlaanderen.be/nl/beleid/vlaamse-kost-voedselstrategie (incl. een overzicht van alle partners)
- Voedselverlies homepage, https://voedselverlies.be/
- ILVO : https://ilvo.vlaanderen.be/nl/
- Departement Omgeving : Green Deal Eiwitshift op ons bord https://omgeving.vlaanderen.be/green-deal-eiwitshift (incl. een overzicht van alle partners)
- De voedingsdriehoek van Gezond Leven : https://www.gezondleven.be/themas/voeding/voedingsdriehoek/goed-voor-jezelf-%C3%A9n-de-planeet en https://www.nice-info.be/nutrinews/expert-aan-het-woord-gezond-eten-voor-jezelf-en-de-planeet
- Agentschap innoveren & ondernemen i.s.m. Flanders Food: Flanders' FOOD - Speerpuntcluster voor de agrovoedingsindustrie : https://www.flandersfood.com/nl > Programma's

Wallonie

- Développement durable Wallonie : https://developpementdurable.wallonie.be/alimentation-durable
- Stratégie wallonne de Développement durable
- Stratégie Manger Demain
- Cantines Durables
- Collège wallon de l'alimentation durable : CWAD https://developpementdurable.wallonie.be/actualites/college-wallon-alimentation-durable-composition-connue
- Agriculture wallonne : https://www.wallonie.be/fr/vivre-en-wallonie/environnement-et-agriculture/agriculture
- Biowallonie : https://www.biowallonie.com/qui-sommes-nous/

Région de Bruxelles-Capitale

- Leefmilieu Brussel thema's voeding : https://leefmilieu.brussels/themas/voeding
- Leefmilieu Brussel : mijn voeding : https://leefmilieu.brussels/themas/voeding/mijn-voeding
- Leefmilieu Brussel thema's voedselverspilling : https://leefmilieu.brussels/guichet/gaspillage-alimentaire
- Leefmilieu Brussel Good Food : https://leefmilieu.brussels/themas/voeding/acties-van-het-gewest/good-food-opleidingen
- Leefmilieu Brussel zelf voedsel kweken : https://leefmilieu.brussels/themas/voeding/zelf-kweken
- Rabad : Netwerk Van Brusselse Actoren Voor Duurzame Voeding, https://www.rabad.be/nl/

Chapitre III

Quels enjeux derrière nos comportements alimentaires ?

3.1. Nos comportements alimentaires

On assiste depuis plus de vingt ans à la multiplication de potagers collectifs. Des études réalisées dans différents pays mettent en lumière les nombreux objectifs qui sous-tendent la création de ceux-ci. On y découvre aussi que ces initiatives ne s'inscrivent pas toujours dans la durée. Pour les pérenniser, certains éléments sont nécessaires. En relatant dans les pages qui vont suivre des expériences de terrain dans différentes régions du monde, nous verrons quelles sont celles qui ont le plus de chance de s'inscrire sur le long terme.

A Bruxelles, il est fréquent que les terrains libres investis pour être cultivés collectivement soient voués d'avance à une durée limitée (voir le projet Aumale dans la partie II de ce Points de repères). L'extension du bâti en milieu urbain est une réalité qu'il est difficile de contrer. Ailleurs, c'est souvent le manque d'assiduité des participants qui finit par saper les motivations et l'enthousiasme des plus fidèles. Nous envisagerons comment éviter cet écueil.

Mais avant de pousser la grille de ces jardins, posons-nous la question plus large des comportements alimentaires en Belgique aujourd'hui. Parler alimentation, c'est aussi parler santé, environnement, budget des ménages. C'est parler culture et même civilisation. La nôtre étant marquée par des logiques techniciennes et industrielles.

3.2. La question budgétaire

Dans son enquête de septembre 2021, Statbel, l'Office belge de statistique[34], a interrogé en 2020, 6.000 ménages à propos de leurs dépenses alimentaires. Les dépenses alimentaires représentent le deuxième poste au niveau des dépenses des ménages. Il ressort de cette enquête que les ménages belges ont consacré 18,1% de leur budget aux produits alimentaires, aux boissons et au tabac. La pandémie a eu des conséquences sur ces dépenses. En 2018, ce chiffre était encore de 16%. L'augmentation du prix des denrées alimentaires explique en partie cette augmentation qui se marque depuis le début des années 2000.

D'après cette enquête, quelque 5.600 euros par ménage ont été consacrés aux produits alimentaires et boissons non alcoolisées. Des sommes plus importantes ont été dépensées dans presque toutes les sous-catégories : +26% pour les légumes, +23% pour le café, +15% pour le poisson et les fruits de mer, +18% pour la viande, +10% pour le lait, +10% pour les fruits et +6% pour le pain et les produits à base de céréales. Ces augmentations sont compensées par une forte baisse dans la catégorie 'Horeca'. L'enquête révèle aussi que nous avons davantage cuisiné nous-mêmes, ce qui a entraîné une augmentation de 12% des dépenses en viande, légumes et pommes de terre. Les boissons alcoolisées ont également connu une augmentation de 10% en moyenne.

Depuis les années 60, on assistait à une diminution du budget consacré à l'alimentation, cela en raison de l'augmentation du niveau de vie et du développement de l'agro-industrie. Cette part était de 27% au début des années 60. « *1960 a marqué le début d'une longue période qui va voir des gains de productivité énormes, l'ouverture des marchés à l'international (OMC[35], GATT[36]...), la mise en place de la PAC avec ses versions successives, la diminution drastique de l'emploi agricole et une augmentation de la part des aliments vendus transformés. Comme annoncé par la théorie économique, une telle augmentation du niveau de vie conduit à un recul de la part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages* », peut-on lire dans une étude réalisée en 2020 par Philippe Defeyt pour l'Institut pour un développement durable, à propos des dépenses alimentaires des Belges[37].

L'étude souligne aussi que le pourcentage représenté par chaque type d'aliments varie peu en fonction du niveau de revenu. Ainsi, le recul constaté pour la consommation de viande se marque dans toutes les catégories de population. La part des dépenses alimentaires dans le total des dépenses des ménages ne bouge quasiment pas en fonction du niveau de revenus. Par contre, la part des achats alimentaires indirects, via les repas à l'extérieur ou livrés à domicile, augmente avec les revenus. Certains produits comme le pain ou le lait représentent des parts légèrement différentes en fonction des revenus.

Dans un autre registre, Philippe Defeyt souligne que pour la première fois depuis longtemps, le nombre d'indépendants actifs en agriculture est un signe d'espoir qui prouve que cela bouge sur le terrain. Il précise néanmoins que l'on manque de données et d'études qui permettent d'appréhender cette évolution de manière plus fine, par exemple l'évolution des

34. https://statbel.fgov.be
35. Organisation mondiale du commerce.
36. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
37. http://www.iddweb.eu/docs/depensesalimentaires.pdf

activités de maraîchage en lien avec le développement des circuits courts.
Parallèlement à cela, les initiatives de commerce équitable, les groupes d'achats collectifs, le label bio, gagnent du terrain. Ils poursuivent, nous l'avons dit (voir chapitre II), des objectifs spécifiques dont certains convergent.

On entend par Développement durable selon l'ONU* : « *un développement visant à répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations à venir de satisfaire les leurs* ». Il s'agit d'une combinaison de défis écologiques, économiques et sociaux.

* Sustainable Development Goals (ONU), agenda 2030 pour le Développement durable.

3.3. Durabilité et pauvreté

Le rapport 2018-2019 du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale[38] - une institution publique indépendante et interfédérale qui a pour objectif d'évaluer l'exercice effectif des droits humains en situation de pauvreté - souligne que, contrairement à certaines idées reçues, les personnes en situation de pauvreté veulent participer à la réflexion et au débat sur l'avenir. Justement parce que leur avenir est déjà sous pression aujourd'hui.

Le nombre de personnes touchées par la pauvreté en Belgique était estimé à 380.000 lors de la parution du rapport. Ce chiffre est en hausse constante et la pandémie l'a encore augmenté. La pauvreté représente une violation des droits fondamentaux que sont la dignité, l'enseignement, l'égalité, la santé, l'énergie, l'emploi et bien sûr l'alimentation.

Ces personnes subissent les conséquences du modèle de croissance actuel. « *Nous devons faire comprendre cela, car on nous considère seulement comme des gens qui n'apportent rien et qui coûtent cher à la société* », témoigne un participant à cette enquête menée dans le cadre de la rédaction du rapport.

Il en va donc de la responsabilité des autorités de réaliser les droits humains et les objectifs de développement durable pour tous. Dans ce cadre, il convient d'adresser des recommandations à l'attention des différents gouvernements, parlements et organes consultatifs.

L'Agenda 2030 formule des critères sur base desquels toute politique dans le domaine du développement durable et de la lutte contre la pauvreté devrait être évaluée. Toutefois, dans un quotidien sans « durabilité », marqué par des obstacles à surmonter au quotidien, comment inscrire un développement durable ? L'absence de perspectives est difficile à vivre. Les personnes vivant dans la précarité se voient souvent pénalisées. C'est le cas en raison du statut de cohabitant, des risques d'expulsion lorsque l'on vit dans un logement reconnu insalubre… La pauvreté entraîne un mécanisme structurel et durable d'exclusion. *« La seule chose durable, c'est la misère »,* pour ces personnes.

38. https://www.luttepauvrete.be/wp-content/uploads/sites/2/2019/12/Durabilite-et-Pauvrete-Rapport-bisannuel.pdf

S'agissant de droit à l'alimentation, banques alimentaires et épiceries sociales sont, nous l'avons dit, des solutions d'aide d'urgence qui ne donnent pas l'assurance d'une existence conforme à la dignité humaine. Des mesures durables seraient de donner suffisamment de chances aux gens pour qu'ils réussissent à s'en sortir. Attendre 2030 pour réaliser cet objectif paraît pour le moins lointain lorsque les besoins se font sentir aujourd'hui de manière cruciale. Les familles confrontées à cette difficulté de pourvoir à leurs besoins de base constatent qu'elles ont peu de prise sur la réalisation de ces objectifs.

La durabilité influence aussi la santé, elle-même liée à l'alimentation et au bien-être. L'espérance de vie en bonne santé varie de 8,3 ans (hommes) et 7,7 ans (femmes) en fonction du niveau de qualification. Or, selon l'OMS (Organisation mondiale de la santé), en Europe, l'investissement dans le logement et les services communautaires au cours des 15 ans passés, a diminué de 53%.
« *On porte des cicatrices liées à la qualité du travail, du logement, de l'alimentation, du stress permanent »,* témoigne une participante aux tables rondes organisées pour établir le rapport.
« *Pour se chauffer, se déplacer, s'habiller, on n'a pas le choix d'aller vers de l'écologique.* »

Dans le même temps, les personnes précaires émettent moins de C02. Ainsi en Belgique, les émissions de CO2 liées à la consommation des ménages sont en moyenne environ 4 fois plus élevées dans les 10% les plus riches que dans les 10% les plus pauvres - un classement réalisé sur base des dépenses totales.

En matière d'alimentation, il est donc essentiel d'intégrer ces réalités pour, à travers nos projets, porter avec tous, des revendications qui au bout du compte, ne sont que demander la concrétisation de ce qui figure dans bon nombre de documents officiels.

Paul Ariès, dans un ouvrage paru en 2015[39], stipule que les milieux populaires ont bien des réponses à apporter en matière de jardinage. Lorsque nous affirmons que nos modes de vie occidentaux sont responsables de cette situation catastrophique, nous avons peut-être vite tendance à considérer que nous sommes tous plus ou moins égaux en matière de responsabilité. Et alors que nous nous interrogeons sur la manière d'ouvrir ces pratiques de transition écologique à des citoyens qui, selon nous, en seraient éloignés, Paul Ariès avance, analyse approfondie à la clé, que les milieux populaires participent grandement, par leurs modes de vie, à secourir la planète. Le politologue propose d'opérer un retournement complet de notre grille de lecture. Ce qui, au final, nous amènerait peut-être à aller vers un public jusqu'ici peu touché par nos actions : les milieux aisés.

3.4. La question des publics

L'auteur démontre qu'en matière d'émissions de gaz à effet de serre, les riches ont tout faux tandis que les personnes de milieux populaires font déjà bien mieux. Une corrélation existe donc, comme le suggère le rapport du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale[40], entre niveaux de revenus et taux d'émissions de CO2. A l'exception des

39. Ariès P., *Ecologie et cultures populaires : Les modes de vie populaires au secours de la planète*, Ed. Utopia, 2015.
40. https://www.luttepauvrete.be/wp-content/uploads/sites/2/2019/12/Durabilite-et-Pauvrete-Rapport-bisannuel.pdf

consommations énergétiques liées à des logements parfois vétustes et souvent mal isolés, les personnes dont les moyens sont parfois peu élevés, ont dans leur propre culture de quoi résister aux diktats du « toujours plus ». Or, bien souvent, les études réalisées pour mettre en lumière ce type de constats ne rendent pas suffisamment compte de la diversité des groupes de population. D'autre part, des concepts réducteurs tels que pouvoir d'achat et niveau de vie se contentent la plupart du temps d'analyser des données chiffrées. Ceux-ci peuvent-ils réellement rendre compte d'une réalité bien plus complexe qui passe aussi par des modes de vie choisis ou hérités culturellement ?

Un découpage plus fin, tel que le propose l'auteur, permettrait sans doute de pointer les exemples à suivre… et ceux-ci ne seraient pas forcément du côté des penseurs de l'écologie. Certaines recherches proposant des catégories de population plus larges que seulement liées aux revenus - précaires âgés, écosolidaires, expérimentalistes précaires, consommateurs populaires, bourgeoisie installée et néo-standing - montrent dans quelles mesures les modes de vie impactent plus ou moins fort l'environnement. On peut ajouter également, suggère Paul Ariès, les personnes sans domicile, celles qui sortent d'institutions telles que les prisons, les structures d'aide sociale, les personnes souffrant de problèmes de santé mentale, les migrants, les gens du voyage, les ménages surendettés ; des citoyens qui tous subissent de plein fouet les dérèglements climatiques alors qu'ils ne contribuent que très peu à les provoquer. Or, les politiques ont tendance à opposer ces groupes de personnes mais également à les invisibiliser, ne leur donnant pas la parole.

Dans son chapitre « Qui a intérêt à révolutionner la table », le politologue se penche sur ce que consomment les personnes aisées : de l'eau en bouteille, des légumes transformés, des plats préparés, des viandes de boucherie. Des denrées qui, côté bilan carbone, sont assez peu recommandables…

Ce qui rend l'analyse difficile, souligne Paul Ariès, c'est l'invisibilité des milieux populaires pourtant « plus écolos que les écolos ». « *La sensibilité environnementale a un effet très faible sur le bilan carbone.* » Par contre, « *prêcher l'écologie est paradoxalement plus efficace auprès des milieux populaires qu'au sein des classes aisées car l'évolution des comportements prend appui sur des prédispositions telles que ne pas gaspiller* ». Le politologue parle de la culture du peu, prônée par les objecteurs de croissance, laquelle ne s'acquiert pas forcément facilement pour chacun. Il y a sans doute quelques bémols çà et là : voitures plus polluantes et maisons mal isolées alourdissent parfois le bilan des personnes des milieux populaires, le plus souvent bien malgré eux… Et c'est là que les politiques publiques ont un rôle à jouer. Paul Ariès démontre donc que tous les indicateurs prouvent que les milieux populaires ont un bien meilleur « budget carbone », une bien meilleure empreinte écologique, une moindre empreinte sur la diminution des stocks d'énergies non renouvelables en raison d'une moindre utilisation de la voiture et de l'avion, mais aussi parce qu'ils font durer plus longtemps leurs biens d'équipement. Bref, par rapport à l'objectif d'émettre quatre fois moins de GES (Gaz à effet de serre) par rapport à 1990, si les riches ont « tout faux », les milieux populaires font déjà bien mieux.

Comme le souligne l'auteur, « *la société d'avant la consommation était une société de l'usage mais aussi une société de la production des sujets humains* ». La plupart des personnes fabriquaient ce dont elles avaient besoin. Or, des pratiques comme l'autoconsommation et l'autoproduction ont systématiquement reculé. Il est donc fondamental de changer les

rapports que les humains entretiennent avec le monde des objets. « *C'est le capitalisme qui sépare le monde des humains du monde des objets tout comme il sépare le travailleur de son activité et du produit de son travail.* » Le fait de confectionner, cultiver soi-même, recrée ce lien à l'objet, à son usage dans notre quotidien.

L'auteur constate que les milieux populaires le font parce qu'ils maintiennent des formes de vie précapitalistes telles que le prêt de matériel, l'entraide, l'importance de la famille et des types d'occupation du temps libre. Il semble donc erroné d'opposer social et écologie. Par exemple, le fait d'être « partageux », de se prêter du matériel, d'échanger des coups de main, de garder ses équipements le plus longtemps possible, de cultiver son potager, d'effectuer des réparations à partir de matériaux récupérés ; tout cela bien avant que ça ne soit devenu « tendance ». « *La fabrique de l'humain est responsable de la crise du symbolique et des institutions. Comme si pour pouvoir se concentrer sur la production des objets-marchandises, il avait fallu oublier le besoin d'instituer l'humain* », peut-on lire encore. L'homme se retrouve déconnecté de ce qui le reliait à la terre, aux rituels qui rythmaient sa vie, à ce qui se transmet, s'expérimente, se crée. La transition écologique supposerait de prendre appui sur ce qui subsiste des formes de vie précapitalistes pour en faire des formes postcapitalistes ; de se diriger résolument vers une société postpétrolière fondée sur l'autonomie dans tous les domaines de la vie. « *Passer de la jouissance d'avoir à la jouissance d'être* » est philosophiquement très séduisant mais difficile à concrétiser, d'autant plus que les idéaux véhiculés par la publicité mettent en échec bien des personnes.

Comme le souligne le politologue, il ne suffit pas de vouloir pour avoir. Et si, comme le postule Paul Ariès, « *l'argent introduit une référence au réel* » nécessaire pour prendre conscience de certains enjeux, se demander chaque mois comment nouer les deux bouts n'en est pas moins un facteur de stress très important. Savoir que le « peu » contribue à repousser la catastrophe écologique imminente paraît une bien maigre consolation…

Parlant des modes de vie, Paul Ariès compare aussi les habitudes de loisirs et d'habitat des personnes de milieux populaires et de milieux aisés et, force est de constater que prendre l'avion régulièrement ou vivre en milieu urbain « hors-sol » alourdissent l'empreinte écologique.

Autre constat qui donne à envisager la situation actuelle sous un angle nouveau : les milieux populaires, s'ils peinent à faire de la politique à partir de grandes abstractions, excellent à en faire en partant de l'ordinaire, du quotidien, du local. Et c'est bien de cela dont aura besoin une transition écologique : que les usagers redeviennent maîtres de leurs usages.

Et Paul Ariès d'inviter les mouvements - dont nous faisons partie ! - à être des lieux de fraternité où déployer « les politiques de l'amitié ». Une belle conclusion pour un ouvrage qui a le mérite d'élargir notre vision parfois trop focalisée sur ceux qui affichent clairement une sensibilité verte, en oubliant tous ceux qui modestement et simplement parfois, rament à contre-courant, nous montrant pourtant le chemin[41].

41. « Artisans de la transition écologique », *Faire soi-même est-il un acte politique* ?, Les Equipes Populaires, Contrastes n°202, Janv.-Févr. 2021.

3.5. Objectif santé

Nous le savons, les comportements alimentaires ont un impact sur notre santé. Par exemple, manger des légumes est recommandé par les diététiciens. En cela, l'engouement pour les potagers représente une avancée positive. Aux Etats-Unis, un adulte sur trois est en surpoids ; plus de 30% de la population est obèse. Il s'agit de la seconde cause de mortalité dans cette partie du globe. Peu à peu, nos pays sont confrontés à cette problématique. Le diabète gagne du terrain. Le problème n'est donc pas culturel mais plutôt lié à un problème de civilisation, résultant de logiques techniciennes et industrielles qui affectent la plupart des pays[42].
Cette évolution représente un surcoût énorme pour le secteur de la santé et de la sécurité sociale.

Une étude menée en France auprès de « jardinières de quartiers » dans des quartiers en difficulté à Marseille par l'INRAE[43], montre que l'accès à une parcelle cultivable contribue à une plus grande attention à la qualité nutritionnelle des nourritures achetées. Une autre étude menée par PADES[44] montre aussi que la pratique du jardinage favorise une amélioration des pratiques alimentaires des jardiniers et de leur famille.

La participation d'un membre du ménage à un potager collectif contribuerait à augmenter la consommation de fruits et légumes au sein de la famille. Aux Etats-Unis, il arrive que des médecins prescrivent le jardinage comme thérapie.

Outre les bénéfices en matière de comportements alimentaires, la pratique du jardinage aurait également divers effets aux retombées positives sur la santé, cela en termes sociaux, émotionnels, psychiques ou physiques. Ainsi, une épidémiologiste américaine de l'Université du Colorado, Jill Litt, a analysé que la participation à des activités de jardinage collectif influence la santé via deux facteurs : l'engagement dans la vie civique locale, le fait que leur cadre de vie leur semble désormais plus beau, plus satisfaisant pour les sens. S'ajoute à cela le sentiment de pouvoir influencer collectivement la vie locale.
Voilà donc des éléments qui font partie de nos pratiques en éducation permanente.

L'étude[45] tend à démontrer qu'une animation pédagogique des jardins collectifs « *centrée exclusivement sur le fait de pouvoir consommer plus de fruits et légumes risque de n'avoir qu'une efficacité limitée en termes de promotion de la santé… La possibilité de consommer des nourritures saines n'est pas en soit un motif suffisant pour s'engager dans une activité de jardinage collectif, même si on reconnaît que l'on en retire une amélioration de la santé. Pour la plupart des jardiniers, la dimension 'santé' est vécue de manière indirecte, elle a besoin d'être portée par d'autres facteurs ».*

L'objectif de promotion de la santé doit être embarqué dans un projet qui doit répondre

42. *Faire des jardins collectifs des outils efficaces de lutte contre la montée des déséquilibres alimentaires. Défis et orientations*, Eléments de synthèse du Colloque franco-américain, Paris 15-16 juin 2016, PADES (Programme autoproduction et développement social).
43. https://www.inrae.fr/
44. *Faire des jardins collectifs des outils efficaces de lutte contre la montée des déséquilibres alimentaires. Défis et orientations*, op. cit..
45. Idem.

à des préoccupations plus larges : participer à un projet collectif civique de transformation de la vie locale, renforcer la qualité sensible du cadre de vie. Produire des légumes passerait donc au second plan.

Une étude réalisée en France par le bureau d'étude Saluterre[46] révèle que de nombreux jardins partagés sont sous-utilisés. D'autre part, les ménages les plus exposés aux déséquilibres alimentaires les fréquentent peu. Les types d'animation selon les principes de l'animation socioculturelle n'encourageraient pas les ménages précaires à s'inscrire dans les projets. Une étude des services de l'Etat français en charge de la politique de la ville relève par ailleurs que le maniement du levier de cohésion sociale n'est pas forcément bien maîtrisé. Les projets toucheraient donc peu les ménages très modestes et précaires[47].

« *Pour amener ces publics, qui ne s'investiront pas spontanément même si le jardin est devant chez eux, ne se sentant pas capables, il faut l'intervention d'un tiers compétent qui prend en charge l'animation du processus, depuis sa création jusqu'au fonctionnement et qui permet la médiation entre l'institution et les ménages précaires*[48]*.* »

3.6. Des stratégies d'animation

La mise en place de certaines méthodes d'animation peut répondre à ces difficultés d'amener ces publics.

Les Etats-Unis qui ont été confrontés les premiers à ce qu'on appelle la « diabésité » (surconsommation de sucres) ont donc les premiers mis en place des méthodes d'animation qui misent sur les jardins collectifs en tant qu'outils efficaces de lutte contre les déséquilibres alimentaires et de promotion de la santé.

En éducation permanente, il faut se poser clairement la question des objectifs poursuivis et se demander sur lesquels nous souhaitons mettre le focus. N'avons-nous pas tendance à considérer qu'un projet de potager collectif poursuit plusieurs objectifs - des visées de santé, de budget, de préservation de l'environnement, de lien social et qu'il n'est pas nécessaire de sérier nos méthodes en fonction des objectifs particuliers ?

La vulnérabilité alimentaire ne devrait-elle pas, comme c'est le cas aux USA, être mise en avant ? Le lien social s'en sortant ensuite renforcé ?

Ne faut-il pas miser d'emblée sur une reconquête plus large d'une autonomie alimentaire d'un territoire en même temps qu'une transformation des comportements alimentaires des ménages du voisinage, qu'ils soient ou non jardiniers ?

Les animations développées aux Etats-Unis donnent une place essentielle à des acteurs bénévoles, formés à jouer un rôle de leaders dans leur quartier. Ce qui est le cas, nous le

46. https://www.saluterre.com/

47. Durocq Thomas, *La fonction alimentaire des jardins associatifs urbains : quelles particularités pour les quartiers prioritaires de la Politique de la ville* ? INRA, AgroParisTech, SADPT, 2016.

48. Ariès P., *Ecologie et cultures populaires : Les modes de vie populaires au secours de la planète*, Ed. Utopia, 2015.

verrons, dans le projet de Baudour (voir partie II). C'est aussi le cas dans le projet du CPAS de Charleroi où un animateur rémunéré joue un rôle de formateur et de soutien de ces acteurs. Ça sera également le cas dans le projet lancé par la mutualité chrétienne à Mouscron.

Aux Etats-Unis, le projet Keep Growing Detroit appuie le développement des jardins sur des programmes de formation au leadership. Le programme Urban Roots s'organise sur neuf semaines. Il vise à enseigner les bases de l'organisation communautaire ainsi que des compétences en horticulture. Il met l'accent sur les méthodes biologiques adaptées à des jardins qui produisent de la nourriture. La méthode vise aussi à développer un réseau afin de susciter et orienter des changements dans la vie de la communauté. Ces objectifs sont au cœur de nos dynamiques d'éducation permanente mais il s'agit peut-être de les formaliser dans le cadre particulier des potagers collectifs.

Acquérir des compétences à la fois en matière d'organisation communautaire mais aussi d'horticulture sont nécessaires pour développer cette dynamique qui permet de produire des quantités importantes de fruits et de légumes dans la ville de Detroit aux USA. Il s'agit d'intégrer le fonctionnement de chaque groupe de parcelles dans une dynamique globale d'agriculture urbaine.

Il y a des banques d'outils dans les quartiers, des organisateurs locaux, des festivals, des distributions de semences… A Denver aussi, une dynamique a été enclenchée. Une partie des jardins sont situés dans des écoles. Ainsi, il est ressorti que 77% des élèves ont développé des attitudes positives à l'égard d'une alimentation saine et du jardinage.
A Denver, c'est un plan le *Denver sustainable food policy council,* qui propose des perspectives et actions pour la nourriture, fait des recommandations à la ville et poursuit l'objectif de susciter une volonté publique et politique pour amener des innovations et des changements positifs de politique concernant le système alimentaire. Les jardins deviennent des outils de consolidation du lien social et d'engagement civique au-delà du cercle des jardiniers. Des aménagements favorisent la visibilité de l'équipement dans l'espace public et aussi la possibilité d'y organiser des rencontres ou des événements qui contribuent à consolider la vie des quartiers. Les jardins se modulent en fonction de contextes sociaux, culturels et urbains très divers.

Le jardinage comme reconquête du pouvoir sur sa vie

C'est ce qu'a bien compris Karen Washington de Rise and Root Farm à New York. « *Il faut parler en termes de justice alimentaire, souveraineté alimentaire, équité alimentaire*[49]. »
Elle poursuit : « *Je vois une conscience sociale qui se mobilise autour de l'équité alimentaire. Toutefois, cela ne peut réussir que si nous nous préoccupons d'inclusion, de diversité et de globalisation. On ne peut envisager le mouvement pour la nourriture de manière isolée et simplement locale* ».

49. « Cultiver notre propre nourriture nous donne notre pouvoir », Contrastes n°202, Janv.- Févr. 2021, p. 15.

Cultiver notre propre nourriture nous donne notre pouvoir

Si les potagers collectifs se multiplient chez nous, d'autres endroits du monde redécouvrent eux aussi les bienfaits de l'autoproduction alimentaire. Cela se passe notamment à New York, dans le Bronx, un des quartiers les plus pauvres de la mégapole. Elle s'appelle Karen Washington, elle est noire, née à New York. Lorsque, élevant seule ses deux enfants, elle s'est installée dans le Bronx, elle était loin d'imaginer que faire pousser des tomates dans son arrière-cour allait changer sa vie. Fin des années quatre-vingt, à partir d'un jardin communautaire de son quartier dans lequel se réunissaient des personnes de couleur à faible revenu, elle prend conscience des problèmes croisés entre logement, accès à l'alimentation saine, discriminations ; découvrant que le fait de cultiver ses propres légumes est réservé à une partie de la population et que les personnes noires ne sont pas présentes dans cette dynamique. Karen Washington va, au fil du temps, s'engager dans un activisme visant à ouvrir les grilles des parcelles à cultiver aux personnes de sa communauté. Elle fonde en 2010, la première conférence « Black Farmers & Urban Gardeners » et en 2014, lance Rise & Root Farm, une ferme dans la banlieue new-yorkaise.

Aujourd'hui, elle se définit comme une activiste. Devant les instances de l'ONU, elle parle d'apartheid alimentaire qu'elle situe à l'intersection de la nourriture, de la race, de la géographie et de l'économie.

Alors que la malbouffe inonde les quartiers à faible revenu, tandis que la nourriture saine et biologique remplit les zones riches, Karen Washington rappelle que « *les Etats-Unis ont été construits sur le dos d'Afro-Américains et d'autochtones réduits en esclavage. Une fois que vous commencez à raconter aux gens la véritable histoire des Etats-Unis sur la nourriture et les contributions des Afro-Américains, ils voient les choses différemment. C'était très stimulant de savoir que c'était mon peuple qui nourrissait ce pays* ».

Ses actions se sont propagées, ont fait des émules et Karen Washington a largement contribué à améliorer la qualité de vie dans le Bronx et d'autres quartiers de New York en faisant la promotion de l'agriculture urbaine pour accéder à des aliments frais cultivés localement. Une pionnière.

Pour en savoir plus : https://www.riseandrootfarm.com/karen-washington
Julia Malacoff, 05 décembre 2019, Shape.com

A Detroit, le Detroit Food Warriors propose un programme de formation destiné à des jeunes qui grandissent dans les quartiers en crise : « *En diffusant des pratiques alimentaires plus saines, on montre aussi qu'il y a un engagement dans une lutte avec le système capitaliste de production industrielle agroalimentaire, porteur d'injustice et d'insécurité* ».

Des ateliers sur la justice alimentaire sont organisés : il s'agit de bien comprendre le système afin de pouvoir le changer. Il ressort du colloque *Jardinage collectif, montée des déséquilibres alimentaires et politiques urbaines organisé par PADES en 2016*[50], que les projets menés aux USA mettent la question de la sécurité alimentaire au cœur des projets. Le jardin est utilisé comme support d'une stratégie rayonnante vers le voisinage. Cela passe à la fois par la formation d'habitants bénévoles au leadership de voisinage mais aussi par un réenchantement du rapport à la nourriture en le réinscrivant dans une histoire et une identité qui concerne chacune et chacun.

50. Faire des jardins collectifs des outils efficaces de lutte contre la montée des déséquilibres alimentaires. Défis et orientations, Eléments de synthèse du Colloque franco-américain, Paris 15-16 juin 2016, PADES (Programme autoproduction et développement social).

Alimentation : « *fait social total* »

Dans son ouvrage *Une écologie de l'alimentation*[51] paru en 2021, la Chaire Unesco Alimentations du monde qui s'est donnée pour mission de décloisonner les savoirs sur l'alimentation et de soutenir les différents acteurs du changement pour promouvoir des systèmes alimentaires durables considère l'alimentation comme « Fait social total ». Elle constitue un moyen essentiel de construction de nos différentes relations. « *Nos relations à nous-mêmes d'abord puisque le corps nourri éveille des questions de santé, d'émotions, de plaisirs et de construction de nos identités : de l'affirmation du « soi » par l'alimentation. Nos relations aux autres ensuite (nos compagnons, ou copains) à travers la convivialité (ou non d'ailleurs) des repas partagés, la transmission des règles de table et des savoir-faire culinaires, le métissage des cultures alimentaires, les échanges économiques entre acteurs des systèmes alimentaires, etc. Partager un repas est un moyen de se relier aux autres : manger la même chair noue des relations communes, puisque incorporer l'aliment du collectif c'est, symboliquement, s'incorporer soi-même dans le collectif. Puis nos relations spirituelles aux mondes invisibles, dans lesquels l'alimentation joue un rôle clé à travers des offrandes par exemple. Et, enfin, nos relations à la biosphère, avec les autres vivants non humains, les mondes animal et végétal, mais aussi avec tout l'univers microbien, qui à la fois nous compose (le microbiote intestinal) et joue un rôle dans la transformation et la conservation de nos aliments (la fermentation par exemple).* »

Cela ne peut que nous conforter dans l'idée que travailler des projets autour de l'alimentation représente un enjeu essentiel pour notre association puisqu'il visite de manière transversale la plupart des domaines de la vie humaine.

Extrait de : *Une écologie de l'alimentation*, sous la direction de Nicolas Bricas, Damien Conaré, Marie Walser de la Chaire Unesco Alimentations du monde, Préface de Claude Fischler, Ed. Quæ, 2021.

3.7. Le début de l'histoire

Nous ne pouvons, avant de clore cette première partie, manquer de faire un détour par le mouvement de la Transition, actuellement présent dans 47 pays. En 2015, 1.170 groupes de transition ont vu le jour, dont 400 en Grande-Bretagne. Rob Hopkins en a été l'initiateur. Il a enseigné la permaculture à l'université de Kinsale en Irlande avant de s'installer à Totnes, une petite ville anglaise de 7.700 habitants. C'est là qu'il a initié une dynamique novatrice. Dans l'ouvrage *Le pouvoir d'agir ensemble, ici et maintenant*[52], Rob Hopkins retrace le parcours qui a, au fil des années, inspiré le mouvement des villes en transition qui mettent en place des « *actions locales pour lutter contre le réchauffement climatique et construire une nouvelle société plus solidaire, pour une réappropriation citoyenne des enjeux clés : l'alimentation, l'énergie, la finance, l'habitat…* ».

En 2005, Rob Hopkins s'installe à Totnes. Très vite, il propose à ses voisins de se réunir pour envisager ensemble l'organisation d'une nouvelle économie à l'échelle de leur territoire ; « *un nouveau modèle à même de faire face tant aux crises environnementales qu'économiques et*

51. *Une écologie de l'alimentation*, ouvrage anniversaire de la Chaire de l'Unesco Alimentations du monde, sous la dir. de Nicolas Bricas, Damien Conaré et Marie Walser, Editions Quæ, 2021.
52. Rob Hopkins, Lionel Astruc, *Le Pouvoir d'agir ensemble, ici et maintenant*, Entretiens, Actes Sud, Colibris, 2015.

d'imaginer l'après-pétrole, l'après-croissance. Il suggère d'agir à partir des atouts disponibles localement : ne plus attendre que nos aliments arrivent du bout du monde, à grand renfort de pétrole et d'émissions de CO2, mais mettre en place des circuits courts autour de chez soi et cultiver toutes les terres disponibles (jardins, toits, squares municipaux…), ne plus déplorer la pollution répandue par les rejets des centrales thermiques et les catastrophes nucléaires, mais regrouper ses concitoyens autour d'un projet de coopératives d'énergies renouvelables de proximité ; ne plus fulminer à propos des banques et de la Bourse mais adopter une monnaie locale qui véhicule des valeurs de solidarité et permette à la richesse de fertiliser le territoire ; ne plus laisser les promoteurs habituels construire des maisons énergivores et hors de prix, mais devenir collectivement promoteurs citoyens pour proposer des logements économes construits à partir de matériaux locaux… », découvre-t-on dans la préface du livre.

Le mouvement de la transition est un mouvement de citoyens. Ce sont eux les acteurs clés de la transition. L'idée est de construire un réseau planétaire de simples citoyens travaillant à la création d'une alternative, un tissu de territoires où venir puiser des solutions face aux menaces liées au réchauffement climatique et en cas d'effondrement du système.

Rob Hopkins rappelle que l'anthropocène est caractérisé par l'impact de l'humanité sur la biosphère s'inscrit jusque dans la roche, que les responsables politiques n'ont mis aucune solution efficace en œuvre. Pour lui, la grande distribution est un outil d'extraction de la richesse locale prélevée à la manière d'une richesse minière.

Et il donne l'exemple de Totnes : « *Sur les 30 millions de livres[53] dépensées en nourriture chaque année, 22 millions arrivent dans les caisses des supermarchés. Or si seulement 10% de cet argent allait vers les commerces locaux, les habitants injecteraient 2 millions de livres chaque année dans l'économie locale. Avec les circuits courts,* ajoute-t-il*, les habitants ont voix au chapitre. Une simple grève des transports, une crise économique, voire la fin du pétrole, suffiraient à créer la pénurie en quelques jours seulement ».*

3.8. Des idées aux actes

A Totnes, une biodiversité économique et sociale renaît depuis 2005 grâce à la mise en place de nombreux projets. Par exemple, une partie des parcs publics a été consacrée à une production potagère et fruitière, un ancien site industriel a été transformé en écoquartier…

Très vite, le bouche-à-oreille a fonctionné. Pour Rob Hopkins, la réussite de cet essaimage un peu partout sur la planète tient à « l'*utilité d'une histoire positive pour déclencher le passage à l'action. Où sont les récits qui racontent notre incroyable créativité et notre mobilisation pour résoudre le problème ? Parvient-on à se représenter un monde bas carbone ?* », interroge-t-il. Et de conclure : « *C'est cela la transition. Quitter le toujours plus pour le toujours mieux* ».

Il s'agit de « p*rendre pour point de départ nos vies quotidiennes, leurs limites, mais surtout les*

53. Une livre sterling vaut environ 1,20 euro en mars 2022.

opportunités insoupçonnées que chacun porte en lui. Ce système peut être vu, senti et touché ».
La transition nous conduit individuellement à nous reconnecter à nous-mêmes et à la terre, fût-ce en réapprenant les activités manuelles basiques.

Le succès planétaire de ce mouvement a été favorisé par « *la légèreté de la structure, l'absence d'enjeux de pouvoir, la capacité de faire de la relocalisation un message mondial, de mobiliser au-delà du cercle militant, d'intéresser les jeunes générations* ».

Comment ce mouvement renforce-t-il la démocratie, émancipe les citoyens, influence les lois, modifie notre conception de l'innovation ? Selon Rob Hopkins, il faut agir dans sa propre sphère. Par exemple, lorsqu'on dresse le constat que se nourrir implique souvent de consommer des produits qui viennent de loin. Cela crée une dépendance très forte aux transports de marchandises, fait courir le risque de pénuries alimentaires et augmente considérablement les émissions de CO_2. Le moindre problème dans l'approvisionnement pétrolier serait catastrophique, cela démontre notre peu d'autonomie alimentaire. Pourquoi dès lors ne pas convertir les gazons en vergers ou en potagers ? S'échanger les graines et cuisiner plus de produits frais achetés le plus possible chez les producteurs locaux.

D'où l'idée de dresser un cadastre des initiatives dans sa commune, un annuaire des producteurs locaux et d'établir un plan d'actions en créant par exemple des partenariats avec les producteurs locaux. En milieu urbain, il est possible de créer de véritables réseaux intégrant les hôpitaux, les écoles, les crèches… lesquels pourraient s'approvisionner chez les producteurs, dans les commerces locaux et plus bio. Une idée : créer un marché des producteurs locaux. Les communes pourraient planter des espèces comestibles.

Il faut donner une vision et les moyens concrets pour y arriver. Rob Hopkins croit beaucoup en la pratique des forums ouverts rassemblant tous les citoyens qui le souhaitent autour d'une question centrale. Par exemple : comment les habitants de Totnes se nourriront-ils après la fin du pétrole ? Une question qui laisse la porte ouverte à la créativité, à de nouvelles manières d'organiser l'accès à l'alimentation. De nombreux exemples inspirants existent, proposant de nouvelles manières d'organiser l'accès à l'alimentation en y intégrant la plupart des objectifs qui sous-tendent les projets de potagers collectifs. Pour Rob Hopkins, les citoyens innovent et fournissent ainsi au monde politique la preuve que cela est possible. Ils montrent l'exemple et interpellent ensuite les pouvoirs publics.

PARTIE II

Rencontre avec celles et ceux qui font vivre les potagers collectifs et autres initiatives autour de l'assiette

Promenons-nous dans les jardins

Nous avons rencontré celles et ceux qui participent activement à cultiver fruits et légumes sur des parcelles communautaires. Plusieurs des projets visités ont été lancés par des régionales des Equipes Populaires ou par des associations en partenariat avec celles-ci. Il existe de nombreux projets poursuivant les mêmes objectifs un peu partout en Wallonie et à Bruxelles. Ils sont menés par des collectifs de citoyens, par les mutualités, des associations, des CPAS… Des associations telles que Le début des haricots[54], Skyfarms[55]… apportent leur expertise et leur appui aux collectivités qui souhaitent démarrer de nouveaux projets. A côté de ces projets, les jardins ouvriers (de grandes parcelles où il est possible de louer un lopin à cultiver) continuent d'attirer les jardiniers amateurs mais ils sont individuels même si les jardiniers échangent conseils et recettes et si la convivialité est souvent au rendez-vous.

Les jardins visités rassemblent un public souvent très varié mais peinent à attirer de jeunes jardiniers. Les motivations qui sous-tendent le développement de ces projets va au-delà de l'approvisionnement en légumes frais. Les personnes interrogées témoignent des raisons qui les ont amenées à rejoindre les jardins communautaires. En route pour Court-St-Etienne en Brabant wallon, à Baudour, à Mouscron, à Bruxelles, à Verviers. Et puis nous découvrirons le contexte des jardins familiaux en Flandre.

Ces rencontres permettront de mieux cerner la dynamique en jeu depuis quelques années, laquelle s'est accélérée avec la crise du covid et risque de s'accentuer encore, entre autres, en raison de l'augmentation du prix des céréales suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, véritable grenier à grain.

Au fil du temps, de nouvelles crises rendent encore plus prégnant le déséquilibre alimentaire mondial et la conscience des citoyens est de plus en plus réceptive à ce questionnement autour de l'alimentation.

Fédérer ces initiatives dans un large mouvement sera sans doute la réponse pour amener les politiques à agir du local au global pour modifier le modèle qui prévaut depuis l'après-guerre. Autoproduction, soutien aux producteurs locaux et aux jeunes qui souhaitent se lancer dans l'agriculture sont des manières d'assainir nos assiettes. Des associations telles que Via Campesina[56], Terre en vue[57], Agroecology in action[58] montrent la voie. Chaque initiative est une graine plantée pour le meilleur.

54. www.haricots.org
55. www.skyfarms.be
56. www.viacampesina.org
57. www.terre-en-vue.be
58. www.agroecologyinaction.be

Nourrir le corps, l'âme et l'esprit

A Court-St-Etienne

La régionale du Brabant wallon a animé un atelier avec les participants aux potagers collectifs dans les quartiers d'habitations sociales du Bauloy et de Chapelle aux Sabots. Soutenus par la cellule de développement communautaire du CPAS d'Ottignies/Louvain-la-Neuve, les habitants promoteurs de ce projet, ont dû avant de démarrer, convaincre les riverains opposés à celui-ci. Certains jardins bordaient le terrain assez pentu pressenti pour implanter le potager. « *On a pu planter en 2014* », explique **Fabienne**. Une personne s'opposait au projet, soucieuse de maintenir un petit bosquet dans lequel les oiseaux se posaient. Le bosquet était un lieu de promenade pour son chien. « *Nous avons pris conseil auprès de Natagora pour préserver l'accueil de ceux-ci.* » Une réunion a été organisée pour expliquer le projet soutenu par la commune au niveau du déboisement et de l'apport de terre pour rendre la parcelle cultivable. Un apport financier de 5.000 euros via un appel à projet de la Fondation Roi Baudouin a permis de couvrir les coûts inhérents au démarrage du projet. Les objectifs poursuivis, au-delà de la récolte de légumes sans pesticides, sont de favoriser le vivre-ensemble dans un quartier d'habitations sociales.
« *J'habite ici depuis trente ans. Grâce au potager, ma voisine et moi, nous sommes enfin parlé. Elle est maintenant très active dans le projet », explique* ***Nathalie****.*

Jacques : « *Nous avons beaucoup de retours positifs. Le côté champêtre du potager est très apprécié. On est aux antipodes de la culture intensive. Un jour, la RTBF est venue effectuer un reportage pour une séquence dans Jardins et Loisirs. Un jeune garçon de 12 ans qui avait vu l'émission a demandé à nous rencontrer. Il souhaitait créer un projet identique du côté de Ath. Ce genre de projet va à contre-courant de l'individualisme.* »

Roland, actif dans le projet, appelle l'endroit : « *un petit coin de bonheur* » où échanger, autour de l'arbre à palabres, la sagesse des anciens, les expériences enracinées dans les territoires d'origine des jardiniers - Maroc, Tchéquie, Belgique, France, Congo… « *Quand on rentre dedans, on rentre dans notre petit paradis. Il y a des épines comme partout. Un chêne, des bancs… Le public est très mélangé, intergénérationnel, interculturel… On s'entend bien. Rien que ça, c'est déjà du bonheur. Tout se met bien.* »

« *Je fais partie d'un bouquet*, constate **Nathalie**. *On se retrouve en phase avec nos valeurs.* »
Avec en plus : « *L'apprentissage du lâcher-prise… Trouver des réponses lorsque les semences ne poussent pas comme on le voudrait… Autour d'un projet qui crée du lien, interculturalité, intergénérationnel, transmission de valeurs environnementales, sentiment de liberté, travail manuel…* »

Simon a découvert le jardin peu après avoir perdu son emploi, son entreprise ayant déclaré faillite. « *J'habitais Bruxelles à l'époque. J'ai décidé de revenir à Louvain-la-Neuve où j'ai grandi. Je voulais retrouver du lien, du relationnel, de l'humain, du communautaire, de l'échange. Je l'ai trouvé ici.* »

Nathalie rêvait d'être fleuriste. Voilà pourquoi elle a planté davantage de fleurs que de légumes.

Mireille a perdu son emploi après 25 ans dans la même entreprise. « *Après mon licenciement, j'ai suivi une formation d'éco-conseillère.* Ça *m'a aidé à sortir du système marchand. Alors que dans mon travail, je me trouvais dans un milieu assez homogène, j'ai rencontré des personnes venues d'horizons divers. Ça m'a beaucoup nourrie. Ici, je découvre d'autres façons de vivre, d'autres points de vue. J'ai ainsi élargi mon champ d'actions. J'ai envie de créer du lien dans les différents quartiers, avec les écoles aussi…*
Jardiner ensemble permet d'être plus avec les gens, créer du lien. Ici, on vient quand on veut. J'ai envie de donner de mon énergie dans ce projet. Il faut faire confiance à la nature. Cultiver un potager n'est pas une science exacte. On a des surprises parfois. Certaines fonctions ont été attribuées en matière de gestion : un secrétaire, un trésorier… »

Dans le quartier du Bauloy, les « potagistes » viennent parfois de loin tandis qu'à Chapelle aux Sabots, ils habitent le quartier.

Voir la vidéo sur www.switch-asbl.org/cultiver-les-liens

A Charleroi

Le jardin de Zoé

Un potager collectif sur le site de l'ancien hôpital civil, en plein centre-ville de Charleroi. Une initiative du CPAS de Charleroi avec Skyfarms

A la recherche du potager situé, m'a-t-on dit, *derrière le stade du sporting de Charleroi*, plusieurs personnes interrogées connaissent son existence, boulevard Zoé Drion. Cela prouve qu'il a acquis une visibilité certaine !

Enfin le voici, au centre de plusieurs larges artères. Un grand espace dans lequel s'activent quelques personnes. Parmi celles-ci, **Pascal** 56 ans. Il participe à un projet d'habitat solidaire mis en place par le CPAS de Couillet. C'est ainsi qu'il a appris qu'un potager collectif avait démarré dans le centre-ville de Charleroi. « *On fait du solidaire. J'aime bien le côté social, rencontrer des gens différents.* Ça *m'amène plein de choses. Je continue à apprendre même si j'ai des bases puisque j'ai été étudiant en horticulture. Par exemple ici, j'apprends à cultiver de manière à épargner mon dos. On en revient à des méthodes plus naturelles, comme dans le temps… On cultive des légumes sans produits toxiques. Avant, on faisait notre jardin. Après, on a eu des facilités avec les magasins, quand on ne vivait pas à la campagne. Et puis, on n'a pas toujours eu le temps. Ici on apprend qu'on peut même cultiver sur un balcon. Je viens plus pour me faire plaisir et continuer à apprendre toute la vie.* »

Quand on vous dit : bio c'est cher. Que dites-vous ? « *C'est une étiquette marketing. Bio, c'est de la vaste blague. C'est ce qu'on fait naturellement dans les jardins. Les légumes bio, tout le monde n'a pas accès car ils sont beaucoup plus chers. Je ne regarde pas ça.* »

Se nourrir sainement pour pas cher, est-ce possible *? « C'est devenu difficile. Le recours aux petits producteurs a démarré avec le covid. Je suis un révolté du système. On va droit dans le mur si on ne fait pas des choses qu'on a apprises tout petit. Mes parents m'ont appris. Eviter d'aller trop au magasin pour des choses dont on n'a pas vraiment besoin. Ici, c'est un monde à 3 vitesses. Où j'habite, c'est un peu la campagne à proximité de la ville.* Ça *va…* »

Il apparaît dans les discussions que le temps de « coaching » est très précieux.

On compte autour de ce potager, une douzaine de participants réguliers. Il y a aussi du va-et-vient. La question du temps intervient dans la pratique du jardinage et de la préparation des légumes.

Claude a 64 ans. Il participe également à un potager collectif à la Maison du Peuple de Marcinelle. Là, des activités sont organisées avec les enfants, pour faire découvrir, élargir le

cercle des jardiniers. Certains participants n'ont aucune pratique. « *Il faudrait davantage de personnes qui guident les autres dans ces savoir-faire. On a retiré les agents de prévention, ceux qui pouvaient amener les personnes vers le projet. Aujourd'hui, la plupart des contacts se font par téléphone,* déplore Claude*. On déplace les gens, c'est le système. On n'a pas toujours les mêmes personnes en face de soi. »*

Etienne (nom d'emprunt) participe au potager dans le cadre d'une mise en liberté conditionnelle qui implique qu'il s'inscrive dans un bénévolat. « *On a grandi 'nourris aux légumes du jardin'. Mes parents ont vécu en Afrique jusqu'en 60. On était réfugiés ensuite. Ma mère avait 4 enfants et sa sœur aussi. On vivait dans la même maison. Mon oncle cultivait un immense jardin pour nourrir tout ce petit monde. Il avait aussi des lapins. »*

Françoise, 53 ans, habite le quartier. Elle a franchi la porte du potager pour déposer ses déchets ménagers dans le compost à l'invitation du coordinateur du projet. Depuis, elle fait partie des jardinières fidèles. Elle souffre d'une maladie évolutive. « *Ici, je me sens inclue dans le groupe. On partage, on apprend. Il y a beaucoup de pédagogie, d'empathie. »* Elle a invité un ami, Claude, à découvrir le projet. Ses motivations ? *« Tout est cher. Je fais des choix en fonction des saisons. Je suis motivée à cuisiner. Un projet comme celui-ci permet d'aller vers d'autres activités. J'étais 'animatrice en nourriture' dans les grandes surfaces. J'ai vu évoluer les mentalités en matière de comportement alimentaire. Moi-même, j'ai appris à lire les étiquettes. J'ai suivi la conférence 'Balance ta bouffe'*[59]*. »*

59. Conférence proposée par Financité.

Objectif 1 : créer du lien

Le projet de potager s'inscrit bien souvent dans le cadre des ateliers d'insertion sociale et s'adresse aux personnes en décrochage dans leur parcours de vie mais aussi aux habitants du quartier alentour. Il contribue à créer du lien social, ce que soulignent les personnes interrogées, mais aussi à découvrir les bases d'une alimentation saine, à échanger des pratiques, des expériences. Il est un **lieu de transmission**. « *Quand on n'a pas le moral, on est tentés d'aller vers les petites douceurs sucrées… même si on sait que le sucre est un poison…* »

Augustin Nourissier, l'un des initiateurs de Skyfarms vient chaque semaine partager sa pratique et guider le travail collectif. Sa petite entreprise, fondée en 2016 avec trois amis, poursuit l'objectif de créer des potagers collectifs en milieu urbain au sein des écoles, des entreprises, en visant aussi les pouvoirs publics. « *J'avais envie de bosser sur* **un des secteurs qui répond à des besoins humains essentiels***. J'ai toujours aimé la bonne bouffe et les bons aliments. Je me disais : 'on va droit dans le mur si on ne change rien dans pas mal de domaines de notre société'.*

On a démarré sur des toits, à Bruxelles. Aujourd'hui, 15 sites ont été créés : le plus grand est celui de Charleroi. Bien sûr, l'impact de notre petite entreprise est réduit mais après 5 ans d'existence, on a pu toucher pas mal de personnes qui vont ensuite poursuivre la démarche. On a pu calculer que ***pour 1 m² de potager créé chez nous, 10 m² seront réalisés ensuite****. Le projet essaime. A Bruxelles, on dénombre environ 1.000 participants accompagnés. Tous garderont quelque chose de l'expérience… Elle aura un impact sur l'alimentation, sur la production des sols, sur la multiplication des fleurs… Il est nécessaire de recréer des espaces de culture maraîchère en ville,* ***de créer ainsi un lien avec le lieu du terroir. Ouvrir pour le public urbain, une fenêtre sur le monde agricole est essentiel…***

Pour être un acheteur - consommateur avisé, il faut comprendre comment on cultive, on produit... ***Les potagers communautaires sont des lieux de pédagogie dans les villes,*** *des lieux de contacts. Il est intéressant de cultiver en zone agricole, sur la ceinture verte de Bruxelles par exemple. La mondialisation a réduit la valeur qu'on attribue à la matière première agricole. Les savoir-faire agricoles se perdent. Il y a trop peu de personnes formées en agriculture. Or, cultiver nécessite de réelles compétences. Pour changer le système, il faut une politique volontariste. On va voir ce que la réforme de la PAC va donner…* »

Le rôle des pouvoirs publics

Le potager de Charleroi est né après que le président du CPAS ait découvert Skyfarms dans un reportage télévisé. C'était en 2019. Contact a donc été pris, le site dégagé par la démolition de l'hôpital civil apparaissant comme un lieu propice à ce genre de projet. « *J'ai remis un plan, un concept. On a discuté sur le modèle de gestion. Appel d'offre lancé et nous avons été sélectionnés. On a démarré le potager en août 2019. Et on a pu récolter* », se souvient Augustin Nourissier.

A ses côtés, **Christof Carlier**, travailleur social au CPAS de Charleroi depuis plus de quinze ans, participe activement au projet. Sociologue de formation, il a d'abord travaillé à la maison

de quartier de Marchienne-au-Pont, à la scolarisation de publics Rom. Et également au projet d'habitat solidaire. C'est à lui que le CPAS a confié la coordination du projet de potager. « *C'est arrivé à un moment où je commençais à songer à ce type de projet. Je suis très conscientisé par les questions écologiques, la nature… Le confinement a agi comme un accélérateur. Je me suis dit qu'on allait droit dans le mur si les frontières se fermaient, qu'on ne savait plus s'approvisionner… On risquait peut-être une crise alimentaire, pétrolière ; une de mes motivations a donc été la peur. Je me suis dit : 'il faut développer de nouvelles compétences pour pouvoir faire face à une éventuelle crise alimentaire'. La fin du pétrole sonnerait la fin de notre modèle économique : la fin de nos modes de transports, de production, d'utilisation d'engrais… Comment s'y préparer et comment permettre aux autres de s'y préparer ?*

En tant que CPAS, on a un rôle à jouer là-dedans. En travaillant là, j'oublie un peu ma crainte du départ. Nos publics sont dans l'urgence, ils ne sont pas forcément conscientisés. »

Christof se souvient d'un participant qui à la question : « *Tu aimes quoi comme légume ?* », avait répondu : « *Je n'aime pas les légumes* ». Sa motivation première était les contacts sociaux, recréer du lien… Il poursuit : « *Nous avons un rôle intéressant à jouer : donner le goût de cultiver un potager, de montrer que c'est possible, de proposer de goûter certains légumes différents de ceux que l'on mange habituellement… Et tout cela, en misant sur la convivialité. Pour le moment, notre potager a une visée pédagogique. On ne mise pas avant tout sur la quantité de légumes récoltés mais sur l'aspect découverte d'un savoir-faire. Par exemple, on découvre que repiquer les poireaux prend un certain temps et que leur prix n'est pas toujours en lien avec ce facteur. Si on veut un légume de qualité, le prix est parfois prohibitif d'où l'intérêt de cultiver soi-même ses légumes. On y gagne en qualité nutritive. Nous avons rendu visite à des producteurs locaux pour mieux comprendre comment fonctionne le circuit court. Quelle marge bénéficiaire pour les maraîchers… Cela participe à la conscientisation. Pourquoi tel légume à ce prix à tel moment. Quelle différence de prix avec les supermarchés ? Pourquoi ? Nous travaillons avec le PAC (Présence et action culturelles asbl) de Charleroi pour les aspects citoyens du projet. Le potager est un outil de travail au service du bien-être humain. Il contribue aussi à apaiser les relations en ville. Il fait l'unanimité et il fait naître les sourires sur les visages des passants. On souhaite créer des bourses d'échanges de semences, visiter des maraîchers. On a constaté que la consommation de produits de proximité a été renforcée. Les pouvoirs publics se montrent intéressés par le projet.*

On a aussi organisé plusieurs ateliers : conserves, ratatouille, etc. On a découvert la cuisine au wok, d'autres manières de consommer… On sait que le site va un jour accueillir de nouvelles constructions. L'idéal serait évidemment que le potager soit conservé… Mais la pression immobilière en ville est importante. »

Alors que nous discutons autour de la grande table de bois, la séance jardinage étant terminée, un jeune homme arrive. Il nous explique qu'il ne va pas bien et que venir jardiner l'apaise. Depuis plus de cinq semaines, il attend le feu vert pour démarrer une formation. On lui avait annoncé qu'il obtiendrait une réponse dans un délai de deux semaines… Il n'a pas le moral. Il témoigne des bienfaits inattendus de ce type de projet mobilisateur.

Nous avons interrogé les initiateurs du projet Potager de Zoé au CPAS de Charleroi

1. *Quels ont été les objectifs au départ de ce projet ?*

Le projet a démarré en septembre 2020 avec pour objectif de créer un espace de rencontre, de bien-être et de formation pour les bénéficiaires du CPAS et pour les habitants alentour. Ce projet qui implique la création de 1.000 m² de potager agroécologique sur une friche urbaine est aussi un projet qui vise à développer la biodiversité dans la ville de Charleroi. Il vise aussi, plus largement, à développer l'autonomie alimentaire en diffusant largement le savoir-faire nécessaire pour produire et transformer ses propres légumes. Il s'agit également de valoriser une friche industrielle en y créant un écrin de verdure en plein centre-ville.

2. *Quels sont les constats mis à jour par ce projet après quelques mois de fonctionnement ? En termes de visibilité dans le quartier, de mixité sociale, de difficultés rencontrées ?*

Le projet a rencontré un fort engouement de la part des publics cibles. Un groupe de 15 personnes s'y retrouve une fois par semaine en saison pour suivre les formations. Mais en tout plus de 50 personnes y participent régulièrement. Les participants viennent d'horizons assez différents : des anciens sans-abri, des personnes en recherche d'emploi, des voisins intéressés par le projet, des personnes retraitées, des enfants… Nous avons aussi ponctuellement accueilli des migrants, via notre service « action migrants », ainsi que des résidents issus de nos maisons de repos. Les interactions se passent globalement très bien, même si certains conflits de personnalités sont inévitables dans ce genre de projet.

Nous observons que la recherche de contacts sociaux est une motivation très présente auprès des publics mobilisés. Le travail sur la démocratisation de l'accès à une alimentation saine et sur l'autonomie alimentaire repose fortement sur la cohésion du groupe, la convivialité, un plaisir de pratiquer une activité sportive douce au grand air, de partager des recettes, un repas…

3. *Un tel projet peut-il, selon vous, amener de réels changements de comportements en matière d'alimentation ?*

Les personnes qui participent ont pu, dans leur majorité, commencer à produire une partie de leur alimentation. Nous constatons un réel intérêt pour la culture et la préparation de légumes plus rares que les participants découvrent parfois pour la première fois. Les habitudes alimentaires évoluent de façon très différente selon les personnes, mais il est certain qu'avoir accès à des légumes bio gratuits et ultrafrais permet au public le plus fragile de contourner le problème du prix de ces aliments en supermarché. Certains participants nous ont fait part du soulagement de pouvoir bénéficier des légumes du potager en fin de mois. En effet, l'alimentation est souvent une variable d'ajustement dans le budget des ménages précaires. Quand ils ont payé tout le reste, ils essaient de survivre au jour le jour avec un reliquat insuffisant.

D'autres obstacles s'opposent cependant à l'alimentation saine et durable des publics les plus précaires. D'une part, ils disposent rarement dans leur logement (quand ils en ont un) de dispositifs adéquats pour cuisiner. Enfin, certains n'ont pas l'habitude de cuisiner des légumes frais. Ces compétences se sont perdues. C'est pourquoi nous développons des

ateliers de cuisine extérieure au Potager de Zoé afin de transformer directement sur place les légumes et les consommer immédiatement. Nous avons également développé des ateliers de transformation et de conservation dans une cuisine professionnelle de collectivité afin de développer ces compétences.

4. *Ce projet a-t-il un rayonnement et peut-il agir comme un incitant en matière de politique communale et/ou régionale ?*

Le potager de Zoé est un potager pédagogique dans lequel se forment des participants actifs dans d'autres potagers de la commune. Ces derniers transmettent les compétences acquises auprès des participants de leurs potagers respectifs. L'objectif est que le potager de Zoé essaime et permette à ses participants de mettre en place de nouveaux potagers sur la commune. Une aide leur est d'ailleurs proposée pour cela.

5. *S'inscrit-il dans une logique pour plus de justice sociale ?*

L'objectif est, en effet, de permettre à des publics qui ont normalement peu accès aux bienfaits du jardinage et au plaisir des légumes en direct de la ferme, de pouvoir en profiter près de chez eux. Les savoir-faire et les techniques qui sont enseignés au potager de Zoé font partie d'un patrimoine humain précieux qui s'est perdu ces dernières décennies. Nous espérons le rediffuser largement et intéresser un nouveau public.

D'autre part, la démocratisation de l'accès à une alimentation saine et durable est au cœur des finalités de ce projet. Aujourd'hui, les prix de l'alimentation biologique locale posent une question d'équité sociale majeure à laquelle nos sociétés sont confrontées. En effet, les prix des produits bio locaux, alors qu'ils ne permettent que difficilement de rétribuer équitablement le producteur pour vivre dignement, ne sont quasi pas accessibles aux publics aux plus faibles revenus.

Développer auprès de ces publics les compétences pour produire eux-mêmes leur alimentation est une piste pour réduire la part du budget des ménages à revenus modestes consacrée à une alimentation saine et à terme, celle consacrée aux dépenses de santé grâce à l'amélioration de l'alimentation et à une activité physique régulière.

6. *Que faudrait-il pour pérenniser ce type de projet collectif ?*

L'initiative du CPAS a été bien conçue et permet les succès actuels justement parce qu'elle a permis de créer les conditions du succès :

- Un espace approprié,
- Un financement à la hauteur des ambitions,
- Un accompagnement professionnel pour mettre les bénévoles en capacité de faire grandir le projet.

On pourrait faire encore mieux en affectant de manière définitive le terrain à un projet de potager. Il sera malheureusement reconstruit (après 5 à 7 ans) et le potager devra déménager vers un autre espace. Il serait intéressant d'anticiper le déménagement du potager dans une autre friche laissée libre et/ou de l'intégrer dans le futur projet.

Faire soi-même par mots et par vaux !

A la régionale de Namur, « *un numéro de la revue Contrastes est paru sur ce thème : 'Faire soi-même…' et l'idée naît d'échanger des savoirs... faire soi-même... entre nous ! Les pigeons et le convoyeur attendent depuis des semaines qui paraissent des mois (à moins que ce ne soit des mois qui paraissent des années) puisque nous ne pouvons nous voir qu'en extérieur... Depuis trois jours, on annonce une possible embellie et les préparatifs vont bon train : les graines remontent des profondeurs de la cave, le terreau réchauffe tout doucement au soleil, les cages et leurs pots sortent de leur isolement et les outils sont dépoussiérés. Comme pour la colombophilie, une procédure stricte sera suivie en ce qui concerne 'l'enlogement' (la mise en paniers des pigeons pour les transporter vers le lieu du lâcher). Cela se fera uniquement sur rendez-vous, avec port du masque obligatoire et toutes les précautions d'usage.*

A la radio, la voix annonce : Condroz, temps sec, ciel serein, vent modéré de sud-ouest, le lâcher est conseillé et favorable ! Mardi, l'animateur-convoyeur, revenu des profondeurs de l'isolement étatique, prend son téléphone et fait le tour des survivants d'une autre époque : c'était au temps où Assesse 'assessait'...Tous ont répondu à l'appel de la (forêt) tomate et du poivron. Juste le temps d'enfiler la tenue des Ramiers et de leur impossible dressage, que déjà nous nous retrouvons devant la bibliothèque pour une mise en pot qui réchauffe les coeurs et la parole. L'espace d'un instant, le vol suspendu, nous avons même laissé de côté les oiseaux de mauvais augure qui, sur le coup de 13h, ont annoncé un rerereconfinement...

Ce geste aux allures de colibri sera-t-il suivi d'une quête d'alternatives au modèle capitaliste ? Suite et pas fin, au prochain convoi ! »

Témoignage d'un militant de la régionale des Equipes Populaires de Namur, avril 2021.

A Verviers

PermaCity

L'asbl PermaCity Verviers[60] est une petite équipe de partenaires impliqués sur le terrain qui s'engagent dans la transition permaculturelle, agroécologique en faisant appel à l'intelligence collective.

Le projet consiste à réaménager un terrain en friche d'environ 5.000 m^2 situé dans un quartier de logements publics à Verviers en jardin didactique - potager - verger collectif agrémenté d'une zone de rencontres et de détente selon les principes du maraîchage biologique et en appliquant les principes de design de la permaculture.

L'idée du projet est née en 2016 lors d'une réunion entre le PCDN (Plan Communal du Développement de la Nature), le Service Plantations de la ville de Verviers et Logivesdre, propriétaire du terrain, pour établir un projet d'amélioration de la biodiversité de la parcelle inutilisée et détériorée par des comportements inciviques de personnes habitant ou non le quartier.

Le jardin PermaCity Verviers est une base d'échanges et d'améliorations du cadre de vie du quartier et plus largement de Verviers.

Aménagement en cours depuis 2019 et en évolution perpétuelle, ce projet se déroule sur plusieurs années, en plusieurs phases et évolue grâce à une joyeuse et surprenante synchronicité de circonstances, ainsi que de rencontres avec des personnes ressources.

L'objet de l'association est de former tous les citoyens à l'interactivité dans les 12 activités premières de l'homme : eau, agriculture, élevage, alimentation, bâtiment, énergie, véhicule, habillement, santé, communication, sport, art et plus particulièrement dans le domaine de la permaculture.

60. https://www.facebook.com/PermaCityVerviersASBL

Le projet PermaCity a débuté il y a quelque temps et la régionale de Verviers l'a rejoint avec pour mission, entre autres, de rassembler les citoyens du quartier et autres autour du potager/jardin collectif.

Les objectifs de PermaCity sont clairement affichés : questionner le système capitaliste, avoir sa propre production alimentaire dans l'esprit d'une collectivité, de partage, de créer du lien social et de miser sur un aspect pédagogique dans le sens du partage de savoirs et de savoir-faire.

PermaCity se situe près d'un quartier de logements sociaux et en face de maisons 2 ou 4 façades. L'idée, c'est aussi de créer une mixité sociale, une ouverture d'esprit et de la convivialité.

Le projet est porté par **Gabrielle Trupke** (citoyenne) et soutenu par différents partenaires : Logivesdre, la FGTB, le Plan de cohésion sociale[61] de Verviers... Gabrielle est actuellement assez seule pour assurer le suivi et l'entretien du potager, raison pour laquelle le groupe souhaite étoffer la participation du voisinage et idéalement constituer un « noyau » porteur du projet.

A l'heure actuelle, il n'y a pas encore vraiment de « groupe », même si des citoyens viennent de temps à autre. Deux membres d'un de nos groupes des Equipes Populaires s'intéressent au projet.

Le projet est donc en construction et nous avons participé à des réunions avec la FGTB et Gabrielle. La première a eu lieu en septembre 2019. La pandémie a bien sûr, comme ailleurs, mis un frein au projet.

Nous avons établi un calendrier des tâches à effectuer pour organiser des chantiers participatifs et promouvoir le projet en allant à la rencontre des habitants. Nous misons également sur le Festival Nourrir Verviers[62] qui aura lieu en juin 2022 pour faire connaître le projet. D'autres terrains, propriétés de Logivesdre, sont encore disponibles à Verviers. PermaCity pourrait donc se multiplier…

Objectifs du jardin

- Produire et consommer en respectant le vivant ;
- Augmenter la résilience face aux incertitudes au niveau énergétique, économique et alimentaire ;
- Recréer de la biodiversité tout en augmentant la valeur des terres et les zones vertes ;
- Mobiliser les habitants du quartier et de Verviers autour d'un projet bon pour l'environnement ;
- Initier une dynamique de proximité, collective, solidaire et participative ;
- La valorisation des ressources locales en tissant des relations avec d'autres structures (associations, écoles, maisons de jeunes, maison de repos, etc.).

61. C'est l'ensemble des processus, individuels et collectifs, qui contribuent à assurer à tous les individus l'accès effectif aux droits fondamentaux et au bien-être économique, social, culturel et qui visent à construire ensemble une société solidaire et coresponsable pour le bien-être de tous.
62. https://m.facebook.com/nourrirverviers/

Les activités

- Mise à disposition du jardin collectif aux habitants du quartier et aux membres de l'asbl souhaitant participer à la gestion collective et au partage des tâches ;
- Distribution des récoltes entre les participants investis suivant des règles préétablies, et sans intention lucrative ;
- Organisation d'événements co-créatifs, de rencontres, discussions, débats, ateliers pratiques, théoriques et diverses initiatives à imaginer...

La permaculture

C'est un ensemble de pratiques et de modes de pensée visant à créer une production agricole soutenable, très économe en énergie et respectueuse des êtres vivants et de leurs relations réciproques, tout en laissant à la nature « sauvage » le plus de place possible.
C'est un mode d'agir qui prend en considération la biodiversité des écosystèmes et leurs interactions.
Elle utilise entre autres des notions d'écologie, de paysagisme, d'agriculture biologique, de biomimétisme, d'éthique, de philosophie, d'intelligence collective, de principes.
La permaculture invite à mettre ces aspects théoriques en relation de façon harmonieuse avec les observations réalisées sur le terrain.

A Bruxelles

Aumale

Aumale vit/Aumale leeft est au départ une initiative citoyenne rassemblant une dizaine d'habitants du quartier Aumale à Anderlecht dans le quartier Scheut, qui ont souhaité se réapproprier collectivement un terrain public en friche, inconstructible vu sa situation au-dessus d'une station de métro. « *Nous occupons depuis deux ans un terrain communal laissé en friche. Nous avons signé une convention avec la commune. Nous l'avons en partie aménagé et voulons y organiser des événements et activités à destination des habitants du quartier, pour (re)créer du lien, de la mixité mais aussi faire se rencontrer les habitants et surtout proposer un espace de gratuité ouvert à toutes et tous, dans une perspective interculturelle »,* explique un participant. Plusieurs associations ont rejoint ce groupe. Parmi celles-ci, un groupe local des Equipes Populaires étant composé d'habitants du quartier. Le terrain en question est un terrain communal, laissé à l'abandon depuis plusieurs années ; un espace grillagé, inutilisé et jonché de détritus. Les habitants du quartier se sont donc mobilisés pour faire changer les choses ! Pas mal de questions ont surgi : comment faire en sorte que les habitants au sens large se saisissent de la question, s'impliquent dans le processus de réflexion et de création ? Comment faire de ce terrain un lieu de rencontre, représentatif de la mixité sociale et culturelle du quartier ? Comment amener les riverains à se réapproprier ce terrain en friche pour en faire un espace de convivialité et de partage ?

L'inauguration officielle d'**Aumale vit/Aumale leeft** a eu lieu le samedi 16 novembre 2020. Lors de cette journée, les habitant.e.s du quartier ont pu se rencontrer, rêver autour des possibilités d'appropriation du terrain, et planter le premier arbre ! Le groupe a opté pour un cerisier. Une haie de châtaigniers a été installée. La journée s'est clôturée autour d'une dégustation de bières locales et de crêpes concoctées par l'asbl De Boei, partenaire du projet. En novembre 2021, l'appel à projet « Faiseurs de rêve », autour de l'appropriation collective d'un espace public a permis de concrétiser les aménagements nécessaires à la poursuite du projet[63].

« *Le terrain est ouvert, il comprend un potager en bacs, une scène et des gradins. Nous rêvons de pouvoir proposer des activités et événements de toute sorte et surtout gratuits ou, en tout cas, à prix très très démocratiques, qui rassemblent petits et grands (concerts, projections de films, animations, spectacles, ateliers bouturage...). Nous voulons aussi finaliser l'aménagement du terrain (copeaux sur le sol, peut-être un endroit pour récupérer l'eau de pluie, planter quelques vivaces et arbres fruitiers, des panneaux d'indication et information sur les types de plantes et le fonctionnement des bacs, construire des nichoirs…). Nous rêvons que tous les habitants du quartier se sentent légitimes pour s'approprier l'espace public, pour s'approprier le lieu, pour proposer et organiser des activités. Nous rêvons que la notion de « bien privé » soit remplacée par celle de « bien commun »,* ajoute le groupe qui ambitionne vraiment de favoriser l'appropriation de l'espace par les habitants du quartier réunis dans ce projet appelé « Aumale vit/Aumale Leeft. »

63. « Faiseurs de rêves : transformer un terrain en friche en espace pour tous - Votez pour eux ! », Sud Info, 2 nov 2021.

Pour la régionale des Equipes Populaires de Bruxelles, participer à l'aventure s'inscrit dans une dynamique d'éducation permanente. Il s'agit de questionner l'appropriation de l'espace public, à qui il appartient, qui a le droit d'y organiser des activités, pour qui est-il pensé… et quelles conséquences a la manière d'aménager l'espace public sur les possibilités de rencontres de différents publics. La régionale souhaitait aussi soutenir la dynamique collective et l'organisation - la création d'un groupe ; porter attention à la mixité du public, en termes culturels mais aussi socioéconomiques.

Historique

La première difficulté fut d'obtenir du collège communal, la signature d'une convention d'occupation. Une convention d'occupation temporaire a ensuite été signée avec la commune, au nom du collectif citoyen. Une fois celle-ci approuvée au conseil communal, l'appropriation « physique » du lieu a pu enfin commencer. Pour Fabrice Cumps, bourgmestre d'Anderlecht : « *L'activation des parcelles laissées en friche est une priorité pour notre commune. D'abord parce que ça améliore l'environnement urbain mais aussi (et surtout) parce que les projets portés par les collectifs citoyens permettent de renforcer le lien social et la cohésion. Dans une commune aussi diverse qu'Anderlecht, ce sont des outils extraordinaires pour développer l'envie d'aller à la rencontre de l'autre* ».

Armées de sécateurs, pelles, gants, sacs-poubelle, une trentaine de personnes se sont relayées lors du dimanche sans voiture, en septembre 2019, pour déblayer le terrain. Un

avant/après saisissant ! Deux mois plus tard, c'est au tour des barrières *Heras* de disparaître, pour être avantageusement remplacées par une haie en châtaigner. Entre temps, le terrain est resté propre et le groupe a continué à y organiser les suites concrètes de l'occupation. Une inauguration festive et symbolique a été organisée fin novembre, toujours dans l'idée de se faire connaître des habitant.e.s du quartier.

Dans le même temps, des assemblées ouvertes ont été organisées, avec pour objectif de rencontrer un maximum d'habitant.e.s du quartier et d'échanger sur les enjeux importants de celui-ci : que faire de cet espace, de quoi avons-nous besoin… ? Ce fut l'occasion de clôturer l'été en beauté, d'échanger sur les suites à donner à l'occupation du terrain, comment continuer à le faire vivre durant les mois d'hiver, et organiser un atelier d'initiation aux techniques de fresque murale pour les enfants du quartier, préambule à la grande fresque participative que nous réaliserons dans les mois à venir. Le tout accompagné de prestations musicales d'habitant.e.s du quartier. Pendant un peu moins d'un an, le groupe porteur du projet s'est attaché à construire un groupe, réfléchir aux modes de gouvernance (qui décide de quoi, pourquoi, comment ?) et à l'aménagement de l'espace. Plusieurs réunions ont eu lieu pour réfléchir au « comment ». Comment ne pas rester dans notre entre-soi, aussi confortable soit-il ? Comment amener les habitant.e.s du quartier à se mobiliser autour du terrain, et faire en sorte que l'occupation devienne un lieu de rencontre, de discussions, de débats politiques, d'activités, pour toutes et tous, et qu'il soit le plus inclusif possible ? Sans oublier d'intégrer la dimension écologique autour de l'occupation, importante pour chacun des membres du groupe.

Les porteur.euse.s du projet ont opté pour une méthodologie la plus participative et horizontale possible : des assemblées ouvertes pour rencontrer les habitant.e.s et récolter les idées, organiser des journées de défrichage collectif, construire ensemble une charte de fonctionnement, aller à la rencontre des habitant.e.s dans les rues et places du quartier, distribuer des flyers et affiches pour inviter aux assemblées ouvertes, impliquer les commerçant.e.s du coin dans le processus…

Des ateliers de construction collective ont été organisés début 2020 ; au printemps, nous voulions commencer l'aménagement du terrain et les constructions mais le confinement en a décidé autrement. Si le planning fixé n'a pu être respecté, les travailleurs des asbl partenaires ont néanmoins pu entamer, dans le respect des mesures sanitaires, les aménagements sur base des plans décidés par le groupe.

Durant l'été 2020, plusieurs activités ont été organisées. Un petit groupe d'habitant.e.s du quartier a pris en charge bacs à plantes, à herbes aromatiques, à fleurs. Embryon de dynamique collective, plusieurs noyaux d'habitants se retrouvent autour du terrain mais ne forment pas encore « un groupe ». La dynamique « potager » a sa place dans le projet mais elle n'est pas centrale. L'objectif du groupe qui organise l'occupation est plutôt de proposer un espace convivial de rencontres joliment aménagé pour les habitants du quartier, qui permette aussi d'organiser des événements (concerts, spectacles, projection de films…). Actuellement les envies des habitants vont vers un potager collectif en bacs, un compost collectif, une toilette sèche, une boîte à livres, l'organisation d'activités comme des après-midi jeux de société, des soirées-débats publiques et la diffusion de documentaires et films en plein air.

Au printemps 2021, nous avons organisé un moment d'échange de graines, boutures, plantes, et d'organisation des semis pour les bacs : n'ayant pas un espace pépinière sur notre terrain, chacune et chacun est reparti avec des sachets de graines à faire pousser chez soi, pour ensuite les replanter sur le terrain. Ce fut l'occasion de revoir les bases du semi et les trucs et astuces pour prendre soin des petites plantules, et éviter la fonte des semis notamment. Prochain rendez-vous programmé, lorsque la météo le permettra, pour repiquer tout cela en pleine terre !

L'idée est de fonctionner sur le mode des « incroyables comestibles », compte tenu des contraintes du lieu, de cultiver quelques légumes, salades et surtout des aromates que les passants pourront cueillir au gré de leurs besoins ou de leurs envies.

Un voisin nouvellement arrivé dans le groupe a proposé de prendre en charge les plantations. Pour organiser davantage la dynamique « potager », il nous manque sur le terrain, un abri de jardin où entreposer le matériel, de même que des fûts pour récolter l'eau de pluie. Pour l'instant, chacun.e amène l'eau, ce qui n'est pas tenable sur le long terme.

Bien commun

« *Ce qui nous tient à cœur ici, c'est la notion de bien commun.* »
Pour les Equipes Populaires de Bruxelles, l'espace public doit être vu comme un espace commun à tout le monde, donc à chacun.e. Dans le contexte bruxellois, fortement urbanisé, où l'accès à un logement décent avec jardin ou terrasse est réservé aux privilégiés, il est important de garantir un accès démocratique à l'espace public, et plus spécifiquement à des espaces verts et à des lieux de rencontre. Car c'est aussi comme cela que l'on peut sortir de sa zone de confort, sortir de l'entre-soi, rencontrer de nouvelles personnes, confronter ses idées et sa vision du monde avec d'autres, déconstruire nos *a priori* et préjugés, tisser des liens au sein du quartier et construire une société plus solidaire.
Il s'agit d'un processus, en construction, que chacun peut rejoindre quand il le souhaite ! « *L'enjeu pour nous est d'adopter un mode de fonctionnement suffisamment clair pour que quiconque veut nous rejoindre puisse le faire, suffisamment transparent et horizontal pour que tou.te.s se sentent les bienvenu.e.s et écouté.e.s, et que chacun.e sente avoir sa place dans le groupe.* »

Soirée cinéma sur le terrain d'Aumale

Le 23 septembre 2021, dans le cadre du festival Nourrir Bruxelles, la projection d'un documentaire français « *Remuer la terre, c'est remuer les consciences* » de Eric Oriot[64] était organisée sur le terrain. Le public était invité à venir échanger sur les enjeux de l'agriculture urbaine. Quelle est la place des jardins partagés tels que celui d' « Aumale vit » dans ce cadre ? **Catherine Groslambert** de l'asbl **le Début des Haricots**[65] était présente pour partager son expérience des potagers collectifs à Bruxelles[66].

Le documentaire nous emmenait dans le 18e et le 20e arrondissements de Paris, des arrondissements où la bétonnisation a laissé peu de place aux espaces verts. Ce qui pourtant n'a pas empêché certains convaincus d'investir la moindre parcelle non construite pour y planter des légumes. La difficulté étant, comme partout, de pouvoir « bétonner » les projets pour les inscrire dans la durée. Un petit détour par la ville de Montréal où, depuis les années septante et la crise pétrolière, des potagers « sauvages » ont vu le jour pour répondre aux besoins des familles, permet de pointer les raisons qui peuvent être à l'origine

64. https://youtu.be/vZ9xegfBzPM
65. www.haricots.org
66. www.nourrir-humanite.org

de ces dynamiques. Elles succèdent aux anciens jardins ouvriers nés dans l'après-guerre et répondent à des objectifs budgétaires. La crise de 2008 a mis également un coup d'accélérateur à la multiplication des potagers. Les municipalités sont souvent mises devant le fait accompli et ne peuvent plus ignorer le phénomène. Il faut y voir une réponse environnementale également puisque ces friches cultivées font revenir en milieu urbain, une biodiversité perdue. Ajoutée à cela, la fonction sociale devrait convaincre les élus locaux de s'intéresser à ces pratiques qui ont le vent en poupe. Elles contribuent à l'adaptation des villes aux changements climatiques en aérant le tissu urbain, en y amenant une certaine fraîcheur dans des ilôts de chaleur et des trames vertes urbaines. On constate aussi, lorsque les municipalités décident de soutenir les projets, que les agents d'entretien de l'espace public se découvrent tout à coup une nouvelle fonction valorisante. Ils répondent aux questions des riverains, contribuent à l'amélioration de l'espace public participant à rendre la ville « nourricière ». L'aspect pédagogique a toute sa place dans les projets.

La parcelle (3 ha) dont il est question dans le documentaire est en permaculture bio. Elle est accessible à tous les riverains et favorise ainsi le lien social. L'idée est aussi de créer un emploi salarié. Mais est-ce viable en matière de revenu ? Une communauté associant professionnels du maraîchage et amateurs se crée. Certains rêvent déjà de couvrir l'ensemble des espaces publics en potagers urbains et pourquoi pas en vergers urbains en y organisant des chantiers participatifs… !

Des festivals de l'agriculture urbaine voient le jour, comme c'est le cas avec le Festival Nourrir Bruxelles… C'est aussi l'occasion de sensibiliser les habitants au circuit court et aux difficultés auxquelles sont confrontés les jeunes, de plus en plus nombreux, qui aimeraient se lancer dans le maraîchage. Impliquer les gens dans l'aménagement de leur environnement, en les amenant à découvrir les multifonctionnalités potentielles est une manière de gagner du terrain sur les cultures intensives. En ville, certains toits sont investis pour y cultiver des légumes sur des substrats organiques.

Comme nous l'avons dit précédemment, Catherine Groslambert travaille pour l'asbl Le début des haricots : « *Le Début des Haricots se définit comme une asbl bruxelloise qui contribue à un système agro-alimentaire juste et résilient par le développement de l'agriculture urbaine paysanne et de l'alimentation durable. L'asbl est basée sur des valeurs fortes qui nous animent et nous motivent au quotidien : justice sociale et écologique, décroissance soutenable, liberté et Solidarité, respect du viva*nt. »

L'association soutient la création de potagers collectifs urbains. Elle participe au débat qui suit la projection du documentaire français. Parmi les participants, Christof Carlier, qui coordonne le Jardin de Zoé sur le site de l'ancien hôpital civil de Charleroi (voir plus haut). Christof insiste sur l'idée du partage. Présente aussi, une personne active dans le potager collectif James Ensor, non loin d'Aumale, à la rue de Birmingham. Celle-ci fait part des difficultés liées à la pérennisation des projets. Les terrains en friche finissent souvent par être acquis par des promoteurs immobiliers. C'est tout un espace cultivé, réinvesti peu à peu par la faune et la flore, qui meurt à nouveau. **Que faire pour obliger les autorités publiques à conserver ces espaces de biodiversité ?** se demandent les personnes présentes. Une pétition circule… Toutefois, il est des projets immobiliers contre lesquels il est plus difficile de s'opposer ; par exemple lorsqu'ils ont une visée sociale au niveau du public visé par les nouveaux bâtiments… Séparer les parcelles de terrain, en en conservant certaines

n'aide pas à revendiquer collectivement… Cultiver un potager, c'est reprendre du pouvoir par rapport à sa consommation. Bien sûr, cette production ne sera jamais suffisante. Se connecter à la nature, se rassembler et échanger sur un petit bout de terrain est une manière de semer peu à peu des aspirations vers un mieux se nourrir, mieux vivre… Il faut néanmoins relever que certains riverains qui avaient pour habitude de se retrouver sur le terrain pour différentes raisons n'ont pas forcément accueilli positivement le défrichage de l'endroit. L'accueil des riverains n'est pas unanime. Comme nous l'avons constaté également dans les projets de Court-St-Etienne, les résistances sont à prendre en compte. Mais on peut se réjouir de voir de nouveaux venus.

A Baudour

Solidarcités, un jardin collectif créé en 2019

Ce potager ancré au centre des quartiers d'habitations sociales Bonniers et Sartiaux a été créé, il y a un peu plus de trois ans, à l'initiative des Equipes Populaires et de L'Ecole de la Rue, un projet né il y a environ 20 ans, dans l'ancienne école des Sartiaux qui venait de fermer ses portes. L'objectif au départ : offrir un espace abrité aux enfants proposant ateliers créatifs, écoute… Fruit d'un partenariat entre la Ville de Saint-Ghislain via le PCS, le Logis Saint-Ghislainois, les JOC et les Equipes Populaires. Le projet accueille un public très diversifié de tous âges et organise également un cyberespace, un magasin de seconde main, un atelier de customisation de vêtements, un repair café et… un jardin collectif.

Le terrain appartient à la société de logements. Il était déjà cultivé par les anciens du quartier. On compte encore quelques-uns de ces jardiniers parmi lesquels **Michel** qui a 80 ans, **Agostino**, **Mario** qui a plus de 80 ans. Ils sont soutenus pour l'entretien de leur parcelle, par le groupe. Une habitante du quartier gérait tant bien que mal l'espace et après qu'elle ait donné son accord pour procéder à l'aménagement de l'espace en friche, des pourparlers ont été entamés avec la commune et les instances locales. Il a fallu deux ans pour obtenir les autorisations requises. Les partenaires potentiels ont été contactés : Régie de quartier, Société de logement… Depuis, chaque vendredi, une quinzaine de personnes (pas toujours les mêmes, en fonction des disponibilités de chacun.e.) se retrouvent pour partager ce moment de jardinage et partager le repas. Le « Plan de cohésion sociale » et la Régie de quartier de Saint-Ghislain en sont partenaires. Un comité de pilotage assure la coordination et organise l'affectation des moyens financiers octroyés au projet et fixe le cadre. Outils et semences sont aussi partagés ou échangés. Une trentaine de bénévoles participent à ce jardin « public ». Les aménagements, le matériel (outillage, abri de jardin), le choix des légumes, fruitiers, fleurs, herbes aromatiques ou sauvages font l'objet de décisions prises collectivement. Chaque personne souhaitant participer au projet est invitée à signer une charte. Une journée collective est proposée chaque semaine. Un repas convivial clôture la journée. Au menu : fruits et légumes du jardin lorsque la saison le permet.

Le jardin est accessible lorsque les membres du groupe "porteur" sont présents.

Michele Di Nanno est l'un des responsables du projet : « *Ce jardin s'inscrit dans un cadre plus large, un espace d'apprentissage du vivre ensemble, de la participation et au débat citoyen. Il n'est pas toujours évident d'arbitrer des positions divergentes et de décider sans créer de malaises ou de frustrations. On cultive ensemble et on partage les fruits et légumes récoltés. On n'utilise ni produits phytosanitaires, ni pesticides, ni engrais chimiques. On évite de gaspiller l'eau et on privilégie le compostage de proximité.* »

Une journée porte ouverte a été organisée le 10 septembre 2021. Les jardiniers sont des personnes dont l'âge se situe entre 25 et 80 ans. Chacun s'implique à sa manière. Certains souffrent du dos et vont donc partager leur expérience, cuisiner le repas collectif… Les plus jeunes travaillent la terre. Force des jeunes et savoir des aînés se complètent. Des gens habitant le même quartier depuis longtemps mais qui ne se parlaient pas ont été amenés à faire connaissance grâce au projet. Une réelle solidarité existe au sein du groupe. « *On essaie d'ouvrir mais ce qui n'est pas toujours simple quand on a un groupe constitué mais on veille à ça,* explique Michele Di Nanno*. On accueille régulièrement de nouveaux venus.* »

Parmi les jardinières : **Yvonne**. Agée de plus de 70 ans, elle a rejoint le groupe il y a un an environ ; depuis qu'elle a participé à la journée du pain animée par un maître boulanger. Des journées de formation sont ainsi proposées régulièrement. Des moments plus festifs donnent aussi l'occasion d'élargir le groupe. Un des objectifs visés est également d'accueillir les enfants dans le projet. « *On essaie de faire avec eux pour qu'ils s'imprègnent de la magie du jardin. On a par exemple accueilli des enfants des 'Gribouill'art'*[67]*.* »

Des rencontres sont organisées avec les élus locaux. Deux personnes du groupe y participent et font des comptes rendus aux autres membres du groupe. L'objectif serait d'amener la commune à s'investir davantage dans le projet. Par exemple, en créant un parc urbain sur l'ancien terrain de football. Malheureusement, des dissensions existent entre les différentes

67. Depuis 2012, la Ville de Saint-Ghislain assure un accueil extrascolaire quotidien des enfants de 2,5 ans à 12 ans dans le cadre des ateliers « Gribouill'art ».

composantes communales qui se situent dans une logique de concurrence… Les associations, quant à elles, font en sorte de créer une dynamique porteuse. Repair Café, magasin de seconde main, tentent de créer des ponts. Une épicerie sociale viendrait compléter ceux-ci. Une réelle solidarité existe vis-à-vis des habitants du quartier. Un réseau s'est tissé, soutenu par les Equipes Populaires. Celle-ci s'est resserrée durant la pandémie. « *J'ai pu aider une famille qui manquait de tout pendant le covid. On a donné une enveloppe. Des gens qui vivaient dans les cités mais ne se connaissaient pas se sont rencontrés. On essaie d'ouvrir notre groupe à toutes les personnes qui souhaitent changer de façon de faire et de vivre. On a des nouveaux chaque fois.* »

On apprend un peu à la fois, le nom des plantes, leur utilité… Il y a une réelle envie de protéger cette nature, de la chérir, les insectes, la gestion des déchets…

Annie : « *Participer au projet m'apporte le bien-être. Je ne jardine pas. Je collabore au projet en cuisinant. J'ai découvert le projet, un peu par curiosité. Une amie qui participe à l'Ecole de la rue, m'y a amenée.* »

Jean-Marie, le mari d'Annie jardine depuis longtemps mais cela ne l'a pas empêché de rejoindre le projet, pour son côté convivial. Depuis longtemps, il est convaincu des bienfaits du jardinage aussi bien pour la santé que pour la qualité des produits qu'il cultive. Jean-Marie et Annie ont bien conscience qu'en jardinant, ils participent à un grand mouvement.

Annie, elle, déclare avoir appris beaucoup en participant au groupe depuis trois ans environ.

Thierry et sa compagne ont été sensibilisés à l'alimentation saine en participant au potager. « *On est plus attentifs au bio. On regarde d'où viennent les légumes. Maintenant, on cuisine avec moins de graisse*. *Et puis Annie est comme une maman pour nous. Elle nous conseille. On se refile toutes les astuces et tous les secrets et on goûte des choses qu'on n'avait jamais mangées. On mange des courgettes à toutes les sauces. On a découvert les beignets de courgette… »*

Les rencontres hebdomadaires qui ont lieu dans une salle appartenant à la société de logement social se terminent toujours par un repas partagé. Ce sont les « Nonna » (grand-mère en italien) qui cuisinent. C'est leur façon de participer activement au projet. Au menu ce midi-là : un risotto.

Ce qui se passe se répercute-t-il dans le voisinage ? « *Quand on fait ça, les gens sont curieux de découvrir. Quand je ramène des légumes, on me dit que c'est franchement différent. La crise du covid a amené les gens vers les commerces locaux. Et ils ont découvert ce que nous faisons… Il y a eu un effet boule de neige. Rien ne vaut les échanges, les contacts directs. On met des choses sur facebook mais c'est les contacts directs qui amènent les gens. »*

Le groupe aimerait que davantage de jeunes participent au projet.

En ce qui concerne le soutien au projet, la commune a donné 300 euros en bons d'achat pour équiper le terrain.

Les participants s'accordent à dire que les Equipes Populaires sont un moteur dans le projet. Outre la participation active dans la gestion de l'espace potager, elles aident, par exemple, à constituer les dossiers de demandes de soutiens financiers. Toutefois, « *on aimerait que ce soit les citoyens qui prennent les choses en main. On est tous des bénévoles. Donner la responsabilité aux gens, c'est dire 'à vous de vous engager. On n'est pas là pour vous servir.' Il faut que chacun soit plus qu'un simple consommateur* ».

En ce qui concerne le partage des tâches, elles se répartissent entre récolte, entretien, entretien du matériel, trésorerie… Partie nourricière, partie convivialité (vivre ensemble). Le four à pains (et à pizzas) est ouvert au quartier. « *Tout le monde met la main à la pâte. Chacun en fonction de ses capacités physiques. On se répartit les tâches le matin. On a des compétences très diverses, une multidisciplinarité qui va au-delà du jardinage. Certains s'y*

connaissent en électricité, en construction… On remplit lors de nos réunions, un journal de bord dans lequel on indique ce qu'on souhaite planter, organiser… »

Un tour de table permet de mettre en lumière les « plus » du projet. « *Ce qui est bien, c'est que ça a rassemblé des gens qui ne se voyaient pas souvent. Nos parents avaient tous un jardin. Nos grands-pères… On avait de grosses familles. Dans la cité on se connaissait tous. C'est différent aujourd'hui. Ici partage, continuité… On relance des dynamiques qui existaient à la génération de nos parents et grands-parents.* »

Bruno se réjouit de voir se recréer quelque chose qu'il avait connu enfant. « *Pour nous, c'est quelque chose d'évident. On ne peut pas faire autrement que de participer.* »

Pour **Yvonne**, la rencontre avec le projet est arrivée à un moment opportun. Elle venait de perdre son compagnon et le confinement démarrait. « *Je ne pouvais plus voyager. Ce groupe est la meilleure chose qui me soit arrivée dans ce moment de grand désarroi.* »

Lorsqu'on leur demande si, selon eux, le projet peut amener un changement de société, Michele explique que ce projet représente une manière idéale de vivre à un niveau micro : rapports de confiance, respect mutuel, entraide, qualité de vie, solidarité. « *C'est un moyen pour répandre des valeurs auxquelles on tient, de les faire vivre. Des contradictions existent dans la société mais ici on a créé une sorte d'ilôt de résistance par rapport à tout. C'est un projet ouvert à tout le monde. Une charte en définit les grands principes. Chacun est invité à venir, à 'tester'. On demande de respecter les grandes valeurs, les grands principes. En général, les personnes qui viennent, restent dans le projet. Il y a une certaine stabilité au niveau du groupe. Mais ce noyau peut apparaître comme un microcosme dans lequel il est difficile de rentrer. Le quartier a une histoire. Beaucoup de migrants italiens sont arrivés ici et se sont mis à cultiver, comme c'était la tradition en Italie, leur parcelle individuelle.* » Aujourd'hui, le groupe est très multiculturel.

Charte du jardin collectif Solidarcités de Baudour (Espace Turati) (*) du 1er mars 2019. Extraits

L'objectif de la Charte est *de permettre une occupation solidaire et conviviale d'un jardin collectif dénommé « Jardin Solidarcités* », dont l'espace est mis à disposition par le Logis Saint-*Ghislainois (société d'habitations sociales). Elle est la définition de référence afin de permettre un fonctionnement harmonieux et démocratique. Elle se veut également un repère des orientations à suivre par les membres. Chaque partenaire et jardinier prendra connaissance du contenu de la charte, la signera et s'engagera à la respecter.*

« *Nous nous définissons comme un jardin collectif, c'est-à-dire que tous les jardiniers et jardinières cultivent l'ensemble du terrain et en répartissent les fruits.*
Dans le jardin, nous cultiverons des légumes, des plantes et des fleurs dans une optique de respect de l'environnement et de développement durable. Des arbres fruitiers y seront également plantés.
Nous voulons renforcer le lien social, favoriser les échanges, l'entraide, la solidarité, le dialogue et la convivialité. Dynamiser les quartiers et mobiliser les intelligences citoyennes. »

Le jardin est ouvert principalement aux habitants des quartiers riverains du terrain mais restera ouvert à d'autres citoyen-ne-s pour autant que ceux-ci en acceptent la charte et son mode de fonctionnement. Les récoltes du jardin sont considérées comme communes à tous les jardiniers et sont partagées…

Les activités ont trait à la pratique du jardinage en favorisant l'échange et les rencontres entres les jardiniers de tout bord, de tous âges et origines et de favoriser la participation des habitants à la vie du jardin. Le jardin s'inscrit dans la démarche d'échange, de transmission et de mutualisation des savoir-faire. Ils sont le fruit d'une création collective et concertée.

L'apprentissage et l'expérimentation des méthodes de culture respecteuses de l'environnement et du maintien de la biodiversité en milieu urbain.

Le jardin est cultivé selon une gestion écologique sans recours aux produits phytosanitaires, pesticides et engrais chimiques. Les jardiniers évitent le gaspillage en eau, développent le compostage de proximité.
Le jardin est déclaré « zone libre d'OGM ». Toutes plantations de produits illicites sont totalement interdites. Les jardiniers plantent et cultivent dans le respect des résultats de la concertation en début de saison sur la mise en place des cultures.

Le chapitre 2 concerne l'organisation, le mode de fonctionnement, les activités…
« *Tout jardinier qui, sans motif déclaré, ne remplit pas les tâches auxquelles il s'était engagé ou ne participe pas ou plus aux activités du jardin est réputé ne plus souhaiter participer au projet et peut être remplacé. Sa place est alors attribuée selon l'ordre de priorité.* »

Il existe deux instances de concertation et de décisions :

- Un comité de pilotage composé d'un représentant par partenaire et d'un représentant des jardiniers désigné par eux ;
- Une assemblée des membres.

Le chapitre 3 concerne les aspects financiers *: « Le jardin est financé via des contributions des partenaries et par la recherche de financements publics ou privés ou encore via l'organisation d'activités culturelles. Les assurances nécessaires au*

bon fonctionnement du jardin et à la sécurité des jardiniers devront être contractées… Toutes les dépenses d'infrastructure d'une certaine importance sont décidées par le comité de pilotage. »

Le chapitre 6 : la gestion responsable collective concerne l'accès au jardin (horaire et jours d'ouverture, gestion des outils de jardinage…), les tâches collectives, le partage des récoltes.

« *Tout jardin est d'abord l'apprentissage du temps, du temps qu'il fait, la pluie, le vent, le soleil, et le temps qui passe, le cycle des saisons. La prolongation naturelle d'une conception de la vie. Espace pour renforcer les liens sociaux, s'approprier son cadre de vie sans discrimination, la possibilité pour les personnes en difficulté ou fragilisées par la vie de retrouver une utilité sociale et de la dignité, tout en respectant la terre et la nature.* »

* Un partenariat Equipes Populaires, Ecole de la rue, Plan de cohésion sociale, Régie des quartiers de la commune de Saint-Ghislain, Le Logis Saint-Ghislainois et son Comité consultatif des locataires et propriétaires. Avec le soutien de Vivre ensemble, La Wallonie, La Fondation Roi Baudouin, ACIS-SIEP.

A propos des prises de conscience en matière d'alimentation, certains participants affirment « *ne plus pouvoir revenir en arrière* », sous-entendu acheter en grande surface sans se préoccuper de ce qu'il y a sur l'étiquette.

Et pour aller plus loin ? Comme nous l'avons dit précédemment, amener les enfants et les jeunes à s'emparer de cette pratique du jardinage semble être une piste intéressante. Développer une conscience « verte » dans les jeunes générations pourrait étendre le processus allant vers un changement de comportements plus large.

« *On aimerait interagir en agrandissant l'occupation de l'espace. Partout, même en milieu urbain, il existe des terrains vides qui pourraient devenir des espaces cultivés collectivement. C'est le cas du terrain de foot clôturé et désaffecté. Il faudrait vraiment que le politique s'engage davantage. On va les mettre au pied du mur.* » Et pourtant, la ville a inscrit dans ses intentions, depuis 2018, le soutien aux jardins collectifs mais sur le terrain, la commune ne se montre pas franchement active. « *Elle pourrait développer davantage de projets mais il faut aussi que les citoyens soient partants.* »

D'autres jardins communautaires existent dans les environs. Par exemple à Dour dans le cadre du Plan de cohésion sociale. Là-bas, chacun a sa parcelle. Un projet avait démarré à Tertre mais, faute de bénévoles, il n'a pas pu continuer. Un jeune souhaitait reprendre un projet mais une seule réunion a été organisée en trois ans… Il semble que les partis politiques dressent parfois certaines barrières, attribuant des appartenances non fondées à l'associatif, le considérant 'dans l'opposition' alors que les associations sont pluralistes. Cela n'aide malheureusement pas à développer, voire à fédérer, les initiatives.

Voir : E. Brl, « Saint-Ghislain : ils créent un jardin communautaire pour recréer du lien social dans les quartiers », in DH, 28/03/2019[68].

68. https://www.dhnet.be/regions/mons/borinage/saint-ghislain-ils-creent-un-jardin-communautaire-pour-recreer-du-lien-social-dans-les-quartiers-5c9cdaee9978e2633321350d

A Luingne, dans l'entité de Mouscron

Bouillon de culture

Nous rencontrons ce samedi matin d'octobre 2021, trois membres actifs du potager communautaire : **Olivier** qui est retraité, **Mathilde** et **Maryse** - secrétaire régionale de la régionale des Equipes Populaires du Hainaut occidental.

A l'origine du projet : à Mouscron, deux groupes de militants des Equipes Populaires coexistent. L'un fonctionne depuis de nombreuses années de manière 'classique' tandis que l'autre était à la recherche de projets novateurs, susceptibles d'élargir le groupe. « *On a travaillé un an à réfléchir à la manière de relancer une dynamique. Le thème qui motivait chaque participant : consommer autrement. L'idée d'un espace potager citoyen a jailli. Le souhait était qu'il soit ouvert à tous. Il fallait trouver un endroit. Un nouveau quartier d'habitations sociales venait d'être construit. Il est apparu qu'amener là un projet susceptible de créer des liens encore inexistants serait intéressant.* » *Rendez-vous a donc été pris avec la société de logement social. Des parcelles ont été proposées mais semblaient peu adaptées à la culture potagère. « Il aurait fallu cultiver sur des buttes et il n'y avait aucun accès à l'eau, l'architecte estimant qu'une citerne à eau de pluie aurait abîmé le paysage. On a donc construit des bacs, planté des légumes et des arbres fruitiers. »*

©pygraphe

Des contacts ont été pris avec la Cellule environnement de la commune qui récupérait des espaces verts inoccupés. Il s'agissait d'un potager collectif mais dans lequel chacun occupait une parcelle. Ce n'était donc pas réellement un projet collectif. Or, l'objectif des Equipes Populaires était bien de créer un projet collectif : on fait tout ensemble et on récolte ensemble. Le surplus part à la banque alimentaire.

La Cellule environnement qui soutient le projet a cédé la passerelle actuelle et un feuillet toutes-boîtes a été distribué pour informer du lancement de cet espace de culture collectif.

©pvgraphe

C'est ainsi que Mathilde a rejoint le projet en mars 2021, un mois après le démarrage de celui-ci. Elle venait d'aménager dans le quartier après avoir quitté une maison possédant un grand jardin. Elle participait déjà aux activités proposées par un groupe de parents d'élèves de l'école de ses enfants mais souhaitait s'investir davantage dans un projet.

Tout n'est pas rose dans le potager…

Le groupe à l'origine du projet s'est éteint pour différentes raisons : la crise covid étant passée par là, un des militants refusait de se soumettre aux mesures sanitaires requises lors des réunions, les jugeant inutiles et liberticides. Un autre a quitté la Belgique pour s'installer en France. Deux citoyens du quartier ont alors rejoint le projet.

Pendant les vacances d'été, pas mal de conflits ont jailli. Du matériel était emporté, certains voulaient imposer leur manière de construire le projet alors que le souhait était de prendre des décisions collectivement. La dynamique au sein de ce groupe était compliquée.

En septembre, un ancien du groupe a mal vécu cette volonté de créer une dynamique réellement participative. Au fil du temps, les choses se sont apaisées. Aujourd'hui, on arrive à s'écouter, à discuter…

Olivier : « *J'ai rejoint le potager en mai. C'est l'assistante sociale du CPAS qui m'en a parlé. Avant je participais au GAPS (Groupe d'action psycho-social), j'avais un petit jardin mais j'ai trouvé intéressant de rejoindre le groupe pour partager un espace plus grand. J'ai participé à une première réunion et j'avais senti qu'il y avait pas mal de divergences de vue plutôt qu'une réelle cohésion au sein du groupe. Actuellement, les choses ont évolué positivement. On fonctionne dans un esprit associatif. On construit du nouveau sur de vieilles briques.* »

Au départ, on était dans l'urgence pour aménager le terrain. Maintenant, on sait qu'il faut

prendre le temps de la réflexion.
Les militants du départ ne pouvaient concevoir qu'on rejoigne le projet avec l'idée de rencontrer d'autres personnes, de créer du lien et de travailler la terre. Ils souhaitaient y mettre d'emblée de l'éducation permanente. Ce qui, bien que souhaitable, ne pouvait venir d'entrée de jeu.

Aujourd'hui, les réunions des équipes régionales (les militants qui représentent les différents groupes locaux des Equipes Populaires) sont organisées, lorsque le temps le permet, dans le local sur le site du potager. Chacun met ses compétences au service du projet global. Mathilde s'occupe du poulailler, Marc des constructions, d'autres du futur verger. Olivier met la main à tout ce qui concerne les aménagements : la construction de la serre, du poulailler…

Peu à peu, les riverains s'intéressent au projet qui se situe au centre de sentiers assez fréquentés.
Maryse anime des ateliers au CPAS et dans le réseau des CISP (Centre d'insertion socioprofessionnelle). Elle perçoit pas mal d'intérêt dans les groupes qu'elle rencontre lors de ces séances. « *Quand on a pu reprendre les activités après les confinements, nous avons organisé une réunion dans le potager. Nous avons élaboré une charte pour un poulailler citoyen. Chacun entretient celui-ci et récolte des œufs.* »

Aspects pédagogiques

Un petit groupe d'enfants afghans habitant le quartier fréquente le potager le mercredi. Cette activité a débuté l'été lorsque les tables de conversation auxquelles ils participaient ont été suspendues.

Maryse : « *Fin août, nous avons organisé des portes ouvertes. Une soixantaine de personnes y ont participé. Les riverains sont curieux de découvrir la permaculture que nous pratiquons. Aspect pédagogique : les portes ouvertes aident pour voir les techniques utilisées. On a expliqué*

en quoi consiste la permaculture… On échange des pratiques, des expériences, d'autres façons de faire la même chose. Ça *s'apprend. On découvre. On apprend à connaître notre terrain… On fonctionne par essais et erreurs. On expérimente. On est dans une nouvelle dynamique de groupe. On a beaucoup à mettre en place. On va lancer une dynamique : atelier et partage d'expériences. »*

Olivier *: « Je n'ai pas l'ambition de me dire que c'est à moi de convaincre les autres. C'est en regardant comment font les autres qu'on apprend. Par mon attitude, les gens vont peut-être adopter d'autres comportements, être un exemple, un modèle pour quelqu'un d'autre… Si les gens font bien, je les vois comme un exemple. Je n'aime pas les donneurs de leçons.* »

Mathilde participe au potager collectif chaque samedi matin. « *C'est ma drogue*, confie-t-elle. *Ici, je retrouve ce plaisir d'avoir les mains dans la terre. Mes parents ont toujours cultivé un potager. Je suis très sensible aux questions liées au développement durable. L'une de mes filles est végétarienne et on mange de moins en moins de viande à la maison. »*

Olivier est originaire de Roubaix dans le nord de la France. Sa famille a toujours bénéficié d'un jardin ouvrier. Il y a quinze ans, il est venu s'installer en Belgique et il aime mettre à profit ce qu'il a appris lorsqu'il était enfant. « *Cela ne m'empêche pas d'apprendre tous les jours,* souligne-t-il*. Je suis quelqu'un de très actif et j'y trouve mon compte en mettant mes compétences de bricoleur au service du projet. Je ne raterais pour rien au monde ce rendez-vous hebdomadaire*. »

Mathilde n'achète pas systématiquement des produits bio. « *Ils ne sont pas encore accessibles à tous les budgets et puis, le label bio n'est pas toujours un gage de qualité, en autres, pour des produits cultivés loin de chez nous. Je pense qu'il faut surtout veiller à bien laver, bien éplucher, manger fruits et légumes de saisons et privilégier le local : c'est l'essentiel. J'ai éduqué mes enfants de cette façon. Pour moi, le bio est une mode. »* Mathilde est infirmière et mère de deux enfants. Pour elle, le temps dont on dispose détermine aussi la manière dont on organise ses courses. Les regrouper dans un seul endroit représente un gain de temps et il n'est pas toujours simple de dégager du temps pour cuisiner des produits frais. Lorsque son emploi du temps est très chargé, elle va vers des formules rapides.

Olivier veille à acheter ses produits au bon moment et au bon endroit. Par exemple, il profite de son passage à la mer du Nord pour acheter du poisson. « *On m'a appris ça. J'achète les légumes au moment où ils sont les moins chers. On retrouve aussi le goût. »*

Cet été, la récolte des groseilles a permis de faire de bons jus. Certains légumes sont mis en conserve pour être consommés l'hiver… Un atelier cuisine permet de découvrir de nouvelles pratiques de conservation.

Les personnes actives dans le projet souhaitent amener de nouvelles personnes dans celui-ci en organisant par exemple des ateliers. Grâce aussi au poulailler. L'aménagement de la serre, du chalet dans lequel il est possible de se réunir sur le terrain pourraient accroître la visibilité du jardin. Et pourquoi pas, faire de cet espace convivial, un nouvel espace de culture. La plupart des jardiniers ont entre 50 et 60 ans. Un défi serait donc, comme c'est d'ailleurs le cas dans d'autres projets, d'amener un public plus jeune…

Soutiens extérieurs

Des soutiens extérieurs ont permis d'aménager l'espace. Ainsi, la commune met ses ouvriers à disposition pour certains travaux d'élagage. Un chalet de 4 m sur 3,5 m a été déposé sur le terrain pour permettre des réunions « sous abri » lorsqu'il pleut. Le Plan de cohésion sociale a décidé d'apporter un budget annuel d'un peu plus de 1.000 euros au projet, cela durant plusieurs années. D'autre part, c'est la Cellule environnement de Mouscron qui met à disposition le terrain, dans le cadre de son objectif de développer les potagers urbains. Le groupe a pour mission d'entretenir l'espace. Un appel à projet du groupe 'Mouscron en transition' a, par ailleurs, engagé une enveloppe de 10.000 euros à diviser entre les différents projets existant sur le territoire mouscronnois. « *On est allées, Mathilde et moi, défendre le projet devant cette commission et notre projet a été retenu. Nous avons insisté sur l'aspect participatif au niveau de la gestion et de l'organisation* », explique Maryse Courouble. Le projet reçoit également un soutien de l'asbl Zéro déchet lancé dans le cadre d'un appel à projet citoyen pour l'achat de matériel d'occasion, armatures de serre, bacs de compostage collectif… Au départ, le compost était ouvert aux riverains mais très vite, il a fallu faire marche arrière, les déchets n'étant pas toujours triés. Un compost nécessite une gestion.

Mathilde croit fermement en l'idée que le changement dans nos manières de consommer viendra de la base, des citoyens qui, à travers ces projets, montrent la voie à suivre. L'associatif fait bouger les choses et les lois. C'est par exemple le cas avec le mouvement « Zéro déchet[69] ».

Par contre, Olivier croit aussi en la force de l'exemple… « *Je suis fumeur. Avant, je jetais mes mégots par terre. On a mis un cendrier… Ce sont des petits gestes qui changent. On modifie nos comportements. Certaines attitudes sont intéressantes à adopter…* » Par contre, il ne croit guère aux soutiens des gouvernements dans ces matières. « *J'ai été très souvent déçu.* »

Olivier : « *Le groupe a choisi de donner un nom au potager : Bouillon de culture. Cela donne une visibilité. La Cellule environnement a réalisé un panneau qui a été installé sur la grille du jardin. Reste à y apposer le logo des Equipes Populaires ainsi que les coordonnées de l'association pour permettre à ceux qui le souhaiteraient de rejoindre le projet*. »

69. Voir : https://lesmouvementszero.com

Table d'autres

A côté des potagers collectifs, une autre initiative est née au sein de la régionale des Equipes Populaires de Charleroi-Thuin. Elle propose chaque mois, une rencontre qui est l'occasion de questionner l'alimentation aujourd'hui. Ici il ne s'agit pas de produire ses légumes mais de les récolter ensemble chez les maraîchers. Deux types de projets pour des objectifs, en grande partie, identiques.

A Charleroi

La Table d'autres à *Notre Maison*

Récolter les invendus du marché dominical pour les cuisiner et les consommer ensemble autour d'une table conviviale, voilà le projet lancé il y a quelques années par la régionale des Equipes Populaires de Charleroi-Thuin. Depuis, ce projet a fait des émules à Court-St-Etienne et à Bruxelles. Au-delà des aspects de convivialité, d'une plongée dans une autre manière de consommer plus responsable, en luttant contre le gaspillage et la malbouffe.

« Table d'autres » cultive les ferments d'alternatives nouvelles à la consommation en grandes surfaces. Ce projet, dans la ligne du « faire soi-même » permet-il de faire bouger les lignes d'un monde dans lequel le capitalisme contribue à épuiser les ressources, à nous faire avaler n'importe quoi, au propre comme au figuré ? La réflexion est au cœur de la démarche.

Une histoire digitale a été réalisée pour présenter l'activité et ses objectifs. Elle est à découvrir sur le site www.histoires-digitales.be dans la thématique « Questions de consommation ».

A Court-St-Etienne

L'Autre table au *Quatre Quarts*

Claude, Niaz, Frédéric sont rassemblés ce soir-là au Quatre Quarts, la coopérative où se déroule l'activité mensuelle, pour partager ensemble le repas mitonné par Claude, à partir des légumes invendus par leur partenaire maraîcher au marché local hebdomadaire.

Niaz participe au projet depuis plusieurs mois. « *J'ai toujours cherché à m'investir dans des lieux, des projets où ça bouge, où ça revendique. J'ai entendu parler du Quatre Quarts et donc, j'ai poussé la porte* ». Comme d'autres, Niaz estime qu'il ne faut rien attendre des pouvoirs publics au niveau fédéral. La seule façon de faire bouger les choses, c'est de faire comme ici, ou comme le fait le GRACQ en matière de mobilité douce… Il faut construire les choses nous-mêmes d'abord puis, dans un deuxième temps, interpeller le pouvoir local sur lequel on peut avoir davantage d'influence. Un projet peut en inspirer d'autres et peu à peu apporter un réel changement. « *Je pense qu'on doit revoir tout le système. Tout ce qui produit du CO2 - l'agriculture pour une part importante - doit être remis en question. Or, je ne vois pas venir de réponses satisfaisantes du côté politique. Toutes les petites initiatives sont des pierres sur le chemin futur. Il faut créer des alternatives et interpeller.* »

Niaz cite l'exemple du Monty à Genappe. « *A l'origine, la compagnie Tof théâtre a racheté cet ancien cinéma pour y créer un tiers lieu où chacun peut proposer une activité : jeu de société, atelier conserves, cours de permaculture, magasin en vrac… Un lieu d'échanges, lieu social, lieu de mixité où se rencontrent des gens de tous bords. C'est à partir de ce genre de dynamiques qu'on peut faire changer une société. Les politiques de proximité vont forcément embrayer.* » Ainsi à Genappe, le bourgmestre s'est senti un peu titillé par ce que créaient les citoyens et il y a donc investi…

Véronique : « *Table et autre : j'aime ces deux mots. Manger ensemble et en plus avec des personnes qu'on ne connaissait pas auparavant. Se retrouver autour d'une table, ça se perd un peu. Les familles ne se rassemblent plus forcément autour d'une table. Or, ce sont des moments de partage très riches, d'interactions…*

Dans le mot 'Autre', j'entends 'autre que le modèle culturel dominant'. L'aspect collectif dans un modèle très individualiste. Ici, chacun apporte avec ce qu'il est, ce qu'il a, des choses s'improvisent. Madame est allée chercher son dessert… C'est créer une autre culture ; une

culture, c'est aussi un mode de vie. On est dans une certaine sobriété avec des légumes récupérés. On n'a pas fait un repas pantagruélique mais on a mangé des choses simples et saines. C'est une façon de faire un pied de nez à la société de consommation. C'est montrer qu'on peut se sentir bien avec ça. 'Moins de biens, plus de liens…' Et ce côté anti-consommation est un peu subversif car il va à l'encontre du système qui nous invite à consommer toujours plus. »

Une discussion s'ensuit sur le thème de la publicité qui formate notre cerveau et nous invite à adopter des comportements censés nous conduire au bonheur. Or pour les participants présents, le bonheur ce n'est pas ça. Chacun a conscience de faire partie d'un réseau qui partage cette vision. Anti-gaspi, retour au naturel, prises de conscience des dérives de notre société de consommation… Le budget intervient-il dans ces choix ? Tous s'accordent à dire que même si manger des légumes coûte sans doute moins cher que manger de la viande, le temps dont on dispose est parfois un frein dans le choix de tel ou tel type d'aliments.

Claude : « *Quand on travaille tard, on n'a pas forcément l'envie ni le temps de passer du temps à cuisiner. Temps et argent sont des facteurs qui interviennent aussi dans la manière de s'alimenter.* »

Nadine : « *Manger moins de steaks et plus de légumineuses est sans doute moins cher mais cela nécessite de modifier ses habitudes. Or, celles-ci sont parfois très ancrées. On cuisine comme on l'a vu faire… Ça nous relie à notre histoire, à ce qu'on mangeait étant petit.* » Si on souhaite modifier sa manière de se nourrir, il faut aussi prendre le temps de découvrir de nouveaux savoir-faire. Il y a aussi la question du lieu où s'approvisionner.

Après quelques années de fonctionnement, **L'autre Table** dresse le bilan. La dynamique « cuisine » est en perte de vitesse. Préparer le repas ensemble s'avérait assez laborieux, de même qu'aller chercher les invendus du marché… ce que confirme Frédéric, l'animateur des Equipes Populaires du Brabant wallon, initiateur, avec Claude, du projet.

Niaz : « *Je trouve l'idée géniale mais c'est vrai que la charge de travail est assez importante. Il faut démarrer tôt… Et puis, je pense qu'à Court-St-Etienne, on n'est pas dans un milieu où les gens ont besoin de se rencontrer, de se réunir autour d'une soupe… Ce qui est peut-être plus le cas dans des grandes villes comme Liège, Charleroi…* »

Luc participe depuis peu à l'Autre Table. Ce qui l'a amené à pousser la porte : « *Pour un futur désirable, il faut militer et le faire dans la convivialité rend cela plus attractif. Cela participe à un changement porteur de sens. Il faut savoir qu'à consommation égale, élever du bétail nécessite un territoire de 2 à 3 hectares alors que se nourrir de légumes ne nécessite qu'un quart d'hectare.* » En outre, d'après le rapport Meat Eater's Guide[70], la production d'un kilo de viande de bœuf aboutirait au rejet de 55 kilos de CO2. Chaque repas partagé génère des réflexions, un partage d'informations autour de l'alimentation. Lecture commune d'ouvrages autour de ce thème, projection de documentaires, invitation de personnes ressources dans ces matières font partie de ces soirées alliant convivialité, repas sain et savoirs partagés.

Pour en savoir plus : equipespopulaires.be/rubrique Brabant wallon ou page facebook des Equipes Populaires du Brabant wallon.

70. www.ewg.org

Les coins de terre et jardins familiaux

En Wallonie

On ne peut parler potagers sans parler des « Coins de terre », ces parcelles que l'on voit au bord des lignes de chemin de fer le plus souvent ou bordant certaines rues moins bâties de nos villes. Si elles sont le plus souvent louées et cultivées individuellement, elles donnent lieu à des échanges entre jardiniers et à des partages de savoirs et, comme c'est le cas en Brabant wallon, des conférences, bourses d'échanges de plants… sont l'occasion de nourrir les pratiques jardinières.
Ces potagers s'ajoutent à ceux des parcelles à l'arrière des maisons ouvrières des cités-jardins. Et aujourd'hui, à ceux cultivés collectivement par les membres d'associations, d'institutions…
Preuve que cultiver ses légumes n'a jamais été une pratique révolue et qu'au contraire, elle emprunte aujourd'hui des formes nouvelles qui pourraient intéresser aussi les jeunes générations.

Historique

Ces coins de terre sont donc des jardins potagers installés sur des terrains non valorisés de sociétés comme celle des chemins de fer ou encore des terrains communaux. On en trouve dans de nombreuses communes wallonnes mais aussi en Flandre et à Bruxelles. En Belgique, on dénombre aujourd'hui 42.000 membres et 306 sections locales des Coins de terre. Ces coins de terre sont aussi présents dans de nombreux pays. Ainsi, l'Office international du coin de terre compte en Europe plus de 3 millions d'adhérents pour 55.000 hectares de terrain ! Au début du 20e siècle, 17 pays d'Europe ainsi que des villes telles que New York et Detroit ont adopté les jardins ouvriers.

En Belgique, cette initiative a vu le jour au moment de la révolution industrielle qui avait amené un grand nombre de paysans à quitter leur terre pour devenir ouvriers. D'où le nom de jardins ouvriers ou jardins familiaux. C'est « *Joseph Goemaere, imprimeur bruxellois aux idées avant-gardistes, qui acheta un hectare de terrain pour y installer le premier potager familial. Un jardin 'à bon marché', comme on disait à l'époque. Objectif : lutter contre le marasme social ambiant (alcoolisme, chômage, conditions de vie précaires...) et permettre aux familles ouvrières de cultiver leurs propres légumes. Au fil des années, la Ligue du Coin de Terre s'organise »,* expliquait Hugues Dorzée dans le Journal *Le Soir* du 20 juillet 1998.

« *Durant la guerre 14-18, les jardins communautaires furent un remède contre la pénurie alimentaire*. Ce fut aussi le cas pour le Coin de terre. *En 1918, il y a déjà 7 000 hectares de coins de terre répartis dans le pays et destinés à quelque 1 800 familles. La première société d'horticulture et d'agriculture voit le jour à Dolhain en 1906 mais il faudra attendre 1917 pour que le comité de Coin de terre fasse son apparition. À ses débuts déjà, le Coin de terre répartit ses parcelles et chaque membre est soumis à un règlement interne. Les légumes ne peuvent pas être vendus et la convivialité est de mise sur le terrain. »* Ma. D. dans *L'Avenir* du 23 juin 2017.

Cette pratique remonterait même au 17e siècle, lorsqu'un certain Monsieur Vincent demanda de généraliser une coutume bretonne, le clos du pauvre, où l'on mettait à disposition des chefs de famille nécessiteux un lopin de terre, des outils et des graines.

En Wallonie, les Coins de terre sont regroupés en fédération provinciale comme c'est le cas en Brabant wallon. Ces jardins « familiaux » ont pour objet de « *promouvoir et de soutenir toute action ayant pour but la formation horticole des amateurs de jardinage et toutes les activités qui peuvent y être liées* ». « *Protégeons notre planète en utilisant des produits bio pour cultiver nos jardins et en consommant des produits bio pour nous nourrir* », peut-on lire sur le site de la Fédération des Coins de terre du Brabant wallon.
A Bruxelles, dans le parc régional du Scheutbos (6 ha) ouvert au public, 25 parcelles ont été aménagées pour être cultivées.

Voir : www.coinsdeterre.be

En Flandre

Les jardins communautaires

Les jardins communautaires existent depuis le début du 19e siècle sous leur forme classique en Flandre, mais au cours des 20 dernières années, ils ont gagné en popularité[71]. La crise du covid a même engendré des listes d'attente (parfois jusqu'à 10 ans !) dans les lotissements[72] [73] [74].
Pour répondre à ce regain d'intérêt, 2 millions d'euros de subventions ont été débloqués entre 2012 et 2018 pour permettre la création de 166 jardins 'familiaux' (appelés jardins ouvriers en Wallonie). En 2021, le ministre flamand de l'Environnement a débloqué 249.000 euros supplémentaires pour ceux-ci.

Les jardins communautaires, les jardins familiaux, les jardins partagés, sont des jardins qui sont gérés, partagés et cultivés par un groupe de personnes[75]. À l'origine, ces jardins jouaient un rôle important pour les personnes qui voulaient jardiner mais ne disposaient pas d'espace extérieur[76]. Outre la production alimentaire, les jardins communautaires peuvent également remplir diverses autres fonctions. Les motivations pour participer sont multiples. Une étude de Draper & Freedman[77] a trouvé 11 motivations pour participer à un jardin familial. Celles-ci rejoignent les objectifs mis en lumière par les études présentées en première partie de ce document ainsi que lors des rencontres avec les participants des potagers visités.

71. VLM, Eindrapport Evaluatiestudie volkstuinen, Vlaanderen 2020.
72. Coremans S., *Volkstuinen zijn populairder dan ooit : « De kinderen van de buurt groeien hier samen op* », VRT NWS, 9-11, 2021. https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2021/04/02/volkstuinen-zijn-populairder-dan-ooit-de-kinderen-van-de-buurt/
73. VILT, *Tien jaar wachten op een volkstuin*, 2021.VILT Vzw. https://vilt.be/nl/nieuws/tien-jaar-wachten-op-een-volkstuin
74. Wynsberghe V, Iedereen aan de eigen kweek : hier puilen de wachtlijsten voor volkstuintjes uit, Nieuwsblad, 2021. https://www.nieuwsblad.be/cnt/dmf20210304_91890755
75. Draper C. & Freedman D, *Review and analysis of the benefits, purposes, and motivations associated with community gardening in the United States*. Journal of Community Practice, 18(4), 458-492, 2010. https://doi.org/10.1080/10705422.2010.519682
76. VLM, 2020 op. cit.
77. Draper C. & Freedman D, op. cit.

Ces motivations sont les suivantes :

1) avantages pour la santé,

2) sécurité et disponibilité alimentaires,

3) développement économique,

4) utilisation et préservation des espaces ouverts,

5) prévention de la criminalité,

6) amélioration du voisinage,

7) relaxation et loisirs de plein air,

8) expression culturelle (par exemple, les jardins latinos à New York),

9) interaction sociale,

10) renforcement, mobilisation et autonomisation de la communauté, et

11) éducation, développement et emploi (des jeunes).

Compte tenu de la multitude de fonctions que peuvent remplir les jardins familiaux et les réalités locales, géographiques et socio-économiques dans lesquelles ils s'inscrivent, il n'existe pas de type unique de jardins familiaux et la diversité des initiatives en la matière ne fait que croître.

La demande de lotissements

On constate une forte croissance du nombre de jardins familiaux en Flandre. En 2007, on comptait 114 jardins familiaux ; en 2019, ils sont 376. Mais malgré cette croissance, le soutien politique et juridique reste faible et les jardins familiaux ne figurent pas parmi les priorités.

Cinq grandes tendances se dégagent actuellement dans le monde des jardins familiaux flamands:

1) Les personnes qui possèdent une parcelle dans les jardins familiaux veulent de plus en plus des aliments sains, durables et produits localement ;

2) La gestion écologique des jardins familiaux gagne en popularité ;

3) L'inclusion sociale de groupes cibles spécifiques devient plus importante ;

4) Le concept de jardin familial devient plus flexible (de nouvelles formes et une plus grande diversité apparaissent) ;

5) Davantage de partenariats et d'organisations collaborent à des projets de jardins familiaux[78].

Une évaluation théorique des besoins basée sur la densité de population, la présence de jardins familiaux existants et les listes d'attente actuelles ont montré que la Flandre avait besoin de 419 ha de jardins familiaux en 2019, ce qui contraste avec la superficie réelle de 153 ha (seulement 1/3 de la superficie souhaitée). Cette évaluation théorique des besoins n'est basée que sur la densité de population, et d'autres besoins tel que l'aspect social n'ont

78. VLM, 2020 op. cit.

pas été inclus. Étant donné que plus de 60% des jardins familiaux en Flandre sont situés dans des zones où la densité de population n'est pas corrélée au nombre de jardins présents sur cette zone, d'autres raisons expliquent cette présence. Cela tend à prouver que les besoins sont sans doute sous-estimés.

Les jardins publics en général

Les jardins familiaux en Flandre sont diversifiés dans leur structure et leur localisation. Leur superficie varie entre 21 m² et… 5,4 ha. Ils sont répartis sur l'ensemble de la Flandre et ne sont pas uniquement à la périphérie des grandes villes. Seuls 57% des jardins familiaux interrogés se décrivent comme des jardins familiaux classiques. En Flandre, les objectifs d'un jardin familial sont selon l'enquête VLM principalement d'ordre social et de production alimentaire[79].

Les organisations locales et les communes sont les principaux initiateurs de ces espaces (57%), suivis par un groupe de citoyens (22%) et une combinaison de partenariats (21%), par exemple entre le gouvernement, les citoyens et les services locaux de Velt et Tuinhier[80]. La gestion quotidienne incombe principalement à des groupes de jardiniers (57%), à Velt et Tuinhier (18%), à d'autres organisations sans but lucratif (24%), à la commune (17%) ou aux propriétaires fonciers (8%). Les terres appartiennent principalement à la commune (54%), au CPAS (18%), à des personnes privées (15%), à l'administration de l'église (2%) et à d'autres (25%), principalement des organisations à but non lucratif, des écoles et des institutions gouvernementales supérieures.

La majorité des jardins familiaux (77%) proposent un accompagnement tel que des conseils techniques et des sessions de formation (des asbl Velt ou Tuinhier) pour les jardiniers, ou des conseils organisationnels pour les administrateurs. Les trois quarts des jardins familiaux demandent une cotisation annuelle (en moyenne 36€ par an), mais dans les jardins subventionnés la cotisation peut être plus faible (ou inexistante) ; 80% des jardins disposent d'un règlement et 70% des jardins d'un règlement de jardinage écologique.

Dynamique sociale

La moitié des jardins familiaux interrogés ont commencé avec un groupe cible spécifique (49%). Les principaux groupes cibles qui ont suivi l'enquête sont : les groupes socialement vulnérables (50%), les personnes nécessitant des soins (25%), les jeunes (24%), les personnes âgées (28%) et d'autres publics cibles (40%), principalement les résidents locaux[81].

Le profil des jardinier.ère.s touché.e.s est varié. La majorité d'entre elles.eux ont plus de 60 ans (42%). Viennent ensuite les quadragénaires et les quinquagénaires (34%). Les jardinier.ère.s âgé.e.s entre 20 et 30 ans représentent 16% tandis que les plus jeunes jardiniers ne représentent que 7%. Néanmoins, on constate un fort rajeunissement par rapport à 2007. La mixité sociale est présente dans 95% des jardins familiaux. Bien que les jardins familiaux

79. Idem.
80. Les Organisations pour les jardins communautaires en Flandre sont :Limburg.net - www.limburg.net, Velt - www.velt.be , Tuinhier - www.tuinhier.be
81. VLM, 2020 op. cit.

soient souvent accessibles au public, c'est à la cohésion interne que s'attachent les participants et non à la participation du voisinage. Atteindre les groupes cibles dépend également de la distance qui sépare le jardin de la maison. Après tout, jardiniers et jardinières vivent en moyenne dans un rayon de 3 km de leur lotissement.

Aspect écologique

Une grande partie des jardins interrogés (63%) ont indiqué qu'ils prêtent attention aux questions durables telles que la santé et le bien-être, la fertilité du sol, les techniques de culture, le compostage en proposant par exemple des cours, des ateliers, des conférenciers et d'autres activités. Il est important de souligner que 96% des jardins tentent activement d'améliorer la qualité de l'environnement en appliquant diverses techniques : compostage (86%), aménagement paysager (82%), récupération des eaux de pluie (81%), éviter le pavage (60%), prévenir le compactage du sol (18%), panneaux d'information (29%)[82]. Il existe donc un fort intérêt pour la durabilité et l'écologie dans les jardins familiaux.

Malgré l'intérêt que cela suscite, l'état écologique des jardins familiaux flamands n'est pas optimal. C'est ce que révèle une étude de Berx et al., publiée en 2019 sur l'état de la fertilité des sols dans les jardins familiaux flamands[83]. Dans la majorité des jardins échantillonnés, les niveaux de nutriments étaient élevés à très élevés. Pour les jardiniers, c'est la productivité du sol qui importe. Aucun cadre n'existe pour décontaminer les sols et les jardiniers, la plupart du temps, ont peu d'informations concernant des analyses à effectuer pour vérifier l'état du sol sur lequel cultiver. Les besoins des jardins « familiaux » d'aujourd'hui se limitent souvent à deux choses : l'encadrement et la formation de leurs membres et les ressources financières pour étendre ou renouveler les équipements[84].

82. Idem.
83. Berx C., Reynaert S., Elsen A., De Smet A., & Meysmans G. (2019), *Aanpak bodemverontreiniging in Vlaamse volks- en samentuinen*, Onderzoek in opdracht van OVAM, In R. van der Lecq & E. Vanempten (Eds.), Verruimen. Bijdragen aan de Plandag, 2016 (p. 55). OVAM.
84. VLM, 2020 op. cit.

PARTIE III

Recommandations

Les jardins communautaires ou familiaux sont souvent créés à l'initiative de citoyens, de collectifs de citoyens ou d'associations. Parfois, ils parviennent à convaincre leur commune de l'intérêt du projet, mais cela s'accompagne alors d'un imbroglio administratif/juridique et financier[85].

La question est donc la suivante : peut-on faire mieux ? La réponse n'est pas simple. Un excès de réglementation et d'encadrement ne risquerait-il pas de nuire à la valeur d'une approche locale ? Nous voyons néanmoins quelques opportunités pour une meilleure implication des pouvoirs locaux et régionaux dans ces projets. Avoir un cadre régional clair dans lequel les différents aspects des jardins partagés et familiaux pourraient être soutenus représenterait certains avantages.

- Trop souvent, les décideurs politiques considèrent ces projets soit sous l'angle de la production alimentaire, soit sous celui de l'intégration sociale. Or, les exemples rencontrés témoignent des nombreux objectifs rencontrés par ce type de projets : des impacts positifs sur la santé, la prévention des déchets, la qualité et la sécurité alimentaire, l'éducation à travers une attention portée à l'aspect pédagogique et de partage des savoirs.
- Si on ne peut que se réjouir de la multiplication de ces initiatives, les voir fleurir dans des zones où elles sont encore peu répandues représenterait une avancée. Par exemple, le PADES[86] en France a noté que la comparaison de la carte de la prévalence de l'obésité et de la carte de l'implantation des jardins collectifs montre que les jardins collectifs sont très absents là où ils sont le plus nécessaires. En outre, **les jardins existants jouent leur rôle de promotion de la santé et d'une alimentation saine auprès des agriculteurs.**

Le gouvernement régional doit donc assumer un rôle de guide :

- Cartographier les jardins partagés en Wallonie et à Bruxelles et rendre ainsi visibles les zones dont ils sont absents ;
- Cartographier des flux de subventions possibles (cf. infra) ;
- Impliquer les jardins communautaires et d'autres formes de jardins partagés dans les champs politiques pertinents (par exemple en permettant aux jardins communautaires d'y jouer un rôle, ou en compilant les informations pertinentes et en les mettant clairement à la disposition des initiateurs de jardins communautaires).

85. Nous ne disposons pas de chiffres sur la division initiative privée/publique dans ce domaine. En Flandre, 22% des sous-jardins ont été créés à l'initiative de la population et 21% sont le fruit d'une collaboration entre des particuliers et des organismes publics.
86. Programme autoproduction et développement social.

Le gouvernement local devrait mettre davantage l'accent sur son rôle de soutien. Dans les projets que nous avons visités, le CPAS avait souvent un rôle d'initiateur ou du moins de guide. Le rôle du CPAS (et de la commune) dans ce domaine pourrait être développé davantage, afin que les communes puissent également apporter leur soutien dans le cadre des domaines politiques mentionnés. Chaque gouvernement local pourrait créer un point de contact pour les jardins communautaires. Cela permettrait d'augmenter l'offre et la demande et de mieux les adapter l'une à l'autre.

Un jardin familial et un jardin partagé : plus que des politiques liées à l'inclusion sociale

Nous avons recommandé ci-dessus de lier la politique des jardins partagés à différents domaines de gestion politique. Il existe des opportunités utiles dans les domaines suivants :

Potagers et santé publique

Bien que la santé soit rarement l'une des motivations premières de tels projets, plusieurs études ont montré l'importance de ces potagers en matière de santé publique. Aux Etats-Unis, les médecins prescrivent parfois le jardinage comme traitement. Nos discussions avec les participants ont confirmé que cette pratique avait effectivement des effets positifs sur leur santé physique et mentale.

Les compagnies d'assurance maladie remboursent régulièrement les frais des diététiciens, des physiothérapeutes et des psychologues. Malgré ces remboursements, la facture finale pour le consommateur reste régulièrement (trop) élevée. Un débat sur le remboursement des frais de participation aux jardins communautaires reconnus est nécessaire. Cela rejoint l'idée d'une sécurité sociale de l'alimentation.

Jardins et sécurité alimentaire

Qualité du sol

Nous aimerions tous avoir des aliments biologiques dans notre panier de courses. Mais les recherches menées par l'AB-REOC ont montré que nous sommes parfois moins méticuleux à la maison. L'impact des pesticides et autres herbicides n'est pas encore suffisamment connu des consommateurs.

- Bien que l'utilisation des pesticides par les particuliers en Wallonie soit de plus en plus réglementée depuis 2014 (et même totalement interdite dans les espaces publics), 21,6% de l'ensemble des ménages wallons admettent qu'ils utilisent effectivement des pesticides dans leur potager ou leur lotissement[87]. Selon une étude réalisée dans le cadre du PRP III (Programme de réduction des pesticides), le pourcentage est encore plus élevé et 34% des ménages wallons utilisent encore des produits phytopharmaceutiques[88].
- 81,87% des maraîchers belges n'ont jamais pris de mesures pour connaître la santé de leur sol (sans même demander aux voisins ou aux autres utilisateurs)[89].

87. Chiffres de l'étude interne de l'AB-REOC. L'étude complète est disponible sur demande.
88. https://www.pwrp.be/_files/ugd/f9bdf1_57ad9646f4494638b1b40aad4fca4c07.pdf
89. Chiffres de l'étude interne de l'AB-REOC. L'étude complète est disponible sur demande.

Les jardins partagés peuvent être des «antennes» importantes. En Flandre, nous avons récemment appris le scandale des PFOS (dans lequel un producteur de post-it a laissé derrière lui des déchets chimiques qui ont été répandus sur une zone relativement importante à Anvers). Mais des problèmes similaires sont également possibles en Wallonie : par exemple, des concentrations élevées de métaux lourds ont été constatées dans les vallées de la Meuse et de la Vesdre[90] .

La commune peut faire contrôler régulièrement la qualité du sol de ces parcelles. Le jardin communautaire peut donc être un point de contrôle important de la santé générale de la qualité du sol dans la région.

Sensibilisation et connaissances

La commune peut toujours fournir des informations appropriées aux organisateurs des jardins communautaires.

Encourager les gestionnaires de jardins familiaux à entretenir le jardin d'une manière respectueuse de l'environnement, écologique et saine. Ainsi, en Flandre, l'asbl Tuinhier attribue des labels de qualité écologique aux jardins familiaux[91].

Assurer la formation des participants aux jardins communautaires et la formation des gestionnaires à la production agricole écologique[92] en misant sur les savoirs de chacun.e. Favoriser la biodiversité dans le jardin en cultivant un large éventail de plantes et de fleurs.

Créer des brochures et des dépliants contenant des conseils pour un jardinage sain, comme le guide pratique pour un jardinage sain de Velt[93].

Jardins et politique des déchets

Il peut être utile de profiter de l'obligation de recyclage des déchets alimentaires (directive européenne entrée en vigueur le 31 décembre 2021). En effet, certains ménages seront confrontés à cette obligation, qui semble difficilement applicable lorsque l'on vit dans un petit appartement et que la collecte n'est qu'hebdomadaire, même si les zones de compost dans les quartiers peuvent aider. Evidemment, vu que la récolte de compost devra suivre certaines règles, ici aussi un bon encadrement peut être nécessaire.

90. cf. SPAQUE, 2014, voir entre autres la brochure « Mon sol, mon potager et moi », Environnement-Santé Wallonie.

91. Avec le label de qualité «Jardin écologique», Tuinhier souhaite stimuler et optimiser la gestion respectueuse de la nature des jardins familiaux, des jardins et des espaces verts urbains, en intégrant au maximum la biodiversité.
Concrètement, cela signifie qu'une association de jardinage qui gère un parc de jardins familiaux ou un jardin communautaire peut s'inscrire pour recevoir des conseils et des orientations de Tuinhier, des informations sur le label de jardinage écologique.

92. Comme par exemple en Flandre par Velt | Samen eco-actief

93. https://www.gezonduiteigengrond.be/sites/default/files/atoms/files/Praktijkgids%20Gezond%20uit%20eigen%20grond_0.pdf

Recherche de ressources

Un terrain

Nous recommandons aux autorités régionales et locales d'établir un registre des terres en jachère présentes sur leur territoire. Il ne faut pas non plus négliger ici le potentiel sans précédent des toits et des cours des bâtiments publics.

Toutefois, les ministères qui ont en charge ces compétences doivent prendre un engagement à long terme à cet égard. La plupart du temps, les jardins collectifs et les jardins collaboratifs ne sont pas la propriété de l'association qui les organise. Cela les place dans un flou juridique et rend incertaine la pérennisation de ces projets.

Et des ressources financières

Une analyse du paysage des jardins collectifs en Flandre a montré que les projets demandaient principalement des subventions pour pouvoir ajouter des aspects tels que l'intégration sociale et la «durabilité» à leurs objectifs de base. Il est également apparu que la plupart des subventions ont été demandées par des structures à but non lucratif (asbl). Celles-ci ont une expérience lorsqu'il s'agit de répondre à des appels à projets. Par contre, les groupes de citoyens éprouvent davantage de difficulté lorsqu'il s'agit de répondre à des appels à projets. En Flandre, des initiatives ont vu le jour pour pallier ces difficultés. En Wallonie, des associations telles que Le début des Haricots (voir plus haut) aident également les lanceurs de projets et souhaitent encourager l'indépendance et l'autogestion du groupe. Mais l'exemple de l'association « VELT » en Flandre est un exemple à suivre puisqu'elle permet aux associations de fait, de devenir un « groupe de travail » de leurs organisations. Et via ce statut, elles peuvent demander des subventions sans devoir se transformer en asbl. Grâce à cette structure, la question de l'assurance est également réglée[94]. Nous recommandons donc la création d'une telle structure en Wallonie, qui pourrait faciliter la survie de nombreuses initiatives locales.

Enfin, les objectifs des jardins étant très divers, les sources de subventions possibles sont également très diverses. Il serait donc utile que les autorités régionales mettent à disposition une liste de celles-ci, facilement consultable.

Trouver des partenariats

Les partenariats sont utiles en ce sens qu'ils permettraient une complémentarité entre les domaines politiques qui sous-tendent les différents objectifs poursuivis par ces projets, mais aussi parce qu'ils permettraient d'assurer un équilibre financier des ressources et une meilleure utilisation des potagers. Chacun serait gagnant. Pourquoi ne pas impliquer également les écoles, et même les établissements de soins de manière plus régulière ? Certains projets portés par des associations ont déjà fait cette démarche. C'est le cas de l'initiative Henri Champ dans un village hennuyer ou de l'asbl « Nos oignons » qui propose le jardinage pour un public inscrit dans le cadre de la santé mentale. Les contacts avec les écoles d'agriculture et d'horticulture, par exemple, pourraient également apporter une valeur ajoutée.

Il nous semble également essentiel de veiller à ce que les « utilisateurs institutionnalisés » n'aliènent pas les autres utilisateurs. Un coordinateur ou un référent solide reste à nos yeux la clé de la réussite d'un jardin communautaire.

94. www.velt.nu

Conclusions

En quoi ces initiatives participent-elles à un changement plus important ?

Au fil des décennies, avec l'avènement de la révolution industrielle, des savoir-faire se sont glissés dans les manufactures. Les machines se sont mises à labourer, planter, cultiver, récolter, supplantant ainsi ce qui, pendant des siècles, remplissait les journées de femmes et d'hommes. Longtemps désappropriés de ces gestes hérités d'une expérience ancestrale, nous avons confié, un peu malgré nous et qui sait, trop heureux de nous en débarrasser, la réalisation de bien des pans de notre vie quotidienne.

Or, depuis quelques années, ces savoir-faire regagnent du galon à travers les gestes de ceux qui, de plus en plus nombreux, souhaitent « mettre la main à la pâte ». Individuellement ou collectivement.

Si on constate néanmoins que les personnes engagées dans des potagers collectifs modifient au fil du temps leurs choix de consommation, pour la plupart d'entre nous, il n'est pas toujours simple de maintenir une cohérence totale au niveau de ses choix et comportements en matière de consommation. Or, ne faudrait-il pas aller jusque-là pour influer réellement sur les modes de production agricole et alimentaire actuels[95]. Si tel est le cas, on ne peut néanmoins nier que la multiplication de ces initiatives est encourageante et doit être encouragée. On constate aussi que le nombre de jeunes adultes qui rêvent de se lancer dans le métier du maraîchage et de l'agriculture est en augmentation. Certains ont sauté le pas, comme Augustin Nourissier de Skyfarms[96] et les jeunes maraîchères interviewées dans le documentaire « Elles racontent leur agroécologie » réalisé en partenariat avec le Monde selon les femmes[97].

La crise sanitaire a également suscité de nouvelles vocations. Mais il est dommageable que les terres agricoles soient de plus en plus souvent vendues à des promoteurs, le métier de l'agriculture et de l'élevage se transmettant de moins en moins de génération en génération. Et le coût des terres agricoles étant difficilement accessibles pour les jeunes agriculteurs. Des associations telles que 'Terre en vue' tentent d'apporter une réponse à cette réalité mais, on ne peut que déplorer que, contrairement à la France, la Belgique n'opte pas pour une politique volontariste de soutien aux jeunes qui souhaitent se lancer dans ces métiers.

95. Le Réseau de Collectifs en Recherche de Résilience propose un guide pour la création et la gestion des jardins collectifs. www.asblrcr.be
96. www.skyfarms.be
97. Elles racontent leur agroécologie en Wallonie : https://youtu.be/WbQnJHS1UdU

Espérons que la nouvelle PAC dont la dernière version a été adoptée par le Conseil de l'Europe en juin 2021 et discutée par les Etats en décembre, sera d'application à partir du 1er janvier 2023. Malheureusement, l'impact de la guerre en Ukraine sur le marché des céréales et donc du marché de l'agroalimentaire sur notre politique agricole commune risque bien de freiner le processus… durant longtemps peut-être... La nouvelle PAC qui se veut plus verte est déjà mise à mal par le report d'une partie des mises en jachère programmées et que la diminution des intrants ne sera pas aussi large qu'annoncée en raison d'un manque à gagner au niveau de la production alimentaire. Les lobbies de l'agroalimentaire ont fait leur travail et ont été entendus une fois de plus… Les Etats membres étaient censés disposer d'une plus grande souplesse pour intégrer des pratiques plus écologiques dans leur agriculture mais le délai pour cette transition sera reporté alors que des experts expliquent que ce report n'est pas nécessaire[98]. La nouvelle PAC assurait viser une meilleure répartition de l'aide au revenu afin de mieux soutenir les petites et moyennes exploitations, espérons que ce sera le cas. Actuellement, 20% des agriculteurs reçoivent 80% des aides directes au revenu. Les prises de conscience gagnent du terrain mais dans le même temps, l'actualité récente oblige à revoir le positionnement des Etats.

Toutes ces questions font l'objet de discussions dans les groupes se rassemblant dans les potagers collectifs. La crainte de connaître une pénurie alimentaire peut susciter la création de nouveaux projets de potagers collectifs ; comme le suggérait Christof Carlier, initiateur du Jardin de Zoé à Charleroi. Les « Coins de terre » ont vu le jour pour répondre à des besoins surgis de la crise de vingt-neuf et de l'exode des agriculteurs vers les villes pour s'engager comme ouvriers.

Le tour d'horizon des pratiques qui sont à l'œuvre aujourd'hui en matière d'alimentation « citoyenne » montre que l'engouement est bien là et qu'il est une réponse positive aux questions que se posent bon nombre de citoyens. Peut-être encore davantage aujourd'hui où la mise en évidence de nos dépendances alimentaires ajoute aux objectifs que sous-tendent les projets de potagers collectifs. Budget, santé, dépendance, qualité des aliments, mode d'approvisionnement et impacts environnementaux font partie des questionnements autour de l'assiette. Comment nourrir la planète est une question plus que jamais à l'ordre du jour. S'assurer une certaine autonomie de subsistance est un enjeu crucial et disposer d'un petit espace cultivable est un bien précieux ; de plus en plus de citoyens en ont pris conscience avec la pandémie et aujourd'hui avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Pistes pour fédérer

Les potagers collectifs font régulièrement l'objet d'une réflexion approfondie qui permet de fertiliser peu à peu le riche terreau de ces initiatives citoyennes ou associatives. Cela fait émerger des balises nouvelles qui plantent leurs racines dans le concret. Pourquoi tel projet fonctionne et pourquoi tel autre peine à vivre ? Et surtout, comment une dynamique s'étend-elle, intégrant au passage de plus en plus de groupes divers, ralliant des publics de plus en plus diversifiés ?

98. Luc Van Driessche, « La guerre en Ukraine rebat les cartes de l'Europe agricole », dans l'Echo, 22 mars 2022.

Il est essentiel, avant de démarrer un potager collectif, de tenter de répondre aux questions suivantes :

- Que représente le potager pour la dynamique sociale d'un quartier ?
- Est-il un lieu de rencontres pour les personnes partageant les mêmes centres d'intérêt ou un endroit où les voisins se retrouvent ?
- Est-il les deux ?

La mixité des publics est essentielle, nous l'avons vu. Un potager permet la rencontre de publics très différents. C'est par exemple le cas du projet soutenu par le CPAS de Charleroi. Mais, cet objectif ne va pas de soi. Pourquoi ? Cela doit être questionné. Il faut veiller à ce que chacun puisse participer à la prise de décision - réel enjeu d'apprentissage de la démocratie interne -, se sentant partie prenante. Et puis, se demander ensemble comment ces réponses locales participent-elles au renversement d'un mouvement global dévastateur ? Mais aussi, comment connecter les communautés porteuses de solidarité pour contribuer à changer le système actuel ?

En novembre 2020, nous nous étions demandé : « Faire soi-même est-il un acte politique ? ». Christian Boucq, administrateur à Etopia et membre du Conseil Supérieur de l'éducation permanente, et Sébastien Kennes, de l'asbl Rencontre des continents - une association qui définit l'éducation populaire comme étant au croisement des questions sociales et environnementales - étaient invités à éclairer notre réflexion lors d'un webinaire. Un numéro de notre revue Contrastes reprenait l'essentiel de ces discussions[99]. Des éléments éclairants étaient ressortis de ces échanges permettant d'envisager quelles seraient les conditions pour que cette démarche se situe réellement dans le champ de l'éducation permanente, de la transformation sociale et donc du politique.

99. Faire soi-même est-il un acte politique ?, Contrastes, janvier-février 2021.

Avec Marc Maesschalck[100], philosophe, Christian Boucq a construit une grille d'analyse qui met en lumière le moment du basculement. Celui qui, d'un 'entre-soi' rassurant conduit le projet vers le champ politique. Il nous paraît important de garder à l'esprit cette analyse dans l'élaboration collective des projets de potagers.

De l'entre-soi vers le faire savoir et… le faire pouvoir

Si cultiver son jardin, seul ou en groupe, apporte, nous l'avons dit, des bénéfices évidents en matière de santé, de convivialité, d'échanges de savoirs et d'expériences, d'acquisition de nouvelles compétences et connaissances, cette activité semble souvent se réaliser en vase clos. On plante, récolte ensemble, on partage ses connaissances, héritées d'un aïeul d'ici ou d'ailleurs ; on s'ouvre à la lune, aux bienfaits de certaines plantes aromatiques, aux techniques respectueuses de la terre, aux cultures associées. Certes, les effets sont positifs, multiples ; ils touchent à l'interculturel parfois, au respect de l'environnement, à la remise en cause d'un système qui sera forcément questionné.

Il est donc utile, dans un premier temps, de se demander quels acquis individuels découlent du projet. Jardiner, cuisiner requièrent l'apprentissage de nouveaux savoir-faire. Faire en commun implique également de s'organiser collectivement. Se répartir les tâches, les rôles, décider ensemble des manières de faire, négocier, s'accorder, partager connaissances et expériences, prendre des décisions collectivement… Il faudra pour chacun, trouver sa place. Toutes ces actions nécessaires à la bonne marche du projet permettent à chacun de réactiver la confiance en soi et d'ajouter de nouvelles compétences à sa pratique. Il est question de SAVOIR FAIRE, de développer une expression, de produire une émancipation à partir de l'expérimentation. Tous ces aspects traversent les activités menées dans le secteur de l'éducation permanente. Elles amènent une conscientisation et peu à peu une cohésion au sein d'un groupe. Il s'agit de découvrir ensemble, d'exprimer, d'analyser. C'est ce que Christian Boucq et Marc Maesschalck nomment le POUVOIR FAIRE.

Mais '*peut-on dire qu'on se situe ainsi sur le champ politique ? Et si pas, pourquoi'*, questionnent-ils.

Non, il faut sortir de l'entre-soi pour aller vers l'ENTRE NOUS, suggèrent-ils. Sortir de sa zone de confort…

Si le pouvoir d'agir est présent, pour s'inscrire réellement dans un champ politique, il implique d'aller vers l'extérieur, en développant des capacités nouvelles d'action collective. Investir l'espace public nécessite un levier supplémentaire. Les deux chercheurs parlent alors de POUVOIR FAIRE en développant des modes d'organisation participative, des capacités d'ACTION COLLECTIVE. C'est là que se dessine le FAIRE SAVOIR qui va entraîner le groupe dans une navigation entre CONFLIT et COOPERATION. En dévoilant le projet et les objectifs qui le sous-tendent, le groupe s'ouvre tout à la fois à la critique mais aussi à la coopération.

100. Idem.

Rencontrer d'autres groupes, associations… avec lesquels construire des alliances, des auteurs, des conférenciers sera utile pour affiner les positionnements, voire les revendications du groupe et construire un savoir propre à celui-ci. Il pourrait être mis en forme dans un tutoriel à partager. De nouvelles alliances seront elles aussi des pistes de lancement pour aller plus loin, pour endosser une véritable responsabilité dans l'espace public.

Par exemple, lorsque quelques militants décident, à partir d'une réflexion sur l'alimentation et l'agriculture, de lancer un projet qui consistera à lutter, entre autres, contre le gaspillage alimentaire en récoltant des invendus du marché pour préparer un repas mensuel convivial, il leur faudra trouver un lieu. Cette recherche va les amener à aller vers des gérants de cuisines collectives, à négocier avec ceux-ci. A quitter l'Entre-soi pour s'ouvrir au NOUS et co-élaborer un projet plus vaste.

« *L'action collective doit être un aller-retour permanent entre FAIRE SAVOIR et FAIRE POUVOIR* », préconisent Christian Boucq et Marc Maesschalck.

Une autre dimension essentielle : celle de l'émergence dans la réflexion du TIERS ABSENT (celui qui est absent de l'action et de la discussion). Par exemple, le paysan africain. Il doit être inclus dans l'analyse et dans ce qui met le groupe en mouvement pour mener des actions en appelant à la justice sociale. Comment penser consommation, alimentation, sans se soucier de ceux qui n'y ont pas réellement accès, qu'ils vivent ici ou dans les pays du sud ? Comment ne pas inviter dans les discussions, les partages d'expériences, les analyses, les personnes dont les faibles revenus ne permettent pas toujours de se nourrir avec des produits de qualité mais aussi les paysans, les pêcheurs du sud qui subissent de plein fouet, dans leur quotidien, les effets dévastateurs des industries agroalimentaires et du dumping ?

C'est à partir de tous ces éléments qu'une action collective permet d'aller vers une action transformatrice sous-tendue par des capacités d'action nouvelles ; lesquelles impliquent de se placer d'une manière critique dans l'espace public, en marquant clairement les valeurs portant l'action.

Celles-ci seront régulièrement réinterrogées et réexprimées lorsqu'il faudra en débattre, par exemple avec les autorités publiques, les riverains, d'autres collectifs avec qui créer peut-être de nouvelles alliances.

Résistance, expérimentation, vision transformatrice sont les maîtres mots pour transformer les choses dans un rapport de force avec l'idéologie dominante. Il s'agit d'articuler les résistances[101]**.**

« *Dans le 'Faire soi-même', on retrouve les trois,* souligne Sébastien Kennes qui intervenait dans cette journée d'études*. Faire soi-même en dehors du système dominant, c'est un acte de lutte, de résistance, d'autant que l'on est souvent dans une démarche collective… On a souvent besoin des autres pour savoir comment faire. C'est aussi parce qu'on veut faire autrement que simplement aller acheter des nouvelles choses. Une deuxième articulation importante, poursuit-il, est l'interaction entre trois piliers : l'éducation populaire, le réseautage*

101. Cf. Patrick Viveret, essayiste altermondialiste français.

(pour arrêter de penser en 'silo') et la vision systémique qui utilise le terreau riche de nos réseaux associatifs et militants pour essayer de comprendre la vision des autres et reconnaître la complémentarité. »

Il est essentiel de respecter les différents niveaux qui s'offrent à chacun.e de s'engager là où il.elle le peut. Le potager collectif de Baudour s'inscrit dans cette démarche.

« *On ne peut pas demander à des gens très impliqués dans un potager collectif de transformer la PAC à eux seuls. On sait aussi qu'être dans le collectif, cela épuise. On ne peut demander aux gens d'être tout le temps dans le collectif sans, en même temps, prendre soin de soi.* »

Pour articuler les deux dimensions, Sébastien Kennes relève qu'il faut pouvoir travailler parfois avec les pouvoirs publics, parfois contre eux et parfois sans eux. Beaucoup d'initiatives démarrent dans le « sans »… « *On crée une coopérative, on commence un jardin potager sans demander l'autorisation. A un moment donné, on est bien obligé de travailler avec les pouvoirs publics parce que, par exemple, la commune dit :* Vous n'avez pas le droit d'utiliser le terrain sur lequel vous êtes parce qu'on va y construire un parking ou un supermarché. *»* La communauté impactée va devoir agir contre la commune, par exemple en créant des alliances possibles, souhaitables, nécessaires. Il faut des facilitateurs qui créent des espaces pour construire ces ponts.

Emeline de Bouver[102] parle de quatre types de transformations :

- La transformation intérieure et culturelle qui répond à la question « De quel humain la transition a-t-elle besoin ? » Quelle vision avons-nous de nous-mêmes, et quels équilibres faisons-nous entre des dimensions qui peuvent apparaitre comme antagonistes ? C'est par exemple l'autonomie et la liberté face aux limites et contraintes ;
- La transformation relationnelle. Quelles sont les interactions qui favorisent la transition ? Quels sont les réseaux et solidarités à créer ou à réinventer ? Et pour qui est cette transition ?
- La transformation de nos modes de vie. Cela pose la question des pratiques concrètes et des modes de vie à développer. Mais aussi, par exemple, celle des technologies dont nous avons besoin pour y arriver. Cela signifie qu'il faut modifier sa façon de vivre, avec des habitudes à perdre et d'autres à apprendre. En d'autres termes, on pourrait résumer en disant « comment vivre différemment » ?
- La transformation structurelle, car on ne peut pas se contenter de changements individuels ou de « petites cellules ». Il faut pouvoir sortir du système actuel. Cela demande de définir des étapes, des objectifs politiques, des revendications…

Tout cela pose aussi la question de la redéfinition de la démocratie et des institutions qui connaissent une forme d'essoufflement.
Cette vision stratégique - avec la complémentarité des quatre modes de transformations - semble claire, mais laisse ouverte la question du passage de la théorie à la réalité sociale et sociétale… En d'autres termes, comment cette démarche peut-elle se traduire et être appropriée sur le terrain ?

102. Emeline De Bouver d'Ecotopie, un laboratoire d'écopédagogie, est docteure en Sciences politiques et chercheuse sur le renouvellement des militances.

Le premier outil est l'éducation populaire partout et pour tout le monde : penser au départ du point de vue des autres, à partir de la situation des gens, pour pouvoir construire ensemble et éventuellement résister et combattre.

Le deuxième outil est l'approche par la notion de territoire. Comment va-t-on enraciner les grands constats globaux que l'on fait sur l'état du monde dans nos milieux de vie, nos quartiers, nos campagnes… La question du territoire affecte la manière dont on voit son espace de vie diminuer, dont on est affecté par les pollutions… C'est différent à la ville ou à la campagne. Cela nous oblige à penser à la fois comment vivre dans nos espaces à une époque où se déplacer loin est un privilège. « *Comment allons-nous à la fois vivre et lutter au sens large* », interrogeait Sébastien Kennes citant la bataille emblématique de territoire de « Notre-Dame-des-Landes » en France ; un combat contre la construction d'un aéroport dans la campagne.

Les recommandations (voir chapitre précédent) que nous souhaitons amener aux représentants politiques compétents en ces matières sont une porte d'entrée qui, nous l'espérons, pourra amener une réponse utile à nos questions de départ.

Loin d'être exhaustif, le présent document tente d'éclairer la réflexion, de nourrir l'action en abordant à la fois la question des enjeux sociétaux, les expériences de terrain susceptibles de répondre à ceux-ci, ainsi que les éléments auxquels être attentifs dans l'élaboration, le suivi des projets dans une perspective de changement plus large. Des pistes existent, issues à la fois des expériences de terrain proches ou lointaines et des analyses menées par les associations qui portent ces projets de potagers collectifs ou dont le travail consiste à soutenir ce type d'initiatives. Toutes convergent vers un même constat : se nourrir est au centre de nombreux enjeux. Ceux-ci passent par la santé, l'économie, la justice sociale, la psychologie, la culture, l'avenir… Nous nous sommes, au cours des dernières décennies, déresponsabilisés de ce besoin pourtant essentiel, fermant trop souvent les yeux sur ce qui garnissait nos assiettes et enrichissait des géants industriels nous gavant allègrement de sucres, de graisses et de substances nocives cachées. Cela au détriment de petits producteurs. Il en allait pourtant de la survie même de ceux-ci et de la survie de la planète. Aujourd'hui, de plus en plus de citoyens ont pris conscience qu'il est grand temps de revisiter ensemble ce système pour y apporter des changements salutaires. Les potagers collectifs sont une partie de la solution, d'une part parce qu'ils contribuent à des prises de conscience et portent en eux l'émergence de comportements nouveaux à l'encontre de la consommation de masse, d'autre part parce qu'ils mettent en marche une dynamique s'intégrant dans celle plus vaste d'une autre manière d'habiter la planète.

Table des matières

Préambule 5

Introduction 7

Partie I

Le système alimentaire mondial et la place du consommateur dans celui-ci 9

Chapitre I : Comment les gens ont perdu leur lien avec l'agriculture 11

1.1. Vers une nouvelle agriculture plus durable 13
1.2. Trouver son lien avec l'agriculture 14
1.3. Inverser le rapport de force 15
1.4. Surmonter les obstacles 16
1.5. Le droit à l'alimentation 18
1.6. Des politiques redistributives 19

Chapitre II : Quels ingrédients pour un changement ? 21

2.1. En milieu urbain 21
2.2. Petit tour du monde des initiatives transformatrices 22
2.3. De la nécessité du changement d'échelle 24
2.4. Sur le terrain : des idées, des projets 25

Chapitre III : Quels enjeux derrière nos comportements alimentaires ? 31

3.1. Nos comportements alimentaires 31
3.2. La question budgétaire 32
3.3. Durabilité et pauvreté 33
3.4. La question des publics 34
3.5. Objectif santé 37
3.6. Des stratégies d'animation 38
3.7. Le début de l'histoire 41
3.8. Des idées aux actes 42

Partie II

Rencontre avec celles et ceux qui font vivre les potagers collectifs et autres initiatives autour de l'assiette 45

Promenons-nous dans les jardins :
Court-St-Etienne, Charleroi, Verviers, Bruxelles, Baudour, Luingne 47
Table d'autres : Charleroi, Court-St-Etienne 78
Les coins de terre et jardins familiaux : En Wallonie, en Flandre 82

Partie III

Recommandations 87

Conclusions 91

La thématique de la consommation durable fait depuis longtemps partie des préoccupations des Equipes Populaires. Elle est de plus en plus au cœur de nos activités au sein des groupes locaux qui composent notre association en Wallonie et à Bruxelles. Travailler cette thématique poursuit deux objectifs : favoriser l'accès de tous à une consommation durable et de qualité, mieux cerner les enjeux liés aux excès et aux dérives de notre société de surconsommation. Les questions climatiques et environnementales s'invitent également de plus en plus dans les préoccupations et dans l'action de nos groupes. Et le lien est de plus en plus évident entre modes de consommation (et de production) et enjeux écologiques. En tant que mouvement d'éducation permanente/populaire, nous avons également dans nos missions l'émancipation individuelle et collective des personnes issues des milieux populaires (au sens large). Si ces objectifs sont bien au cœur de notre démarche, dans quelle mesure celle-ci peut-elle, outre les changements en matière de consommation individuelle, amener à construire un modèle économique et écologique soutenable et moins inégalitaire en matière d'alimentation. En d'autres mots, en quoi ces initiatives représentent-elles des « actes politiques » ?

Equipes Populaires
Rue du Lombard, 8
5000 Namur - 081/73.40.86
secretariat@equipespopulaires.be
www.equipespopulaires.be